

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COMMUNE
DE
NETTANCOURT
(MEUSE)

ÉTUDE MONOGRAPHIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 30 Avril 1913, à 1 heure 1/2

PAR

ANDRÉ LIGNOT

<i>Président :</i>	M. SOUCHON.	
<i>Suffragants</i>	{ M. FAURE,	{ <i>Professeurs.</i>
	M. HITIER,	

BAR-LE-DUC

IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE

36, RUE ROUSSEAU, 36

—
1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COMMUNE
DE
NETTANCOURT
(MEUSE)

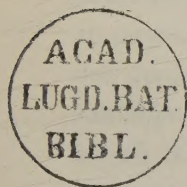
ÉTUDE MONOGRAPHIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue *le Mercredi 30 Avril 1913, à 1 heure 1/2*

PAR

ANDRÉ LIGNOT



	Président : M. SOUCHON.	} Professeurs.
Suffragants {	M. FAURE,	
	M. HITIER,	

BAR-LE-DUC
IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE

36, RUE ROUSSEAU, 36

1913

INTRODUCTION

« J'aime que j'aie vécu avant ma naissance ».
MAURICE BARRÈS.

L'étude de l'unité administrative appelée : Commune, prise dans son acception la plus étendue est intéressante à double titre. D'abord elle nous révèle l'histoire d'un fragment constitutif de notre patrie, puis elle découvre les liens mystérieux en apparence, par lesquels le présent se rattache au passé, la relation étroite, qui nous rend continuateurs des générations éteintes. Par la délimitation bien nette de son objet, elle touche plus spécialement ceux qui aiment le sol où dorment de chers souvenirs, leur *terra patrum*, qui les marque de son empreinte ineffaçable.

La difficulté pour un débutant de mener à bien une tâche si vaste, la complexité des éléments divers à rechercher, la dissémination des documents nombreux dans les dépôts publics, sont autant d'excuses à l'imperfection de cette monographie. En vue de la rendre plus claire et moins aride, le plan suivant a paru devoir être adopté. Trois parties, correspondant aux aspects sous lesquels peut être envisagée la commune, permettent un examen méthodique de ses éléments. L'aperçu historique commence cette étude par un

coup d'œil général sur sa formation, son développement et son évolution. Une deuxième partie aborde l'analyse des phénomènes démographiques et sociaux, c'est-à-dire ceux qui concernent les individus, puis une dernière décrit les faits économiques, et montre les effets de l'activité de l'homme dans le cadre tracé par la nature. L'appendice, placé en fin de volume, contient des documents qu'il a paru intéressant de réunir pour éclairer ce travail.

Rien de ce qui touchait à Nettancourt n'a été négligé. Aussi la documentation de ces pages se réfère-t-elle à des sources abondantes, dont il est indispensable de mentionner les principales :

Les Archives nationales, où sont classées les liasses de la Chambre des comptes de Champagne et les pièces relatives à la Réforme, la Bibliothèque nationale avec son dépôt de manuscrits contenant des recherches originales sur l'histoire de la Champagne, les Archives départementales de la Marne, riches en titres sur la famille et la communauté de Nettancourt, les Archives départementales de la Meuse, possédant actuellement le fonds de l'Intendance de Champagne relatif à Nettancourt indépendamment des documents administratifs postérieurs à 1791, date de l'incorporation de la localité au département de la Meuse, enfin les Archives municipales de Nettancourt (registres d'état civil depuis 1660, cahiers de délibérations des assemblées municipales depuis 1788, rôles du greffe de la justice, etc.), dont le classement s'impose si l'on veut préserver ces précieux témoins du passé; telles sont les bases de la monographie. Il faut y ajouter quelques papiers personnels largement mis à profit ainsi qu'une bibliographie étendue parfois difficile à consulter.

L'aimable et obligeant accueil, que l'auteur a toujours rencontré auprès de MM. les conservateurs d'Archives, lui fait un devoir de leur témoigner sa très vive gratitude, et en particulier à M. d'Arbois de Jubainville, Archiviste départemental de la Meuse.

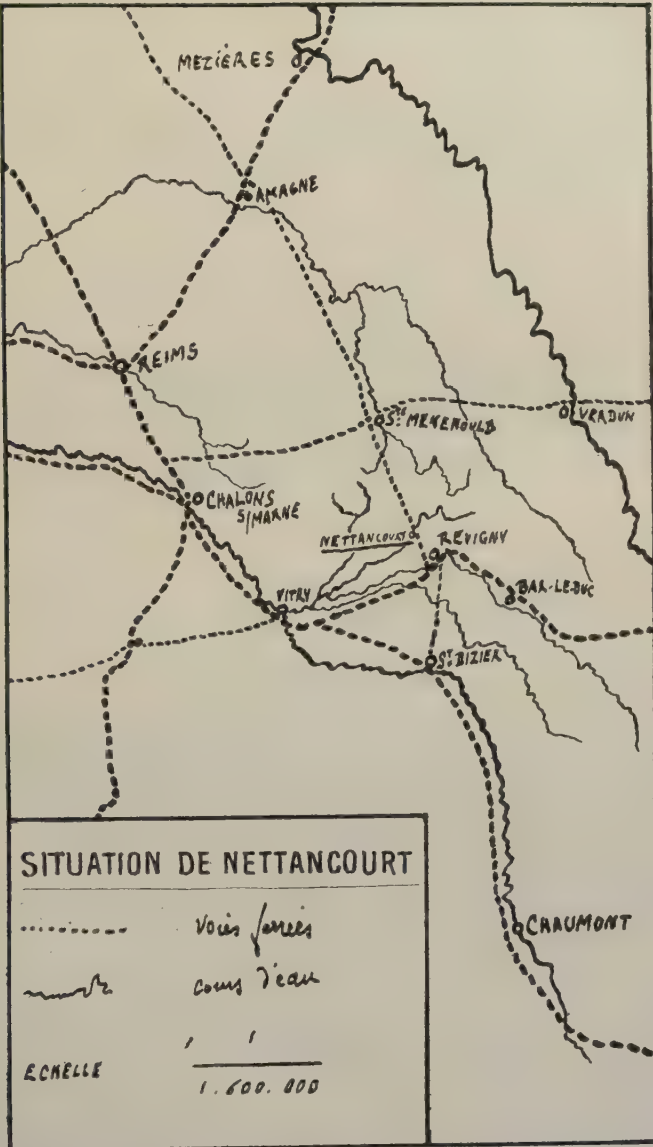


Schéma topographique indiquant la situation de Nettancourt.

LA COMMUNE

DE

NETTANCOURT

(MEUSE)

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE I

DES ORIGINES A 1560

Étymologie. — Le domaine rural. — Le fief. — Ses éléments. — Le clergé. — La noblesse. — Les serfs. — Les affranchis ou bourgeois. — Droits seigneuriaux. — Construction de l'église.

Le nom de NETTANCOURT évoque une bourgade et une famille champenoises, dont les destinées ont été liées pendant plus de sept siècles. Leurs origines mêmes semblent inséparables, en dépit de maintes assertions qui attribuent la priorité d'existence au bourg (1). Aussi loin que nous puissions remonter en effet, les documents rapprochent la famille de ce coin de terre, situé à l'extrémité méridionale de l'Argonne,

(1) Moreri, de la Chesnaye-Desbois, *Le Nobiliaire de Bar-le-Duc*, 1771, et Liénart, dans son *Dict. top. de la Meuse*, le soutiennent. Au contraire, Ed. de Barthélemy écrit que le village tire son nom de la famille.

dans l'aire géographique de laquelle il se trouve englobé et où s'est fixée une agglomération humaine.

Par son étymologie, Nettancourt nous révèle sa naissance. NETANCORT (1), tel apparaît pour la première fois, sur un texte du XII^e siècle, le domaine rural ou *cort* (2), fondé à l'époque mérovingienne, suivant M. Longnon, et auquel le bénéficiaire aurait associé son nom, marque distinctive de son établissement.

Si longue et si obscure que soit la période qui va de sa fondation à 1142, on peut admettre, à la suite de maîtres incontestés, sinon la transmission héréditaire, au moins la conservation de la concession primitive dans la même race par reconnaissance des rois francs (3).

Ainsi s'expliquerait la continuité de la famille sur le sol que lui aurait attribué un roi mérovingien en récompense de ses services.

Ces premiers détenteurs du sol furent des chefs d'exploitation, préoccupés de vivre avant tout et dominés par le souci de défendre le produit de leurs travaux. De ces nécessités sortit l'organisation féodale.

Au XII^e siècle, la terre de Nettancourt relevait du comte de Champagne. Cette province était alors un gouvernement

(1) Ce vocable subit des altérations nombreuses dont voici à peu près l'ordre chronologique :

NETANCORT.....	1142
NETUNCURT.....	1179
NETUNCORT.....	1180
NETONCORT.....	1180-1244-1249
NUTUNCOURT.....	»
NETANCOURT.....	1249-1276
NECTUNCOURT.....	1250
NETONCOURT.....	1274
NETUNCOURT.....	XIII ^e siècle
NETTANCOURT.....	actuellement

(2) Le vieux mot *courtil*, petit jardin, dérive de cette racine.

(3) Cf. Esmein, *Hist. du droit français, Cours élémentaire*, p. 135.

d'une autonomie absolue, subdivisé en châtellemies groupant autour de leurs forteresses de petites circonscriptions territoriales aux mains des seigneurs : les fiefs. Par la châtellemie de Vitry, dont il dépendait, le fief de Nettancourt était soumis au comte de Champagne. Dernier terme de l'organisme administratif de cette époque, il constitue un groupement, discipliné, organisé, civilisé. Les trois classes féodales bien distinctes y sont représentées : « d'un côté le clergé qui prie et la noblesse qui combat, de l'autre tous les gens de condition servile qui travaillent ».

Une église existe à Nettancourt vers le milieu du ^{xii}^e siècle, car son autel est reconnu à la charge de l'abbaye de Huiron ⁽¹⁾, près de Vitry, par l'évêque de Châlons, Guy de Montaigu. Afin d'assurer la célébration du culte, des dîmes sont perçues en 1245 au profit de « Messire Chrestien, prêtre curé de Nettancourt », qui a la faculté d'en disposer ⁽²⁾.

La proximité de l'abbaye de Montiers-en-Argonne (*monasterium in Argona*), fixée dès 1160 dans la vallée de la Vière, à deux lieues au nord-ouest du village actuel, dut exercer une heureuse influence sur les rapides progrès de la civilisation dans ces parages. Les fréquentes libéralités, consenties à ce couvent par les seigneurs de Nettancourt, prouvent que des relations de bon voisinage s'étaient vite établies avec les moines cisterciens ⁽³⁾.

(1) Cette abbaye était de l'ordre de saint Benoît. Au cartulaire est énoncé sur un manuscrit de 1751 : *altare de Calvomonte* (Charmont) *et de Nettancourt, quod dedit vobis Hugo episcopus*. Cette donation ferait remonter l'église de Nettancourt à 1113.

(2) Bibl. nat., mss. Collect. de Champagne, t. XXIII, f° 163.

(3) Le cartulaire de Montiers mentionne les donations consenties au profit de cette abbaye par Isambart de Nettancourt, 1206.

Philippe de Nettancourt (pâturages).....	1206
Gilles de Nettancourt (4 muids de vin).....	1218
— (accord d'avril).....	1231
Gilles de Nettancourt.....	1242
Gilo Mauchemins de Nettancourt.....	1256
Feue dame Elisabeth de Nettancourt.....	1271

Le premier personnage, appartenant à la noblesse, dont on trouve la trace sur la terre qui nous occupe, est Garnier de Netancort. Un titre de 1142 le fait connaître à l'occasion d'une donation de l'alleu de Huppémont (aujourd'hui territoire de Nettancourt) aux religieux de Jeand'heurs (1). Vers la même époque, le cartulaire de Montiers-en-Argonne nous apprend l'existence de Gobert de Fontenay et de Hugues de Montfelix, qui disposent en faveur de l'abbaye de prés et terres sur Nettancourt (2).

Transmise héréditairement, une partie importante du fief reste toujours dans la famille de Nettancourt (3). A Garnier succède Dreux son fils, qui partit en 1190 pour la croisade en compagnie du comte de Bar.

Henri le Large, comte de Champagne, fait dresser la liste de ses vassaux vers 1172. Pierre de Netoncort figure parmi les seigneurs tenus de rendre l'hommage à ce suzerain (4). Il est, en outre, astreint à certaines redevances personnelles, telles qu'un service de deux mois de garde à Vitry, siège de la châtellenie. Son fils Pierre, dit Croccarz, devient seigneur de Nettancourt et de Vernancourt en 1180.

Généralement, le seigneur réside sur son fief principal. Tout porte à croire qu'une importante maison forte se dressait déjà à Nettancourt sur la colline à côté de l'église. D'ailleurs, au ^{xiii}^e siècle, elle est mentionnée dans le rôle des fiefs du comte de Champagne écrit sous le règne de Thibaut le Chansonnier et se trouve située devant l'enceinte de ce monument. Habitée par Jean de Tours-sur-Marne, à cause de son alliance avec Élisabeth de Nettancourt, elle dépend de la châtellenie de Vitry-le-Brûlé. « *Dominus Johannes de Turribus super maternam manens apud Netoncort, tenet de*

(1) Abbaye de l'ordre de Prémontré située dans la vallée de la Saulx.

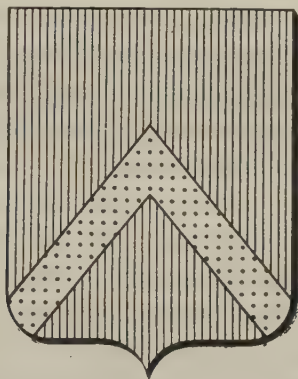
(2) Cf. Cartulaire cité par Remy, *N.-D. de Montiers*, p. 59.

(3) Nettancourt porte : de gueules au chevron d'or.

(4) Cf. Longnon, *Docum. relat. au comté de Champ.*, t. I, p. 16.

hereditate uxoris sue apud Netoncort, domum unam juxta ecclesiam ante porprisio... » (1).

L'élément indispensable du fief, véritable instrument de travail à la disposition du seigneur, est le serf. A cause de son importance, il constitue la classe la plus nombreuse et non la moins intéressante de nos campagnes. Attachés au fonds qu'ils cultivent, sans aucune existence légale en dehors de lui, les serfs sont, d'après l'expression courante : « tail-



Armes de la Maison de Nettancourt.

lables et corvéables à merci », c'est-à-dire soumis à l'autorité absolue de leur maître. Pour celui-ci, la classe servile était une abondante source de revenus, car il pouvait la frapper de redevances variées, soit en espèces, soit en nature. Sans nous fixer sur le nombre approximatif de cette catégorie de travailleurs, les *feoda campaniæ* ou recueils de fiefs de Champagne énumèrent cependant les droits qu'ils rapportaient à leurs bénéficiaires.

Gilet de Netancort (2), sous le règne de Thibaut le Chan-

(1)-Cf. Longnon, *Rôles des fiefs du comté de Champagne sous le règne de Thibaut le Chansonnier* (1249-1252), p. 288.

(2) Gilet semble pouvoir être identifié avec Gilles, sieur de Nettancourt,

sonnier, comte de Champagne (1250), prélève la huitième partie de toutes les récoltes, du moulin, du four et de la justice, ce qui dénote déjà une population assez dense. Tout est sujet à taxations : depuis les simples produits du sol, leurs diverses transformations au moulin et au four seigneuriaux jusqu'aux litiges entre les serfs, dont la solution appartenait également au seigneur.

On conçoit le profit résultant pour la noblesse de la possession de cette main-d'œuvre et les efforts qu'elle fera pour s'attacher à la maintenir sur son sol en lui assurant en retour la sécurité de ses travaux et la protection de sa personne. Les serfs se transmettent avec le fief dont ils dépendent; ils le suivent dans tous ses démembrements. Ainsi les voyons-nous acquitter leurs droits, soit en argent, soit en froment, à Jean de Tours-sur-Marne, qui avait eu de la succession de son épouse, Élisabeth de Nettancourt, le château et une part importante du fief. Vers la même époque, Hugo de Sorci, Perroz de Malmaison, Jean de Rozay s'en partageaient d'autres redevances ⁽¹⁾.

Un peu plus tard, pendant la régence de Blanche d'Artois (1274), ils se laissent taxer par Hanrions de la Nuef-Ville (Neuville), damoiselle Cesille de Nettancourt et Huarz de Nettancourt, qui rendent hommage à leur suzeraine ⁽²⁾ de ces prélèvements.

Le servage avait fini par développer, parmi les habitants des campagnes, de communes aspirations d'affranchissement dont les seigneurs durent tenir compte. Sans cesse exposés

dont il existe un accord avec l'abbaye de Montiers d'avril 1231 et avec Gilo Mauchemins de Netancort, qui rend hommage à Thibaut du fief « *Sancte Marie apud Netancort* » (aujourd'hui ferme de Heurtebise, terr. de Sommeilles).

(1) Cf. *Rôles des fiefs du comté de Champagne sous le règne de Thibaut le Chansonnier* (Longnon).

(2) Cf. *Rôles des fiefs rédigés sous la régence de Blanche d'Artois* (Longnon).

à des taxations arbitraires, soumis à une multitude de droits, leurs efforts tendaient à obtenir une situation moins précaire. L'affranchissement, qui allait donner satisfaction à ce désir bien légitime, contribua à l'essor de la communauté rurale. Le mouvement d'émancipation se réalise de bonne heure en Champagne. Dès le ^{xii}^e siècle, les seigneurs accordent des chartes d'affranchissement. Les concessions de ce genre se généralisent durant le ^{xiii}^e siècle, et une nouvelle classe apparaît alors : celle de la bourgeoisie. L'affranchi ou bourgeois a une taille réglée, c'est-à-dire un impôt fixe et annuel. Le contrat établissant la quotité et les conditions de l'affranchissement à Nettancourt ne nous est point parvenu ; toutefois, il est certain que des bourgeois y existaient vers 1276. En effet, le livre terrier du comté de Champagne ⁽¹⁾ attribue en termes formels au comte : « Les bourgeoisies de Netancourt es hommes des quiex l'an prant de chacun XII d. (deniers?) ». Plus loin, il est spécifié que les bourgeois doivent répondre en outre de « V setiers et mines d'avoine, à la viez mesure de Vitri ». Il semble donc que les premiers affranchissements furent octroyés aux serfs de Nettancourt par le comte de Champagne, dont ce fief était mouvant. La chronique contemporaine du moine Albéric de Trois-Fontaines ne laisse-t-elle pas supposer que l'établissement de semblables institutions avait pour but de raffermir l'autorité du comte sur la population des campagnes, livrée à l'influence des seigneurs féodaux ? Ces concessions libérales lui permirent d'obtenir aisément de ses sujets d'importants subsides et l'avantage de lever des troupes. Ainsi se justifie le caractère pacifique de cette grave transformation sociale.

Les redevances sont composées de deux parts, l'une payable en espèces et l'autre en nature. D'ailleurs, plus tard, les

(1) *Extenta terre comitatus Campanie et Brie*. Cf. Longnon, t. II, *Le domaine comtal*.

habitants continueront à les acquitter en « *sols* et en *sextiers* d'avoine et de blé ».

En 1392, les droits de bourgeoisie sont partagés par moitié entre le seigneur principal ⁽¹⁾ et le Roi. A cette époque, la Champagne est réunie à la couronne de France depuis le mariage de Jeanne, comtesse de Champagne, avec Philippe le Bel (1285). Le domaine comtal passe de ce fait sous le sceptre royal, et à la mort de Jean de Nettancourt, sa veuve, Marie de Boncourt, rend hommage au roi de France du fief principal de Nettancourt, consistant en une maison d'habitation et ses dépendances, en terres, prés, vignes et en bois. Le pouvoir royal fait opérer le recouvrement des bourgeoisies par un représentant local appelé le *mayeur*, chargé, en outre, du partage avec le seigneur. En dehors de ces revenus, la seigneurie comportait d'autres redevances, appelées : cens, levées sur des immeubles abandonnés par le seigneur à ses sujets, puis une part des amendes, produit de la justice du lieu.

En passant de la domination des comtes sous celle du roi de France, la Champagne ne subit aucune transformation intérieure. L'organisation féodale y fut maintenue, et la sourde rivalité entre le suzerain et ses vassaux, se disputant l'hégémonie de leurs sujets, ne fit que grandir. Sous le règne de Philippe le Bel, des concessions royales avaient été faites aux habitants des campagnes, non sans porter ombrage à l'aristocratie champenoise ; le privilège de la bourgeoisie du roi ravissait de nombreux justiciables aux seigneurs, au profit des officiers royaux. Aussi la noblesse, à maintes reprises, saisira-t-elle l'occasion de faire entendre des remon-

(1) Des portions de seigneurie se trouvaient alors dans d'autres mains. Jean de Saulx, dont la petite-fille Jeanne d'Espence épousera plus tard Nicolas de Nettancourt, en avait acquis une part d'Ance! d'Anglure et de Jean de Flavigny en 1380. Perrin de Moncels avait vendu la moitié des terrages de Nettancourt à Jean de Nettancourt en 1376.

trances et de reprendre son crédit ébranlé. Bientôt la maison de Nettancourt verra s'accroître son prestige. De hautes alliances réuniront sous son nom des domaines considérables de l'Ornain à l'Aire et continueront à lui assurer une incontestable suprématie sur les marches de Champagne et même en Lorraine.

En 1400, Aliénore d'Apremont⁽¹⁾ apporte en mariage le fief important de Vaubecourt à Georges I^{er}, seigneur de Nettancourt, dont relèvent Autrécourt, Waly, Neuville-sur-Orne. Ses vastes possessions s'étendent jusqu'en Lorraine, où il accepte les fonctions de bailli et gouverneur de Bar (1426). Son fils Jean⁽²⁾ ajoute à ce patrimoine familial Nubécourt et Nicey sur l'Aire. Des seigneuries plus voisines de Nettancourt : Vroil, Bettancourt et Villers-le-Sec, apportées par le mariage d'Anne d'Espence⁽³⁾, étendent à l'ouest l'influence de Nicolas de Nettancourt dans la vallée de la Chée. Dans son hommage à François I^{er} du 13 août 1515, il se dit seigneur « de partye de la terre et seigneurie dudit Nectancourt »⁽⁴⁾. Le manoir, symbole de la puissance féodale, n'existe plus⁽⁵⁾, mais Nicolas a soin de spécifier qu'il en possède toujours l'emplacement, ou motte close de fossés. Il réside fréquemment en Champagne, à Bettancourt, non loin de Vitry, où sa haute personnalité l'amène à prendre part à la rédaction de

(1) Apremont porte : de sable au chef d'argent, chargé de 3 molettes du champ.

(2) Jean III habita surtout le château de Vaubecourt. Cf. *Annuaire de la Meuse*, année 1845. Sceau de Jean de Nettancourt, 1490.

(3) Espence porte : de gueule à trois chèvres d'or couchées, posées l'une sur l'autre.

(4) Arch. nat., P. 161.

(5) Dans un aveu de 1418, se trouve encore mentionnée la « maison, assise audit Nettancourt, close de fossés comme elle se comporte tenante à la Chez ». Ce château fut ruiné probablement par les bandes d'Anglais et de Bourguignons, qui en 1420 avaient mis au pillage les villages environnants de Sommeilles, Auzécourt et Noyers, situés sur la vallée de la Chée. Il ne sera reconstruit qu'en 1581.

la coutume en 1509, ainsi qu'à Vaubecourt en Lorraine. Il sera inhumé dans ce dernier lieu, auprès de son père et de sa mère, « le XVII^e jour de novembre 1529 », d'après son épitaphe (1).

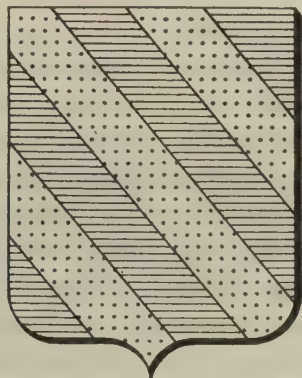
Le remariage d'Anne d'Espence, veuve de Nicolas de Nettancourt, avait fait momentanément passer la terre de Nettancourt entre les mains d'Estienne Bastard de Lincy, dont il existe un hommage au Roi de 1530, « à cause du douaire de sa femme ès villages de... Nettancourt ». Mais avec Antoine de Nettancourt, l'héritage paternel retrouve un continuateur pour de longues années. Son hommage date du 19 mars 1539 et, à sa mort, survenue à un âge très avancé après 1585, il fut inhumé à Nettancourt.

A côté du fief des Nettancourt, en existe à cette époque un autre, dont il est indispensable de parler, puisqu'il se trouve sur le même territoire. La terre de la Grange-aux-Champs, située au nord du village, est tenue par une famille originaire du Verdunois et de noblesse reconnue. Charles de Thannois, escuyer, seigneur d'Autrécourt, de Waly et de la Grange-aux-Champs, marié à Jacqueline de L'Estang en décembre 1510, passe pour le premier de cette branche qui l'ait habitée. Il dut participer à la construction de l'église, car son blason se voit encore à la façade du portail principal, non loin de celui de la maison de Nettancourt. Il portait comme armes, d'après le nobiliaire de Champagne (2) : d'azur à trois bandes d'or. Les Thannois possédèrent le fief, la maison et le jardin de la Grange-aux-Champs, qui fut leur résidence, jusqu'à 1634, année où ils passèrent par acqui-

(1) Cette pierre tombale, classée parmi les monuments historiques, se trouve dans l'église de Vaubecourt. Elle recouvre les restes de « nobles hommes », Jehan de Nettancourt † 1502, damoiselle Margot de Nicey, sa femme † 1474 et Nicolas de Nettancourt leur fils † 1529.

(2) Cette famille, citée au procès-verbal de la recherche de la noblesse de Champagne par M. de Caumartin en mars 1668, était alors représentée par un Thannois, servant au régiment du marquis de Reynel.

tion à Louis de Nettancourt. Auprès du fief existait un gagnage, appelé d'abord : Grange de Haut (1508) et dénombré sous le nom de Grange-aux-Champs, parmi les biens de Nicolas de Nettancourt (1543). Sa contenance s'élevait à 72 arpens ⁽¹⁾, répartis en maison, jardin, terres labourables et prés.



Armes de la Maison de Thannois.

Une autre partie de la terre de Nettancourt, et non la moins importante, est aux mains de la famille d'Anglure. Cette maison, alors puissante en Champagne, détenait le comté d'Étoges. L'une de ses branches avait obtenu du Roi, à titre d'engagement, des droits sur Nettancourt. Renouvelés en 1548 à une veuve de cette famille ⁽²⁾, ils durent s'éteindre avec elle, car le domaine en disposera de nouveau, treize ans plus tard.

Pendant ce temps, le village se développe et s'embellit d'une église. Solidement campée sur le sommet du coteau, au flanc duquel s'étagaient ses nombreuses maisons, elle dresse au-dessus d'elles sa silhouette massive. Composée de trois nefs spacieuses, d'un transept, et terminée par une abside

(1) Environ 30 hectares.

(2) Dame Marie de Verre sans doute, veuve de messire François d'Anglure, en son vivant, chevalier, seigneur d'Étoges.

à cinq pans percée de hautes verrières flamboyantes, elle est d'une construction régulière et de décoration sobre. Cependant un élégant portail latéral, dont les chapiteaux portent le millésime de 1549, fixe une date à son achèvement. Mais cette œuvre fut de longue haleine, et l'architecture du monument y décèle surtout l'influence du *xv^e* siècle. Unique vestige de cette période lointaine, ses pierres ont conservé, malgré les injures du temps, l'empreinte de son histoire. Le chevron de ses seigneurs se retrouve à sa façade de style renaissance; intérieurement il devait surmonter la porte murée d'une petite chapelle, contiguë au chœur, aujourd'hui disparue. D'autres écus de familles, maintenant éteintes, les Thannois et sans doute les Anglure ⁽¹⁾, etc., témoignent qu'elle dut être l'objet de leurs libéralités. Enfin les armes de France, sculptées au fronton du portail méridional, et les trois fleurs de lis qui s'accrochent à la clef de voûte du sanctuaire, rappellent la domination royale sur ce fief de la mouvance de Vitry.

(1) Au milieu de la façade principale se trouve un blason écartelé où l'on découvre au 1 et au 4 les grillots de la maison d'Anglure, selon toute probabilité. Un autre blason placé sur le côté au-dessus de celui de Thannois n'a pu être identifié.

CHAPITRE II

LE PROTESTANTISME A NETTANCOURT

(1560-1690)

Nettancourt domaine royal. — Reconstruction du château. — La Réforme. — Dissensions religieuses. — Ruine du village. — L'Église réformée de Nettancourt. — Destruction de Huppémont. — Réfection du moulin. — Le marché local. — Le pressoir banal. — Revenus royaux et seigneuriaux. — La révocation de l'Édit de Nantes à Nettancourt.

Jusqu'alors, la terre de Nettancourt est formée de plusieurs parties relevant de la Couronne de France. Si un noyau important reste toujours entre les mains de la famille de Nettancourt, qui en rend hommage, suivant la coutume, le Roi y conserve en principe la haute justice et de nombreux droits. Concédés d'abord à la maison d'Étoges, ils sont ensuite attribués en douaire à Marie Stuart, veuve de François II, dauphin de France, par lettres patentes en forme d'édit du 29 juin 1561. A la mort de la reine d'Écosse, ses biens sont aliénés et un contrat fort ambigu (1587) nous apprend que Louis de Nettancourt dut acquérir une part de « ce qui appartenait au Roi » moyennant 1.575 écus. Rédigé en termes vagues, cet acte fut le point de départ d'un long conflit entre les deux puissances rivales. C'est le moment où les seigneurs du lieu prennent une influence prépondérante au détriment du pouvoir royal et jouent au milieu des événements contemporains un rôle particulièrement intéressant pour l'histoire locale.

Après avoir été longtemps déserté par ses seigneurs fixés à Vaubecourt et à Bettancourt, le village de Nettancourt voit enfin se réédifier dans la vallée de la Chée un vaste château, entouré de larges fossés (1). Le mariage de Louis de Nettancourt et de Françoise de Beauvau (2) en décide la reconstruction. Leur contrat de mariage du 1^{er} mai 1581 stipule qu'une somme de 3.000 francs barrois « sera employée à bâtir une maison audit Nettancourt, tant pour y faire leur résidence que pour être assignée pour la demeure de ladite demoiselle ».

Malheureusement des événements douloureux vont s'abattre sur la communauté, pourvue désormais d'une église et d'un château, et amener avec les dissensions religieuses les désastres de la guerre.

Prêchée par Calvin en Allemagne, la Réforme gagnait la Champagne, propagée par un de ses plus ardents apôtres, Pierre Fornelet. Caché dans les campagnes châlonnaises, car l'accès de la ville lui était interdit, il exerce son prosélytisme aux confins de la Champagne. Dès 1561, son adepte Antoine de Nettancourt (3), seigneur du lieu, adresse une requête à l'Église de Genève, afin d'obtenir l'envoi d'un « homme expert, qui nous sçache et veuille dopter du pain spirituel de la Sainte parole de Dieu et administrer purement les Saints Sacrements ».

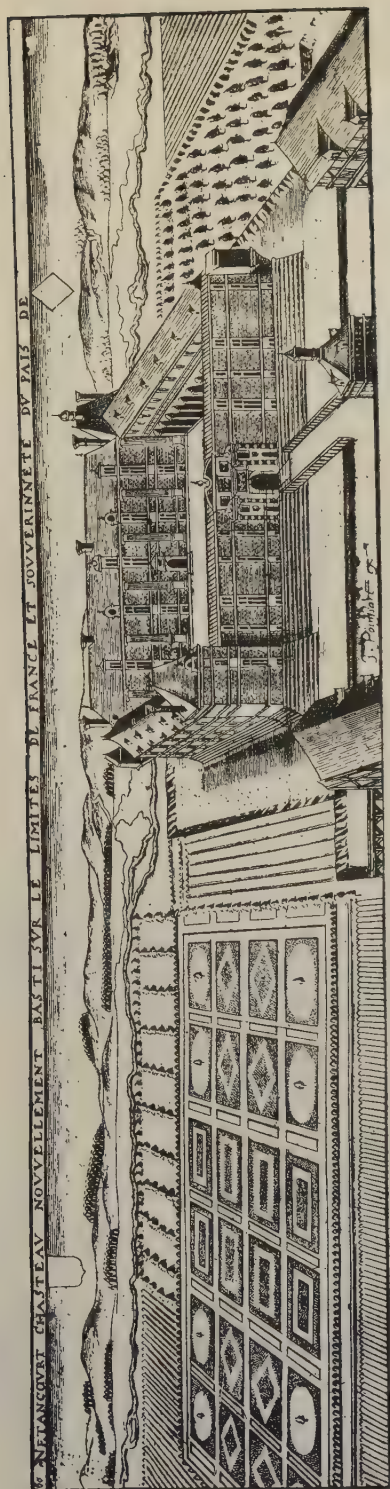
De cette démarche était née l'église réformée de Nettancourt. La paroisse se divisa en deux partis : les catholiques et les religionnaires.

Toutefois, sans exagérer les effets de cette scission, il faut,

(1) De ce château ne subsiste qu'une vue gravée vers 1600 par Claude Chastillon, topographe du roi Henri IV et ingénieur (1547-1616).

(2) Beauvau porte : d'argent à 4 lionceaux cantonnés de gueules, couronnés, armés et lampassés d'or (Anjou et Champ).

(3) Ce même Antoine de Nettancourt réclamera par testament d'être inhumé dans l'église catholique de Nettancourt, à côté de Françoise de Boutillac, sa première femme. Il mourut « aagé de cent ans et plus » vers 1594.



Vue du Château de Nettancourt, par Chastillon.

reconnaître que les malheurs de la guerre ont au contraire rapproché les habitants séparés par des dissidences religieuses. Après les épreuves, ils se retrouvent unis à leur seigneur en vue de réparer les désordres causés par le passage des pillards et par l'incendie.

Sans entrer dans le détail des luttes intestines qui désolèrent la fin du xvi^e siècle, et dont la région se ressentit bien longtemps, il suffit de jeter les yeux sur les divers documents de cette époque ; il n'est question que des ravages exercés par le séjour permanent des troupes armées sur cette frontière de Champagne.

Des bandes de huguenots incendient l'abbaye de Montiers au nord de Nettancourt (1562) et dévastent les environs de Sainte-Menehould, puis ce sont les passages incessants de soldats pillards, les mouvements d'hommes nécessités par les campagnes des ligueurs. A la suite de ces incursions, le village est dans un tel état de délabrement que Louis de Nettancourt écrit de son château de Nettancourt, le 24 novembre 1595, aux gouverneurs et conseil de Châlons, « pour que son poure (pauvre) village puisse estre exsan (*sic*) de taille, afin qu'il puisse rebâtir ou avoir quelque soulagement en leur misère ». Les trésoriers de Champagne adressent également des suppliques au Conseil d'État, où ils exposent que leur « misérable province est réduite à une telle pauvreté qu'il n'est pas possible de plus ». La taille, principal impôt, ne peut pas être recouvrée.

Les événements auxquels avait été mêlée la famille de Nettancourt n'avaient point ébranlé son crédit. Ce lui fut au contraire une occasion de se distinguer par de brillants faits d'armes. Louis, seigneur de Nettancourt, enrôlé sous la bannière du parti huguenot, est sans cesse sur la brèche ; il prend une part active aux opérations militaires. Sa présence est remarquée au siège de Sainte-Menehould ; à Pringy, il est fait prisonnier, mais, en récompense de ses services, le

Roi lui octroie les biens confisqués sur le cardinal de Pellevé et le gouvernement de Sedan (1606).

Pendant ce temps, l'église réformée de Nettancourt, née sous l'égide seigneuriale, cherchait à vivre au milieu de difficultés toujours renaissantes, lorsque l'édit de Nantes (1598) vint lui donner des garanties légales. Subordonné à la volonté du seigneur, qui lui était favorable, et soumis à la simple formalité d'une déclaration, qui ne fut d'ailleurs pas faite pour Nettancourt, l'exercice du nouveau culte fut désormais assuré. D'abord établi à Bettancourt dont Antoine possédait la seigneurie ⁽¹⁾, le siège des réunions est transféré à Nettancourt, dans « une maison, sise rue de Leurande et appelée la Grande Cour, qui servait de prêche et assemblée » ⁽²⁾. On s'y rendait de nombreux villages d'alentour.

Bientôt au pied de la colline, où dominait l'église catholique, s'éleva un temple de proportions plus modestes, affecté aux religionnaires. Plusieurs pasteurs se succédèrent à la tête de cette nouvelle paroisse. M. Dannreuther, dans un très intéressant travail sur l'église réformée de Nettancourt, en cite trois, qui paraissent être les seuls ayant habité la localité, où ils ont exercé leur ministère durant un siècle. Honoré de Campdomerc fut le premier vers 1601 et y séjourna une soixantaine d'années. Pierre Serval le remplaça. Il mourut à Châlons-sur-Marne en 1695 après avoir abjuré son hérésie ⁽³⁾. Enfin Isaac Jacquelot qui, avant la révocation de l'Édit de Nantes, partit se réfugier à Bâle ⁽⁴⁾.

Un terrain spécial encore appelé « la Huguenoterie », servit

(1) Antoine était alors seigneur de Nettancourt et de Bettancourt. Ce fut l'ancêtre commun des deux branches de la famille dont aujourd'hui l'une, celle de Nettancourt est éteinte, et l'autre celle de Bettancourt, représente seule cette maison.

(2) Cf. Hérelle, *Documents inédits*, t. III, p. 51.

(3) Archives de la ville de Châlons-sur-Marne, GG. 16, f° 40.

(4) Pierre Serval revint une seconde fois à Nettancourt, où il exerça après le départ de Jacquelot.

aux sépultures des religieux. Ainsi l'établissait un règlement de 1571, élaboré à Troyes, sous l'instigation de Charles IX.

Malgré son haut patronage, l'église réformée de Nettancourt, subissant des attaques renouvelées, eut maintes fois peine à trouver les subsides indispensables à son existence. A tous les synodes où elle est représentée, la voix de son pasteur se fait entendre pour « représenter les grands frais qu'elle a euz à soutenir en la poursuite des affaires du Barrois » ou réclamer l'assistance des autres églises de la province, à cause « des calamités qui lui sont arrivées par l'invasion des ennemis ».

Nettancourt et la région environnante deviennent le théâtre d'exactions sans nombre. Sous la minorité de Louis XIII, les campagnes de Richelieu amènent la concentration en Champagne d'une forte armée de réserve, dont le séjour prolongé se fait lourdement sentir. Quelques années plus tard, l'invasion d'Autrichiens, de Suédois et de Croates, achève de semer la ruine dans le pays. A l'incendie du moulin de Nettancourt par les Bourguignons qui terrorisent également les villages voisins⁽¹⁾, s'ajoute le 21 avril 1639, jour du vendredi saint, la destruction du hameau de Huppémont. Ses habitants sont obligés de se réfugier « au proffond des bois » et jusqu'à Revigny pour échapper aux fureurs des Suédois et des « Cravactes » (Croates), écrit un témoin oculaire⁽²⁾.

Tandis que le moulin de Nettancourt se trouve reconstruit aux frais et par les soins de Louis de Nettancourt, les ruines de Huppémont sont définitivement abandonnées. Il ne subsistera plus de cette paroisse qu'une cense, propriété des reli-

(1) Ils s'attaquaient surtout aux moulins pour affamer le pays. Celui d'Auzécourt subit le même sort la même année.

(2) D'après une inscription retrouvée sur la couverture d'un vieux livre. Cf. Bouillet, *Monographie de l'église de Revigny*.

gieux de Jeand'heurs qui la conserveront jusqu'à la Révolution.

Pour résister à tant d'épreuves et soutenir de tels chocs, la population de Nettancourt rencontre le plus ferme appui auprès de son seigneur. De tempérament énergique, Louis de Nettancourt joignait à un courage inébranlable un grand sens pratique. Soucieux de la prospérité du domaine qu'il avait agrandi et dont il avait fait sa résidence, il sait comprendre les besoins de ses sujets. Grâce à son active intervention, la communauté connaît des jours meilleurs. Par lettres patentes de janvier 1614, le Roi lui accorde, « en récompense de ses services », le droit d'établir deux foires par an et un marché chaque semaine à Nettancourt. Sans doute cette concession, très favorable aux habitants, comporte par réciprocité quelques avantages pour le seigneur; le titre lui donne bien la faculté de « prendre et jouir... ensemble des privilèges, droits et debvoirs que les autres seigneurs dudit pays ont accoustumé avoir, jouir et user pour semblables choses ». Mais il faut tenir compte des multiples frais d'installation, de construction de halle, par exemple, qui lui incombent.

Quoi qu'il en soit, l'impulsion est donnée; le peuple peut désormais compter sur l'aide pécuniaire du seigneur et collaborer en quelque sorte avec lui à la prospérité du domaine. N'est-ce point la meilleure solution sociale à la suite des événements du ^{xvii}^e siècle? Déjà affranchis en grand nombre, les habitants, appauvris par tant de pillages, s'unissent en une touchante communauté pour faire appel à Louis de Nettancourt, à la tête du fief depuis 1618, par la mort de son père.

Dans un arrangement du 28 décembre 1626, ils se soumettent à la banalité d'un « pressoir commun » qu'ils demandent à leur seigneur de construire à leur usage. Ainsi se dégage, pour la première fois, la personnalité du groupement rural.

Encouragés par les résultats satisfaisants de ce *modus vivendi*, et par suite de l'extension du vignoble, un second traité intervient sur les mêmes bases que le précédent le 7 mai 1645, et décide la construction d'un deuxième pressoir banal. Chacun tient à posséder un franc-alleu, c'est-à-dire une terre affranchie de toute taxe et un lopin de vigne, si petit soit-il. La puissance royale et l'autorité seigneuriale n'avaient pas cependant abandonné la totalité de leurs « droits et redevances », en conférant la liberté à leurs sujets ; ils conservaient les censives. Beaucoup d'immeubles en sont frappés lors de l'établissement du pied terrier de Champagne en 1679. Les habitants de Nettancourt déclarent aux enquêteurs qu'ils « ne savent si c'est envers le domaine de Sa Majesté ou envers la Dame de Nettancourt, à cause de sa seigneurie ».

Fixée à la moitié des amendes et des bourgeoisies, la part du Roi s'étend en outre aux trois quarts des revenus du moulin banal et au tiers de ceux du four. Voilà, d'après les aveux et hommages postérieurs à l'acte de cession de 1587, ce que revendiquait le domaine de Sa Majesté. Ce ne fut pas l'avis de la famille de Nettancourt, dont les griefs se traduisirent en un interminable et obscur procès, qui s'éternisa jusqu'à la Révolution, sans donner satisfaction à toutes ses prétentions ⁽¹⁾. Il lui restait malgré tout, ce qui n'était pas prélevé par le domaine, et cette quotité était encore importante. Les francs-alleux roturiers, qui s'étaient multipliés pendant ce siècle, constituaient une source de revenus au Seigneur. Il partageait avec le Roi le produit des taxes d'affranchissement.

(1) Un arrêt du conseil du Roi du 13 mars 1786, qui ne termina point ce litige, condamne M. de Marnesia « à délaisser la propriété et jouissance de 316 verges de terre, 55 fauchées 98 verges de pré, 2 pièces de vigne, 2 maisons et 2 jardins » à M. Lambert, engagé des domaines du Roi à Nettancourt (Arch. Marne, E. 693).

Au moment où la communauté de Nettancourt semble avoir recouvré l'apaisement après les luttes religieuses, une dernière crise de cette période troublée faillit compromettre l'heureuse issue de tant d'efforts. La révocation de l'Édit de Nantes (1685), en anéantissant l'église réformée bouleversa la population qui comptait pas mal de religieux (1). Le fief lui-même n'échappe à la confiscation que grâce à la bienveillance de l'intendant. Depuis 1673 il est entre les mains de la veuve de Louis II, Anne de la Marche des Comtes, à laquelle le clergé suscite des difficultés à propos du culte réformé. Une enquête a lieu à ce sujet et la solution du conflit est soumise au Roi, lorsque survient la prohibition absolue de la R. P. R. dans le royaume. M^{me} de Nettancourt ne voulut pas se soumettre tout d'abord à l'édit de révocation. Son fief devient alors le théâtre de dragonnades, qui durent quinze jours. Une compagnie de dragons occupe le château en novembre 1685, l'obligeant à séjourner à Espence. « Elle laissa ordre de les bien traiter et de leur faire bonne chair (*sic*) », dit une lettre du temps. Malgré cela elle ne put leur échapper et dut se rendre à Châlons pour y abjurer solennellement le 31 décembre suivant. Cet acte ne l'empêcha pas d'abandonner ses terres. Elle part pour le Brandebourg, où ses deux fils avaient trouvé refuge à la cour de l'Électeur. Pendant son absence, la seigneurie de Nettancourt put être gérée en échappant aux regards des receveurs généraux, car, le 30 mai 1690, elle est adjudgée à son fils Louis.

Quant à la masse de la population gagnée aux idées réformistes, une partie revint au catholicisme, les plus réfractaires gagnèrent l'étranger, principalement la Suisse et le Brande-

(1) Beaucoup portaient des prénoms bibliques alors très répandus : Abraham, Daniel, Esther, Isaac, Jacob, Jérémie, Judith, Rachel, Salomon, Samuel, etc.

bourg. Quelques-uns, arrêtés avant d'avoir pu arriver hors du royaume, sont enfermés à Vitry, à Châlons et à Joinville, où ils finissent par abjurer. Le pasteur Isaac Jacquelot et sa famille se fixent à Bâle, où ils reçoivent l'assistance de leurs coreligionnaires ⁽¹⁾.

Il se dégage des recherches très intéressantes et fort étendues de M. Hérelle à ce sujet, que presque tous les émigrants de Nettancourt appartenaient à la classe commerçante ou à celle des artisans. On compte à peine quelques laboureurs parmi les deux cent vingt habitants cités par lui comme réfugiés en Suisse, en Brandebourg et même en Hollande ⁽²⁾. En outre, il paraît s'être constitué de véritables agences d'émigration dans la localité même. Les documents d'un procès ne laissent aucun doute sur ce point. Par leurs exhortations autant que grâce à leurs indications sur les routes à suivre, les moyens à prendre en vue de la liquidation de leurs biens, des prosélytes favorisèrent la fuite de maintes personnes, parfois même à l'insu de leur famille.

Après la révocation de l'édit de Nantes, les biens du consistoire de Nettancourt, montant à 638 livres, 17 sols, 6 deniers, sont saisis et vendus à l'hôpital de Vitry. Ils étaient représentés par des promesses et par des obligations souscrites en faveur du ministre ou de son représentant. Le temple, adjugé à 110 livres, devait être démoli, mais il fut épargné et, en 1688, rendu au culte catholique. Le curé obtint l'autorisation d'y installer des fonts baptismaux ⁽³⁾.

Le cimetière des religionnaires subsista jusqu'en 1721, époque à laquelle on le convertit définitivement en jardin. Lorsque l'an 1779, un berger luthérien de la ferme du châ-

(1) Archives de Bâle (Suisse), L, 5.

(2) Ces 220 individus sont rangés sous 47 noms de famille différents (Cf. *Documents inédits*, t. III).

(3) Arch. municip. Note manuscrite de M. Maillot, curé de Nettancourt en 1688.

teau vint à trépasser, sans avoir voulu abjurer, il fallut le mettre « hors de terre sainte », les autorités locales prescrivirent son inhumation, « à l'heure d'une après-midi, sans convoi ni pompe funèbre, sinon des quatre personnes pour porter ledit cadavre et faire ladite fosse et l'y enterrer » au pied d'un hêtre du bois des Sartes. Cette lugubre cérémonie est relatée dans un curieux procès-verbal conservé aux Archives municipales.

CHAPITRE III

LA COMMUNAUTÉ DE NETTANCOURT, LES SEIGNEURS ET LES HABITANTS

(1690-1789)

Retour de Louis III, sa mort. — Marie-Madeleine, dame de Nettancourt — Arrivée solennelle de Gaston-Jean-Baptiste-Charles, seigneur de Nettancourt. — Inventaire du château (1755). — Dénombrement du patrimoine seigneurial. — Démolition du château. — La communauté d'habitants, son organisation, son développement, ses attributions. — Réformes administratives.

Définitivement proscrite du royaume, la Réforme avait entraîné avec elle tous les maux qu'elle avait déchaînés. Une ère de paix et de progrès semblait s'ouvrir. Elle était inaugurée à Nettancourt par le retour triomphal de Louis III de Nettancourt dans le fief vacant depuis le départ de sa mère. Rentré en possession des biens de sa famille, marié à Claude-Magdeleine de Marle⁽¹⁾, il fait son entrée solennelle dans sa terre principale le 26 février 1692. Aux acclamations du peuple et au son des cloches, il est accueilli, ainsi que son épouse et les personnages qui l'entourent, par le curé et se rend à la chapelle. Ensuite, un procès-verbal de cette cérémonie, où il est naturellement fait allusion aux sentiments catholiques du nouveau seigneur, est établi et signé par les assistants.

(1) Marle porte : d'argent à la bande de sable, chargée de trois molettes du champ.

Tout paraît présager une période de fêtes brillantes. Hélas ! une succession de deuils cruels va fondre sur la maison de Nettancourt et en décimer peu à peu la puissante lignée.

Après avoir perdu un jeune fils, Louis voit mourir son épouse à trente-huit ans (1703), lui laissant deux filles ⁽¹⁾. Attaché au régiment d'infanterie de son cousin, le comte de Vaubecourt, il envoie ses filles Marie-Magdeleine et Louise au couvent à Paris et fait campagne. Maréchal des camps et armées du roi, il prend part à la guerre de succession d'Espagne ; prisonnier à Landau en 1703, il est blessé l'année suivante d'un coup de mousquet à Donauwerth, et meurt quelques jours après à Augsbourg ⁽²⁾ (oct. 1704).

Le fief de Nettancourt, tombé entre les mains de deux mineures, est géré par un avocat au Parlement habitant Vitry. En qualité de tuteur, il rend hommage au Roi de la seigneurie le 16 septembre 1711. Le dénombrement qui est présenté n'offre pas de changements sensibles sur le précédent. A sa majorité atteinte en 1716, Marie-Magdeleine devient dame de Nettancourt, Noirliu, Poix et Maugarnier ; sa sœur étant décédée, elle se trouve investie de la seigneurie qu'elle conservera jusqu'à sa mort, survenue au château de Nettancourt le 15 mai 1745 ⁽³⁾.

Deux mois plus tard, le nouveau titulaire du fief : « Haut et puissant seigneur messire Gaston-Jean-Baptiste-Charles de

(1) Cl. Magd. de Marle est inhumée dans l'église de Nettancourt.

(2) La paroisse en porta le deuil. Suivant l'usage féodal, une litre ou banderole noire fut peinte au pourtour extérieur de l'église où elle est encore visible à certains endroits. A l'intérieur de l'édifice subsistent également les blasons accolés de Louis de Nettancourt et de Cl. Magd. de Marle dont la fresque à demi effacée apparaît à 4 mètres du sol au fond du collatéral de droite. Une restitution en a été faite il y a cinquante ans auprès des fonts baptismaux.

(3) Marie-Magdeleine laissa à l'église une belle cloche dont elle fut la marraine en 1741 avec Mgr Claude-Antoine de Choiseul Beaupré, évêque comte de Châlons, pair de France. Elle fut inhumée, suivant ses dispositions testamentaires, au cimetière de la paroisse.

Nettancourt, marquis seigneur dudit Nettancourt, Fontaine Denis, Maugarnier grand et petit (1), Noirliu, Poix en Champagne, Noyers, Rincourt, Vautrombois et autres lieux », amenait à Nettancourt M^{me} Iolande-Madeleine de Nettancourt de Passavant, son épouse. Cette entrée solennelle, analogue à celle de Louis de Nettancourt en 1692, a lieu en présence d'un grand concours de nobles étrangers, parmi lesquels se remarquent M. Le Pelletier de Beaupré, intendant de Champagne, et d'autres personnes de qualité.

Gaston-Jean-Baptiste-Charles de Nettancourt (2) était le cousin germain de Marie-Madeleine. Son père, qui avait émigré à la cour de Brandebourg avec Louis, seigneur de Nettancourt, s'était fixé, après son abjuration, à Pringy-en-Champagne.

Avec ces nouveaux hôtes, des fêtes se préparent au château de Nettancourt. Le 29 juin 1746 a lieu le baptême de Marie-Claude à la chapelle basse dudit lieu, « présentée à mondit seigneur l'Illustrissime et Révérendissime évêque, qui l'a ainsy nommée, avec haute et puissante dame Madame Marie-Claude de Vassinhac, veuve de haut et puissant seigneur messire Charles-Hiacinthe-François-Henry de Nettancourt, seigneur de Neufville-sur-Orne et autres lieux ». L'évêque de Châlons, messire Claude-Antoine de Choiseul-Beaupré, pair de France, devait revenir deux ans plus tard à l'occasion de la confirmation.

Ces splendeurs vont malheureusement cesser par la mort de Gaston-Jean-Baptiste-Charles. De nouveau, la seigneurie retombe aux mains d'une enfant. L'inventaire du château,

(1) Cette seigneurie, voisine de Nettancourt, devenue aujourd'hui une ferme du territoire de Charmont (Marne), relevait des d'Averhoul, seigneurs de Possesse auxquels la maison de Nettancourt fournit hommages depuis 1588. Elle comportait haute justice et gruerie.

(2) Il était fils de Henri de Nettancourt, baron de l'Échelle et de Marie Charlotte des Forges. Il fut baptisé à Châlons le 18 mars 1707 (Arch. de la ville de Châlons-sur-Marne, GG. 4).

établi à cette occasion (1755), nous montre une dernière fois l'aménagement intérieur de cette vaste et somptueuse résidence, ravagée en partie quelques années plus tard par un incendie.

Mariée en 1766 à Claude-François-Adrien, marquis de Lezay-Marnesia ⁽¹⁾, baron de Présilly, Courtaoux, Saint-Julien, seigneur de Moutonne, Rotaunay et autres lieux, Marie-Claude de Nettancourt délaisse le manoir familial pour la Franche-Comté ⁽²⁾. Alors se consomme l'émiettement de son patrimoine considérable ; d'abord les seigneuries moins importantes de Rincourt et de Noyers sont vendues (1770), puis le domaine de Nettancourt est démembré : l'ancienne seigneurie de la Grange-aux-Champs ⁽³⁾ aliénée comme ferme en 1778 et la même année le château évacué. Deux ans après, la moitié des biens de roture sont dispersés aux enchères (1780), puis une vente importante est consentie à un avocat de Bar ⁽⁴⁾ (1785). Les terres qui restent sont louées et tous les communs réduits en bâtiments d'exploitation (1784). Bientôt les derniers vestiges du château sont démolis et les matériaux dispersés de 1786 à 1788. A cette époque, le donjon est entièrement rasé et son emplacement voué à la culture.

Après 1750, apparaissent de nouveaux personnages ayant des droits seigneuriaux sur la terre de Nettancourt. L'administration des domaines royaux, ayant fait procéder à une

(1) Lezay-Marnesia porte : parti d'argent [et de gueules, à la croix ancrée et ajourée en carré de l'un à l'autre de même (Franche-Comté).

(2) Elle vient encore faire quelques courtes apparitions à son château de Nettancourt jusqu'en février 1778.

(3) Cette terre, sise sur le territoire de Nettancourt, existe encore. La seigneurie fut acquise par la famille de Nettancourt vers 1634 des Than-nois et de Charles Delisle, écuyer qui céda « partie de la terre et seigneurie de la Grange-aux-Champs à Messire Louis de Nettancourt le 26 juin 1634 ».

(4) Christophe-Charles Baudot, avocat en Parlement, procureur du Roi en l'hôtel de ville de Bar, acquit encore d'autres immeubles et habita le domaine de la Grange-aux-Champs de 1790 à 1802. Il fut sous le Directoire agent municipal de Nettancourt.

vente des terres qui en dépendaient en Champagne, le fief, dont la maison de Nettancourt se croyait alors l'unique détentrice, fut, au moins en partie, mis en adjudication. A la suite de plusieurs enchères, un avocat du nom de Varlet se rendit, moyennant la rente annuelle et perpétuelle de 354 livres payable au domaine de Sa Majesté, adjudicataire de la « terre et seigneurie de Nettancourt » pour le compte de Jacques Buisson, officier de la Reine, demeurant à Paris.

Cette aliénation donna lieu à un procès interminable ⁽¹⁾, entre la famille de Nettancourt, qui se prétendit frustrée, et les engagistes successifs des portions domaniales : MM. Buisson, puis de Berges, chevalier ⁽²⁾ (1766) et enfin Lambert, conseiller d'État, contrôleur général des finances. De nombreux jugements devant toutes les juridictions compétentes ne parvinrent pas à donner satisfaction à la maison de Nettancourt. Un mémoire imprimé concernant cette affaire, fut adressé à l'Assemblée législative en 1790 par MM. de Nettancourt et une dernière instance fut engagée devant le tribunal du district de Vitry-sur-Marne le 22 mai 1794, par M. de Marnesia, contre MM. Lambert et de Berges.

Les engagistes du domaine de Sa Majesté continuèrent à jouir de leurs droits sur Nettancourt, se firent rendre les « honneurs honorifiques » en l'église ⁽³⁾ (1760), et purent même rétablir à leur profit la justice royale, qui depuis quelque temps s'exerçait au nom des seigneurs de Nettancourt.

Tandis que le fief était livré à de telles vicissitudes, la communauté d'habitants se constituait et se développait. Affranchis de bonne heure, les bourgeois de Nettancourt

(1) Cf. Archives nationales, Q. 744.

(2) D'après une note extraite des Archives de la Meuse, C. 2412, ce seigneur engagé aurait acquis la terre de Nettancourt moyennant 40.000 livres, par contrat passé devant les notaires de Paris.

(3) Arch. de la Meuse, C. 2407.

avaient, en outre, obtenu de l'autorité seigneuriale et du pouvoir royal l'octroi de libertés communales. A défaut de charte précise, les traités de 1626 et de 1645, relatifs à la construction des pressoirs banaux, reconnaissent implicitement des droits à l'ensemble de la population. Ainsi, bien avant l'édit de 1690, portant création de procureurs de communautés et de greffiers, « à cause du peu d'ordre qui se rencontre dans l'administration des affaires communes des villes et communautés de ce royaume », il existait à Nettancourt autre chose qu'une paroisse, une véritable communauté organisée, ayant son porte-parole : le *procureur-syndic*. Celui-ci intervient du reste à ce titre pour certaines déclarations au pied terrier de 1678.

En se développant, la communauté rurale, d'abord placée sous l'autorité effective de la noblesse du pays, peu à peu passe aux mains du pouvoir royal. Sous le règne de Louis XIV, on voit apparaître un personnage nouveau dans la province. L'intendant, représentant du Roi, investi par Sa Majesté des pouvoirs les plus étendus, s'immisce dans les moindres affaires locales. Et ce n'est pas sans regret, ni sans remontrances que la noblesse voit son influence battue en brèche par ce fonctionnaire supérieur. Parfois l'intendant ou son subdélégué répond directement aux réclamations de la communauté, sans en avertir le seigneur. De là naissent des froissements, dont les lettres du temps nous ont conservé l'écho : « J'avais cependant lieu d'espérer de votre politesse ordinaire, écrit M. de Nettancourt à un subdélégué, ayant acquiescé directement à une demande de la communauté, que vous ne répondriez (*sic*) pas sans avoir eu la bonté de me la communiquer. J'étais accoutumé depuis trente ans à ces sortes d'égards que MM. de l'Escalopié et de Beaupré (intendants de Champagne) croyaient devoir avoir pour une personne de qualité ».

Cette évolution, qui avait amené l'ingérence du pouvoir

central dans les affaires locales, résultait d'abord de l'aide pécuniaire réclamée par la monarchie à ses sujets, c'est-à-dire de la levée des impôts, puis dans la suite, la création de la milice et l'institution des corvées pour l'entretien des chemins contribuèrent à rendre cette intervention plus active. Pendant le xviii^e siècle, les attributions de la communauté se précisent et en même temps son fonctionnement devient régulier, grâce au contrôle permanent de l'intendance, dont le siège est à *Chaalons en Champaigne* (Châlons-sur-Marne). Voici comment se dégage d'ordinaire l'avis de la communauté :

Le procureur syndic ou syndic, élu par les habitants, est chargé de les réunir, le dimanche à l'issue des vêpres, généralement sous la halle édifiée au centre du village. Convoqués d'abord individuellement, *de pot en pot* ⁽¹⁾, puis au son de la cloche, les membres de l'assemblée se rendent à la réunion, tenue en présence du juge ou à son défaut d'un praticien qui la préside. Le greffier a pour fonction de rédiger les décisions arrêtées.

Les attributions de l'assemblée des habitants sont multiples : Chargée de la police rurale, elle décide la publication des bans de moisson et de vendange, nomme des gardes de vignes et d'emblaves; appelée à assurer le bon fonctionnement de la paroisse, elle élit son marguillier, ses collecteurs de dîmes, son procureur syndic. Enfin ses fonctions les plus importantes se réfèrent à la gestion des biens de la communauté; adjudication de travaux, entretien des chemins, location des propriétés, reddition de compte du syndic; telles sont les affaires qui lui sont soumises. Ici se manifeste réellement la vie communale, puisque les habitants ont un patrimoine commun dont les revenus composent une somme, destinée à couvrir ses charges annuelles.

Quelles sont les recettes de la communauté de Nettancourt ?

(1) Vieille locution qui signifie de porte en porte (du latin *postis*, poteau ou jambe de porte).

Elles figurent aux comptes des syndics, chargés d'administrer le bien commun. Le loyer d'un pâti de deux arpents et demi, sis à l'entrée sud-est du village, appelé : pré des voies, y est régulièrement mentionné. A cela s'ajoute la location du droit de pêche dans la rivière, en aval du moulin jusqu'au pont Labbé (finage de Vroil). Ces recettes, variables selon le chiffre des adjudications, produisent en moyenne une soixantaine de livres.

Cette somme doit faire face à une foule de dépenses. Tantôt, il faut pourvoir au logement des cavaliers de la maréchaussée de Possesse, tantôt à un voyage à Châlons pour le tirage au sort de la milice, puis au traitement du sonneur, à l'enregistrement de la nomination des collecteurs, etc. Souvent un événement exceptionnel vient détruire l'équilibre du budget; dans ce cas le syndic fait appel aux principaux habitants, qui, par ordre de l'intendant, sont chargés de faire l'avance des fonds nécessaires. Ils en sont remboursés, l'année suivante, par une surimposition de la communauté. Ainsi en est-il lors de la réfection des ponts, des curages de fossés, de réparations urgentes aux chemins et aux bâtiments (église ou presbytère).

Toutes les délibérations sont l'objet d'un contrôle de l'intendant, par l'intermédiaire du juge mayor royal qui lui transmet les pièces.

Les habitants n'assistaient pas toujours régulièrement aux réunions ⁽¹⁾. Ainsi, en 1780, le syndic de Nettancourt est-il obligé de demander au subdélégué de nommer des *notables*. En conséquence, celui-ci désigne, parmi les plus imposés, quatre laboureurs et quatre manouvriers, obligés de suivre les délibérations. Cette transformation est le prodrome des remaniements que va nécessiter l'organisation communale. Par l'édit du 23 juin 1787 un rouage nouveau est créé : le

(1) Le syndic s'en plaint dès 1759.

conseil, élu au scrutin par l'assemblée paroissiale composée des habitants payant au moins dix livres d'imposition. Le seigneur et le curé de la paroisse en faisaient partie de droit. La communauté de Nettancourt, dépassant cent feux, élut six membres.

Le malaise social dont souffre le pays à la veille de la Révolution, se traduit par une multitude d'expédients. Chaque ministre, soucieux d'apporter un remède à cet état de choses, et de parer au déficit croissant des finances, prodigue au pouvoir chancelant ses conseils et ses projets de réforme. Necker et Calonne croient trouver l'apaisement dans la création d'assemblées provinciales. D'après l'édit de juin 1787⁽¹⁾ et le règlement déterminant leur formation et leur composition, la Champagne dut avoir une hiérarchie d'assemblées, dont le moindre mérite était la complication. Au-dessous de l'assemblée provinciale, fonctionnèrent douze assemblées d'élections. Celle dont dépendait Nettancourt se réunit à Châlons dans le but de « distribuer avec la plus grande équité l'impôt », et de seconder les vues du gouvernement dans la confection des grandes routes. Elle eut encore mission de répartir les fonds que Sa Majesté consacre également chaque année aux ateliers de charité. Ses vingt-quatre membres parmi lesquels douze ecclésiastiques et seigneurs et douze députés des villes et paroisses se réunirent sous la présidence de Monseigneur l'Évêque, comte de Châlons, pour la première fois le 27 août 1787. De ses délibérations sortit un plan de division de l'élection de Châlons en six arrondissements. Nettancourt était relié à Charmont, chef-lieu de son arrondissement, à une lieue et demie, ce qui remplissait le but cherché par l'assemblée, de faciliter la transmission des ordres aux assemblées municipales, et de permettre l'élection des députés à envoyer à Châlons⁽²⁾.

(1) Isambert, t. XXVIII, p. 366.

(2) Nettancourt avait une route qui le reliait à Châlons en passant par Charmont.

L'inauguration de ce régime nouveau eut lieu à Nettancourt le dimanche 7 septembre 1788, après la messe paroissiale, au son de la cloche. A tous les habitants taillables de la communauté, le syndic municipal fait part de la circulaire des procureurs-syndics de l'assemblée de l'élection de Châlons, où il n'est question que de l'impôt, grave préoccupation du moment. Inégal et vexatoire, il pesait en effet lourdement sur les habitants des campagnes. En vue d'obtenir « une exacte impartialité dans la juste proportion des biens et revenus », trois habitants taillables sont élus et prennent le titre d'*adjoints*, sous réserve de coopérer avec les autres habitants à la répartition de la taille pour 1789.

La délibération est signée des membres présents sur le registre des procès-verbaux, destiné à remplacer les feuilles volantes dont on usait auparavant. Une expédition en est envoyée à MM. les procureurs-syndics du département. Chaque page de ce registre montre toutes les assemblées municipales occupées du soin d'établir et de recouvrer les impositions.

Enfin, le 2 novembre, les habitants de Nettancourt entendent parler de la convocation des États généraux.

CHAPITRE IV

LE VILLAGE SOUS LA RÉVOLUTION

(1789-1794)

Convocation aux États généraux. — Les députés de Nettancourt aux trois ordres. — Séances municipales. — Déclarations patriotiques. — Constitution du département de la Meuse. — Réformes municipales. — Les biens ecclésiastiques. — Les biens d'émigrés. — Réquisitions. — Le gouvernement révolutionnaire.

A mesure qu'approchent les journées fiévreuses de la Révolution, les événements se précipitent et les échos de Versailles et de Paris arrivent régulièrement à Nettancourt par l'intermédiaire du bureau de Châlons. Au prône de la messe paroissale du 1^{er} mars 1789, les fidèles apprennent de leur curé M. Delaunoy la décision du Roi relative à la réunion des États généraux. La lettre royale, transmise par M. le Bailly de Vitry, est ensuite affichée, et les « municipaux, qui ont ouy la lecture dudit exploit, ont délibéré qu'il fallait former une assemblée de tous les habitants ».

Deux jours après, le syndic fait battre le tambour et sonner la cloche pour l'assemblée générale au greffe de la justice. En présence d'un ancien « praticien », faisant les fonctions de juge, il est procédé à la nomination de deux députés « pour porter les doléances, remontrances et plaintes qu'ils pourraient avoir à faire à Vitry », chef-lieu du bailliage. Le syndic Pierre Petit et J.-B. Charpentier, ayant obtenu « les voies (*sic*) les plus hautes pour faire ladite démarche », ensuite

on passe à la rédaction du cahier de doléances de la paroisse, qui est déposé « au greffe de la municipalité de cette dite communauté, pour y avoir recours au besoin » (1).

Le 9 mars, les deux députés de Nettancourt se rendent à Vitry, porteurs du cahier de la communauté et du procès-verbal de leur nomination, qu'ils remettent au bureau de l'assemblée, tenue par-devant M. le lieutenant général.

Telle se manifesta, dans le plus grand calme, cette consultation populaire.

Le 16 mars, se réunissait également à Vitry l'assemblée de la noblesse du bailliage, à laquelle figurait « F. Lezay de Marnézia, seigneur du fief de Nettancourt ». De son côté, M. Joseph Delaunay, curé de la paroisse, prenait part à l'assemblée du clergé.

Ces réunions distinctes des trois ordres aboutirent à la confection des cahiers du clergé, de la noblesse et du Tiers-État du bailliage qu'une députation de chaque ordre fut chargée de présenter à la séance des États généraux.

Au sein de la communauté, les séances municipales sont fréquentes. Des messages parviennent presque toutes les semaines de l'intendance et font l'objet des délibérations. Aux soucis des réformes sociales et financières, viennent s'ajouter les craintes perpétuelles de disette. La circulation des grains est soumise à une réglementation étroite ainsi que la culture des céréales. N'en arrive-t-on pas à la prohibition d'acheter des récoltes sur pied et à l'interdiction « d'arracher les grains en verd » (*sic*)?

A la fin d'août, les habitants apprennent un fait de la plus haute gravité : la transformation des États généraux en Assemblée nationale. Le principe de la souveraineté nationale était dégagé à la séance du 17 juin 1789, où les députés du Tiers-État, ayant leurs pouvoirs vérifiés, avaient décidé la repré-

(1) Ce cahier n'a pas été retrouvé, malgré les recherches qui en ont été faites dans les dépôts d'archives de Nettancourt, de Vitry et de Châlons.

sensation de la nation par ses élus et remplacé le vote par ordre par le vote par tête, en vue d'assurer l'expression de la volonté nationale.

Sur le registre municipal de Nettancourt figurent, le même jour, les décrets des 4, 6, 7, 8 et 11 août, relatifs à l'abolition des privilèges par l'Assemblée nationale, à côté d'une déclaration du Roi concernant le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans le royaume. La transmission de ces importantes décisions mettait moins d'un mois à parvenir de Versailles à Nettancourt. Comme conséquence immédiate, l'assemblée municipale, après avoir entendu lecture de nouveaux décrets de l'Assemblée nationale, déclare le 25 octobre que les privilégiés de la localité seront cotisés au rôle des impositions de 1790, avec les autres contribuables, dans la même proportion et la même forme, à raison de toutes leurs propriétés, exploitations et autres facultés. C'était l'égalité des citoyens devant l'impôt définitivement proclamée.

Cependant, le déficit des finances est si vaste à combler que les impositions ne suffisent plus. Il faut faire appel au concours spontané de la nation. Les vaisselles d'or et d'argent seront acceptées pour en battre monnaie (6 octobre), puis l'ouverture d'une contribution patriotique est décidée (9 octobre).

Donc le lundi, 30 novembre 1789, les « municipaux se transportent pour recevoir les déclarations patriotiques, de huit heures du matin à cinq heures du soir, chez la veuve Claude-François Guillemin, laboureur, parce que sa chambre se trouve être l'endroit le plus commode, étant assez spacieuse et presque au milieu du village ».

Bien que l'Assemblée nationale ait proclamé, le 23 septembre, la nouvelle Constitution, le Roi, pour prévenir tout désordre, avait par lettres patentes ordonné aux « municipaux d'exercer leurs fonctions jusqu'au nouvel établissement ». Il était, en effet, prudent de surseoir à l'application des réformes administratives, car les circonscriptions an-

ciennes donnaient lieu à un remaniement complet de la part de la Constituante. Le 13 janvier 1790 sont décrétées la suppression des anciennes provinces et la division de la France en départements. Cette transformation est l'objet de longues discussions en ce qui concerne la formation du département du Barrois (plus tard appelé de la Meuse), dans lequel se trouve finalement englobé le territoire de Nettancourt, distrait, illogiquement, semble-t-il, de celui de la Marne. Champenoise et française par des liens plusieurs fois séculaires, cette localité était plutôt appelée à suivre les destinées de ses antiques circonscriptions territoriales. Mais le député de Bar-le-Duc, Gossin, membre du Comité de constitution, « plus adroit et plus actif » que son collègue de la Marne, si l'on en croit un historien champenois ⁽¹⁾, l'emporta et fit signer, à la fin de février, le procès-verbal de démarcation du département de la Meuse, empruntant 50.000 hectares à la Champagne. Quoique complètement étrangère à ces débats, la municipalité de Nettancourt ne songea à émettre aucun avis à ce sujet. Elle ne perdit rien, dans la suite, à faire partie de la Meuse, car, beaucoup plus rapprochés de son chef-lieu Bar-le-Duc et situés sur une vallée en partie rattachée depuis longtemps à la Lorraine, ses habitants finirent par s'en accommoder parfaitement.

D'après le décret de la Constituante, le département de la Meuse se divisa en huit districts. Celui de Bar-le-Duc eut treize cantons. Nettancourt appartient au quatrième canton, dont le siège était Noyers, village de la vallée de la Chée, à l'est de son territoire. Ces cantons plus petits que ceux d'aujourd'hui n'avaient guère plus de six à neuf communes.

Une fois la carte de France ainsi remaniée, l'organisme administratif, créé par la loi du 14 décembre 1789, put jouer. Le trait caractéristique de ce régime est l'organisation de la

(1) Cf. Buirette, *Histoire de la ville de Sainte-Menehould*.

collectivité en vue de la gestion des affaires générales et locales. Ce système, très compliqué en somme, partageait la vie municipale entre une quantité de rouages, tels que le conseil général de la commune, composé du corps municipal et des notables, le bureau, le maire, le procureur. Loin d'accorder aux localités une certaine autonomie, il les soumettait au contraire à un contrôle incessant d'une hiérarchie d'assemblées supérieures, cause de retard pour toutes les affaires. De cette période, comprise entre 1790 et 1793, il ne reste aucun procès-verbal de réunion municipale. Peut-être cet appareil encombrant de conseils multiples eut-il peine à se constituer et à fonctionner légalement!

Après la suppression des privilèges, d'autres votes avaient sanctionné, au sein de la Constituante, des actes dont les conséquences étaient également graves. Déjà le curé et le seigneur avaient été exclus des assemblées municipales d'après le nouveau système. On leur demandera davantage.

Le 2 novembre 1789, les biens ecclésiastiques sont déclarés « à la disposition de la nation ». Nettancourt en possédait un certain nombre sur son territoire, et leur propriété conférait des bénéfices importants à leurs divers titulaires. Les principaux dépendaient des abbayes de Jeand'heurs et de Montiers. Jeand'heurs possédait le gagnage et l'étang de Huppémont ainsi que des prés (les quartiers). Montiers avait des terres et 71 fauchées de prés. L'abbaye de Huiron, le prieuré de Saint-Crepin de Possesse et la cure de Nettancourt touchaient aussi les revenus de nombreux et excellents prés. Un gagnage et un jardin appartenaient à la fabrique de Nettancourt; enfin une vigne dépendait de la cure du même lieu. Tous ces biens, vendus dans le courant de 1791, formèrent ce qu'on a appelé les biens de première origine ⁽¹⁾.

(1) MM. Barbier et André, marchands à Bar, principaux acquéreurs, entrèrent en jouissance le 6 juillet 1791 de : 2.312 verges de prés provenant de l'abbaye de Montiers, 494 verges de prés provenant du prieuré Saint-

Ceux de deuxième origine allaient être enlevés aux émigrés, c'est-à-dire aux nobles ayant quitté leurs domaines. La loi du 8 avril 1792 place leurs biens sous séquestre et celle du 30 août suivant les confisque. A Nettancourt sont comprises dans cette catégorie les propriétés de M^{me} de Marnesia, née de Nettancourt. L'état en est dressé à la séance municipale du 4 nivôse an II (déc. 1793) :

235 verges de vignes.....	} loués par bail emphy- téotique du 26 mai 1782.
Une part du moulin.....	
2.708 verges de terres.....	
20 arpents de bois.....	
Quelques vignes.....	

A la suite des décrets des 28 mars et 25 juillet 1793, la vente en est poursuivie dans le courant de 1794. Les vignes sont vendues un peu avant (25 fruct. an II).

M^{me} de Marnesia, dont le nom, ainsi que celui de son mari était porté sur les listes d'émigrés dressées en 1793, ne devait pas survivre à ces bouleversements. Elle mourut en effet le 30 juin 1794 en Suisse⁽¹⁾. Avec elle s'éteignit la branche de Gaston de Nettancourt, qui avait repris le fief à la mort de Madeleine de Nettancourt⁽²⁾.

Presque tous les biens nationaux furent acquis par des étrangers. Des bourgeois et des commerçants de Bar-le-Duc et de la région environnante s'en partagèrent les parcelles, dont beaucoup revinrent dans la suite aux cultivateurs de Nettancourt. Quelques habitants cependant se portèrent adjudicataires solidaires d'un lot qu'ils se partagèrent.

Crépin. 60 verges appartenant également à ce prieuré, avaient été cédées au curé de Nettancourt.

(1) M. de Marnesia mourut également en émigration. D'après le travail de M. Dubois sur les émigrés du département de la Meuse, l'indemnité proposée à la famille, après la loi de 1825, fut un capital de 61.104 fr. 79 (*Mémoires de la Soc. des lettres de Bar-le-Duc*, année 1910).

(2) M. de Lezay-Marnesia, préfet de Lyon vers 1820, était issu de cette branche Marnesia-Nettancourt, aujourd'hui éteinte.

Pendant que le pays est occupé à repousser l'invasion et que les bataillons de volontaires courent à la frontière, la vie municipale est absorbée aussi tout entière par le souci de contribuer à la défense de la patrie en danger. Il n'est pas une réunion où il ne soit question des secours à apporter à la nation. Le directoire du district de Bar-sur-Ornain adresse à la municipalité de Nettancourt des réquisitions. A chaque instant, ordre est donné de livrer aux armées, des chevaux, des voitures, des denrées d'alimentation, même des étoffes, des couvertures de laine et du cuir. Un jour, le Conseil reçoit une réquisition de sabots, « pour les besoins où se trouve une colonne de 5.000 hommes, qui va se joindre à l'armée de la Moselle ». Le 13 frimaire, l'assemblée se tient à l'église, à dix heures du matin, pour rendre le plus tôt possible à Bar les vases en argent, cuivre, plomb, bronze et fer. Au cours de l'inventaire, un des membres retrouve « un vieux drapeau, qui nous a paru d'ancien régime », il porte « des marques de fédéralité », aussitôt on décide d'en faire un feu de joie.

Profondément attachée à son passé quoique soumise aux ordres de la Convention, la population voit avec regret porter atteinte à ses habitudes et à ses croyances. Sur la demande d'une majeure partie des citoyens, les offices du culte catholique sont maintenus, mais afin de rester dans la légalité, le Conseil de la commune décide d'en laisser toute la responsabilité au curé. A la fin de cette séance, les membres prêtent serment de fidélité à la nation, à la loi et à la constitution (18 frimaire).

Sous la période de la Terreur, qui avait remplacé la Convention au milieu de 1793, la municipalité de Nettancourt ne subit aucune perturbation. Centralisateur à outrance, le pouvoir révolutionnaire simplifie l'administration du pays par la création de comités, chargés d'assurer la prompte exécution des lois. Dans ce but, à côté du conseil général de la commune, fonctionne le comité de surveillance, composé

de douze membres. Malgré les ordres « d'épuré (*sic*) la municipalité et le comité de surveillance » de Nettancourt, les citoyens élus conservent leurs fonctions par la volonté de leurs quatre-vingt-cinq électeurs (5 pluv. an II). Lorsque à la séance du 30 frimaire, l'assemblée générale du conseil de la commune, pour obéir à l'arrêté du représentant du peuple, se voit obligée de voter la suppression de son maire, François Lecomte, elle décide, à la pluralité absolue des suffrages, de le nommer président. Conformément à l'arrêté indiqué, elle lui renouvelle chaque mois son mandat jusqu'au 25 prairial an III. A cette date, il est encore à la tête de la municipalité et reprend le titre de maire, en même temps que sont réorganisées les autorités communales.

CHAPITRE V

LA MUNICIPALITÉ DEPUIS LA RÉVOLUTION

Sous le Directoire. — Les attributions de l'assemblée municipale. — La garde nationale. — Transformations municipales sous le Consulat et l'Empire. — La Restauration. — Établissement du cadastre. — L'instruction primaire et les voies de communication sous Louis-Philippe et le second Empire. — Attributions et charges municipales depuis 1870.

Après la tourmente révolutionnaire qui, comme on l'a vu, n'a laissé aucun mauvais souvenir dans les annales de Nettancourt, la municipalité est réorganisée le 25 prairial an III. Six officiers municipaux, douze notables, un procureur et un secrétaire-greffier, rétablis dans leurs fonctions, sont chargés d'assumer les responsabilités de l'administration.

Bientôt la Constitution directoriale du 5 fructidor an III vient encore changer le régime municipal, en remettant, pour les communes inférieures à 5.000 habitants, l'autorité locale à un agent municipal et à un adjoint, qui se réunissent au siège du canton. Nettancourt se trouve donc rattaché à Noyers. Cette centralisation apparente au canton avait pour but de faciliter la gestion administrative, dont les petites localités sont trop souvent incapables; néanmoins elle laissait à celles-ci leur patrimoine individuel. Un receveur créé l'an IV en fut rendu responsable. Il était chargé, d'après les instructions du département de la Meuse, « de toucher et recevoir tous deniers qui appartiendraient à la commune, de

quelque nature que ce puisse être, en donner quittance valable sur les mandats qui seront donnés par l'administration municipale ».

Le 12 brumaire de cette même année, Louis Patizel, qualifié de « procureur », rend son compte, où sont portés en recettes seulement les revenus patrimoniaux à l'exclusion des impôts. On y voit figurer :

	Livres.
Location du pré des Voies.....	105
Herbe du cimetière	13,15
Vente d'arbres.....	8
Vente des croix.....	166

Les dépenses comprennent les frais de bureau, les honoraires d'une sœur d'école, du secrétaire-greffier, le prix des travaux locaux et les frais de plantation de l'arbre de la liberté.

Les attributions des administrations municipales sont toujours les mêmes. Le contrôle supérieur s'exerce par un commissaire nommé par le Directoire exécutif. Quant à l'agent municipal et à son adjoint, leur rôle principal est la police (loi du 21 fruct. an III, art. 1). Ils font exécuter les lois et règlements, veillent aux réquisitions toujours fréquentes, opèrent le recensement des animaux à l'occasion de corvées de réparations sur la route de Bar à Sainte-Menehould, procèdent par adjudication à la nomination des gardes, pâtres, etc. Ce sont eux qui sont chargés de notifier « au ministre du culte catholique, curé assermenté, son expulsion de l'ancienne maison de cure », réservée par arrêté du département, aux instituteurs et institutrices. Le prêtre leur répond : « qu'on lui en a ouvert les portes, comme d'une maison inhabitée et qu'il est prêt à en sortir en se conformant aux lois ».

Dans une autre circonstance, ils rédigent fort minutieusement un rapport relatif à l'un des arbres de la liberté, « fort

penché..., sec et pourri du côté des racines », qu'un vent impétueux avait couché, puis aussitôt ils prennent un arrêté en vue de « faire replanter dans le même lieu un arbre jeune et ayant de bonnes racines, et qu'il en sera donné avis à tous les citoyens (*sic*) pour assister à sa plantation ».

Suivant les ordres venus de l'administration municipale de Noyers, l'agent de Nettancourt fait convoquer à son de caisse les citoyens, le 13 messidor an IV, pour procéder à l'organisation de la garde nationale. Après le serment de fidélité à la République, le scrutin est ouvert, et parmi les hommes valides entre seize et soixante ans sont élus un capitaine, un lieutenant, deux sous-lieutenants, quatre sergents, huit caporaux.

Le Consulat, établi par la constitution de l'an VIII, amena non seulement une transformation dans l'administration intérieure de la commune, mais son rattachement à une nouvelle circonscription territoriale. Revigny, dans la vallée de l'Ornain, devient le chef-lieu de l'un des huit cantons de l'arrondissement de Bar-le-Duc, dont relève Nettancourt. En même temps un conseil municipal est institué dans chaque ville, bourg ou autre lieu, pour lequel il existe un agent municipal et un adjoint (loi du 28 pluv. an VIII). Tout en conservant les mêmes attributions, l'agent s'appellera désormais le maire.

C'est à la séance du 20 prairial que se présente à l'assemblée locale l'ancien juge de paix du canton de Noyers : Louis Fauquignon ; il est porteur d'une « commission de maire, signée du citoyen Saulnier, préfet du département de la Meuse ». Sous le régime consulaire, déjà on pressent l'Empire ; l'élection a disparu ; les dix conseillers municipaux sont eux-mêmes nommés par le Préfet. Ainsi réorganisée, la commune est un centre politique, c'est-à-dire non plus une agglomération indépendante, mais un rouage extrême de l'administration générale. Avant toute chose, le gouvernement exige des membres de l'administration municipale le serment

d'obéissance et la promesse de fidélité à la Constitution (25 vend. an IX). L'intervention du pouvoir central se manifeste partout, jusque dans les moindres détails de la vie communale. Les arrêtés du préfet règlent la vaine pâture par exemple, et déterminent les *abonnées*, ou « portion de prairie mise en réserve par les habitants jusqu'après la seconde faux », et sur laquelle les propriétaires feront paître leur bétail moyennant redevance.

Le budget communal gagne en importance et s'accroît sous l'Empire. A des dépenses plus considérables ne suffisent plus les revenus du patrimoine municipal. Les centimes additionnels, créés par la loi de frimaire an VII, viennent en renforcer les subsides et constituent le principal aliment de la caisse municipale. Grâce au système de l'impôt de répartition, jusqu'à nos jours et à travers des périodes maintes fois troublées, ils seront un moyen financier singulièrement souple pour procurer aux budgets sans cesse accrus, l'appoint de recettes indispensable à leur juste équilibre.

Plus restreinte que sous l'Ancien Régime, l'assemblée municipale se réunit désormais dans une chambre commune ⁽¹⁾, dont le loyer annuel figure au compte du receveur.

Les dernières années du régime impérial imposent au budget municipal de lourdes charges; les réquisitions de guerre, les passages de troupes, les secours aux blessés revenus dans leurs foyers après les campagnes, nécessitent de grands sacrifices, à peine couverts par quelques recettes extraordinaires comme l'allocation d'une indemnité de 6.512 francs pour les réquisitions (1819), la vente de chevaux trouvés, de fumier de bivouac, etc.

Après la Restauration, le gouvernement tente un retour à l'élection. Le 26 mai 1815, les citoyens actifs de Nettancourt, réunis à la Chapelle, choisissent leur maire et leur

(1) La halle où s'assemblaient les habitants autrefois était démolie.

adjoint. A partir de ce moment, la vie municipale reprend avec activité; les travaux se succèdent et les revenus deviennent tout à fait insuffisants. Les budgets mentionnent à tous moments des dépenses extraordinaires pour création et entretien des chemins, reconstruction d'un pont (pont La Perche, 1818), réparations à l'église; au presbytère, frais et perte d'un procès (1824), secours pour l'épidémie de choléra de 1833. Dès 1825, le salaire du garde champêtre doit être soldé par une contribution extraordinaire, prélevée en dehors du budget municipal sur les propriétaires de fonds non clos. Pour subvenir à ses dépenses, la commune n'a plus en réalité que les ressources des centimes additionnels. Son patrimoine a presque entièrement disparu. Les embarras financiers du Trésor avaient amené le Gouvernement impérial à réaliser une « opération financière » sur les communes, en leur imposant la vente de leurs biens fonciers ⁽¹⁾ (loi de finances de 1813). Le prix devait être versé à une Caisse d'amortissement, chargée en retour de servir un intérêt annuel. Cette affaire désastreuse procurait à Nettancourt un intérêt annuel fixe de 9 francs, au lieu d'un revenu annuel variable de 50 à 120 francs.

Avec l'accroissement des services, la préoccupation de trouver des ressources domine la politique administrative de ce siècle. Afin d'assurer une plus équitable répartition de l'impôt, le gouvernement de Louis XVIII avait mené à bien l'établissement du cadastre, base essentielle de la contribution. Ce travail considérable, entrepris dans toutes les communes de France, fut terminé pour Nettancourt le 20 août 1825. Des plans relevés avec une rigoureuse précision reproduisirent l'étendue et le morcellement du territoire. Une commission locale fut chargée d'établir le revenu des diverses natures d'immeubles et de les classer en plusieurs catégories. Plus

(1) Cependant le pré des Voies fut conservé, sans doute parce qu'on le considérait comme un chemin.

détaillé et plus clair que le terrier de Champagne de 1678, le cadastre a rendu les plus grands services en assurant une assiette exacte à l'impôt.

L'avènement de Louis-Philippe est marqué par une extension des attributions et des pouvoirs des municipalités. Son règne a contribué largement au développement de l'instruction primaire et à l'amélioration du réseau de voies de communications. En 1842, la municipalité vote la construction d'écoles et s'impose de 0 fr. 20 additionnels aux quatre contributions pendant cinq ans pour couvrir cette dépense. De plus la loi de 1836, qui a classé les chemins vicinaux et déterminé leurs moyens d'entretien par l'établissement des prestations, lui imposa de lourds sacrifices, dont elle bénéficie aujourd'hui. Peut-être les générations actuelles, habituées au bien-être, ne se rendent-elles plus compte des efforts soutenus et patients, qui, depuis cette époque, contribuèrent à doter cette région particulièrement rebelle, d'accès faciles et agréables !

Le second Empire continua l'œuvre du gouvernement de Juillet. Les chemins vicinaux, si utiles pour la pénétration et les transactions des campagnes, attirèrent la sollicitude des pouvoirs publics. Leur achèvement est envisagé deux ans avant la guerre. Plusieurs traversèrent Nettancourt et y aboutirent. Lorsque les malheurs de 1870 viennent obérer dans de grandes proportions la commune, à l'exemple du pays, elle est appelée à supporter sa part d'épreuves ; elle paie à l'envahisseur la dette énorme de 18.684 francs. L'abandon spontané par les propriétaires du droit de chasse à la municipalité et la répartition de 0 fr. 35 additionnels sur dix exercices parvinrent à amortir cette somme dans les meilleures conditions.

Si la troisième République semble avoir accordé aux communes une plus large autonomie, en fait elle ne les a pas affranchies de la tutelle préfectorale. En accroissant le domaine de leurs attributions, elle leur a aussi imposé de

plus lourdes charges. L'avenir jugera cette période féconde par ses interventions législatives intéressant les municipalités. Les récentes lois sociales relatives à l'assistance médicale gratuite (1893), à la taxe vicinale (1903), aux enfants assistés (1904), à l'allocation aux familles de militaires, aux vieillards et aux infirmes (1905), etc., ouvrent un champ plus vaste aux conseils municipaux, mais elles exigent chaque jour des sacrifices plus élevés de la collectivité, sacrifices auxquels elle ne peut désormais se soustraire. Il suffit de jeter les yeux sur le graphique des budgets depuis 1878 pour se rendre compte, d'une part de l'élévation des centimes communaux qui alimentent presque tout le budget municipal, d'autre part, de la répercussion immédiate des centimes extraordinaires, dont on n'a pu se passer jusqu'à présent, sur le taux des impositions locales, à défaut d'autres ressources. Les revenus du patrimoine communal, cependant accru de libéralités, mais en partie composé d'immeubles de gestion et d'entretien toujours onéreux, même lorsqu'ils ne sont pas improductifs (mairie, écoles, église, chapelle, presbytère, maisons), laissent une bien faible marge aux recettes. De plus en plus l'impôt fournit les fonds nécessaires au budget ordinaire.

Sans entrer dans l'étude de ces budgets, il est facile, par quelques comparaisons d'années normales, de mesurer le chemin parcouru depuis l'Ancien Régime. Vers 1774, le syndic ne déboursait guère plus de cent livres annuellement; sous le premier Empire, le compte du maire s'élève à 400 francs; pendant le gouvernement de Juillet, il dépasse 800 francs et gravite, de nos jours en exercice normal, autour de 6.000 francs. La raison de cet accroissement énorme est due à l'extension des dépenses annuelles obligatoires à la charge des municipalités. En tous temps, celles-ci doivent maintenant pourvoir aux frais d'administration communale et à l'entretien de leurs propriétés, fournir leur contingent aux œuvres d'assistance et d'hygiène, contribuer à l'instruction primaire et enfin parti-

ciper par des subsides spéciaux aux travaux de réparation de la voirie vicinale. En y ajoutant, parmi les dépenses facultatives, celles qui sont strictement indispensables au fonctionnement de la vie locale (1), on s'explique un chiffre aussi élevé.

Par le jeu si souple des centimes additionnels, la commune arrive à se procurer le complément de ressources que n'aurait jamais pu lui assurer avec autant de régularité son patrimoine, composé d'immeubles et de valeurs mobilières. Outre les centimes ordinaires fixes et les attributions sur divers impôts, la municipalité fait appel chaque année aux centimes pour insuffisance de revenus, dont la quotité varie suivant les besoins du budget jusqu'à une certaine limite. Leur taux oscille, dans les derniers budgets, entre 15 et 30 centimes (2), et influe, concurremment avec les centimes extraordinaires, sur la courbe des centimes communaux ci-contre.

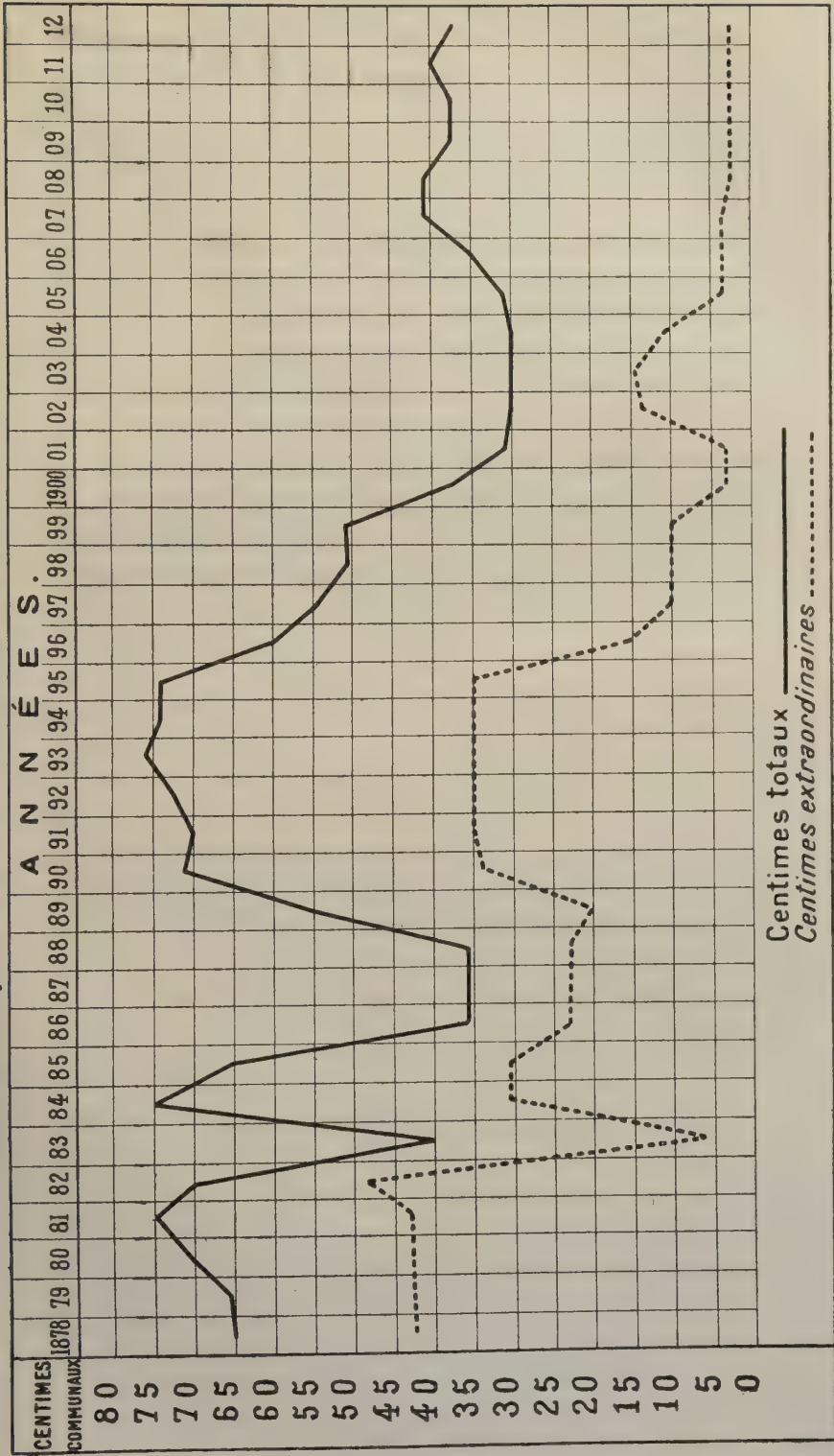
Les dépenses de l'État et des départements, s'étant développées simultanément avec celles des communes, le contribuable rural supporte aujourd'hui des surcharges énormes. A Nettancourt, un journal de terre de moyenne fertilité, frappé d'une contribution foncière de 1 fr. 02 en 1825, acquitte 2 fr. 04, c'est-à-dire le double en 1914. Cette augmentation de 50 0/0 sur une même parcelle montre la proportion dans laquelle se sont élevées les charges fiscales du propriétaire foncier. Pour être exact, il faudrait y ajouter les droits de mutation, qui se sont accrus de façon inquiétante.

De nos jours encore, les chemins absorbent une notable part des recettes communales. Depuis 1883, des centimes

(1) Tels que les salaires des appariteur, sonneur, gérant du télégraphe, directrice de garderie enfantine, préposé à l'horloge, sapeurs-pompiers et les dépenses de voirie communale.

(2) 30 centimes est le maximum des centimes pour insuffisance de revenus actuellement fixé par le conseil général, que peut voter le conseil municipal sans autorisation préfectorale.

GRAPHIQUE DES CENTIMES COMMUNAUX.



Centimes totaux
Centimes extraordinaires

extraordinaires sont venus tous les ans amortir un emprunt de vicinalité, succédant ainsi aux charges de l'indemnité de guerre éteinte en 1882 (1).

Sans ressources exceptionnelles, on est obligé de recourir à ce moyen lorsque des dépenses imprévues sont reconnues indispensables. Aussi n'est-il pas surprenant de constater à deux reprises (1890 et 1902) un relèvement de leur courbe, qui descendait régulièrement jusqu'au terme du paiement intégral des annuités de l'emprunt.

En tout état de cause, ces patients efforts ont été sagement poursuivis; la commune est en voie de prospérité. Sa situation financière tendrait à s'améliorer, si l'extension croissante des services municipaux et aussi l'augmentation générale du prix de la vie, ne faisaient pressentir de nouveaux relèvements du chiffre des impositions locales.

(1) La dette de vicinalité se trouve amortie en 1912.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

CHAPITRE I

DÉMOGRAPHIE

Les dénombremens de Nettancourt sous l'Ancien Régime. — Leurs sources.
— Leur valeur. — Les recensements au xix^e siècle. — Variations de la population. — Étude des mouvemens de la population de 1660 à 1910.
— Les taux de natalité et de mortalité à Nettancourt de 1771 à 1910.

Si les dénombremens de population antérieurs à la Révolution ne peuvent fournir aucune donnée digne de grande exactitude, il est cependant intéressant de les relater, accompagnés de leur source, qui en indique souvent la raison d'être. Nul travail d'ensemble ne les domine ; ces recensements inégalement espacés, nécessités par des motifs d'ordres divers, établis sur des bases différentes, renseignent imparfaitement sur l'état de la population à Nettancourt au cours de la fin du xvii^e et du xviii^e siècle. Aucun document ne permet de remonter plus haut.

L'unité généralement adoptée dans ces statistiques est le *feu*, terme vague, foyer ou feu allumant pour les uns, famille d'après les autres et maison, suivant certaines interprétations.

On rencontre aussi mention des *communians*, c'est-à-dire de catholiques reconnus, et de *personnes*, probablement abstraction faite des enfants. Au reste, Necker avouait à la fin de l'Ancien Régime, en parlant du royaume, « qu'il n'était pas possible de faire le dénombrement d'un si vaste pays ».

Dénombrements des XVII^e et XVIII^e siècles.

Années.	Feux.	Personnes.	
1686....	»	Presque 1.000 communians.	Rapport à M. de Miromesnil du 21 janv. 1686.
1691....	258	»	Archives de la Marne. C. 429.
	200	500 catholiques.	
1697....	et quelques familles.	60 reli- gionnaires.	Visite pastorale (Arch. Marne. G. 119).
1709....	283	»	Dénombrement du royaume (Paris, chez Ch. Saugrain).
1712....	283	»	Registres d'État civil (Arch. municipales).
1727....	»	550 commu- nians environ.	Visite pastorale (Arch. Marne. G. 120).
1737....	204	420 personnes.	Lettre de Parigault (Bibl. nat. mss. Coll. Champagne, t. II.
1748....	183	»	Dictionnaire d'Expilly, édit. 1748.
1773....	171	646 en totalité.	Dénombrement de l'Inten- dance de Champagne (Arch. Marne. C. 430).
1784....	180	»	Papiers de l'Intendance de Champagne (Arch. Meuse. C. 209).
1787....	190	589 habitants.	Procès-verbal des séances de l'Assemblée de l'élection de Châlons.
1790....	»	700	Archives de la Meuse.
1797....	»	682	Id.

Cette nomenclature commence par un chiffre évidemment exagéré. Il est extrait d'un rapport de M. de Miromesnil,

concernant les consistoires de Champagne au lendemain de la révocation de l'Édit de Nantes. Ce personnage écrit le 21 janvier 1686 : « Nettancourt contient presque 1.000 communicants, dont environ moitié sont des nouveaux convertis ». En dépit de sa rédaction imprécise et tendancieuse, ce texte est à retenir, car il montre l'importance relative de Nettancourt à cette époque. « Epense n'a pas plus de 600 communicants et Helmaurupt, 800 ».

Lors de la réunion des États généraux de 1789, Nettancourt occupe encore le huitième rang parmi les 146 paroisses du bailliage de Vitry avec ses 190 feux.

De tous ces dénombrements, le plus complet est celui de 1773 établi par l'intendance de Champagne; il comporte des classifications des habitants par sexe et par âge, qui prouvent le soin minutieux de son établissement.

Le XIX^e siècle a eu le mérite de créer la statistique. Grâce à cette science véritablement nouvelle, il est facile désormais de connaître, à intervalles réguliers, les états successifs de la population de Nettancourt avec exactitude. A partir de 1831, les recensements sont quinquennaux et presque tous mentionnent, à côté du chiffre total des habitants, le nombre des ménages et des maisons. Pendant la première moitié du siècle, des habitations ont été édifiées pour répondre à l'accroissement du chiffre des ménages. Depuis 1856, point maximum, les colonnes accusent une diminution, correspondant à l'abaissement de la population.

Tableau des recensements de la période moderne.

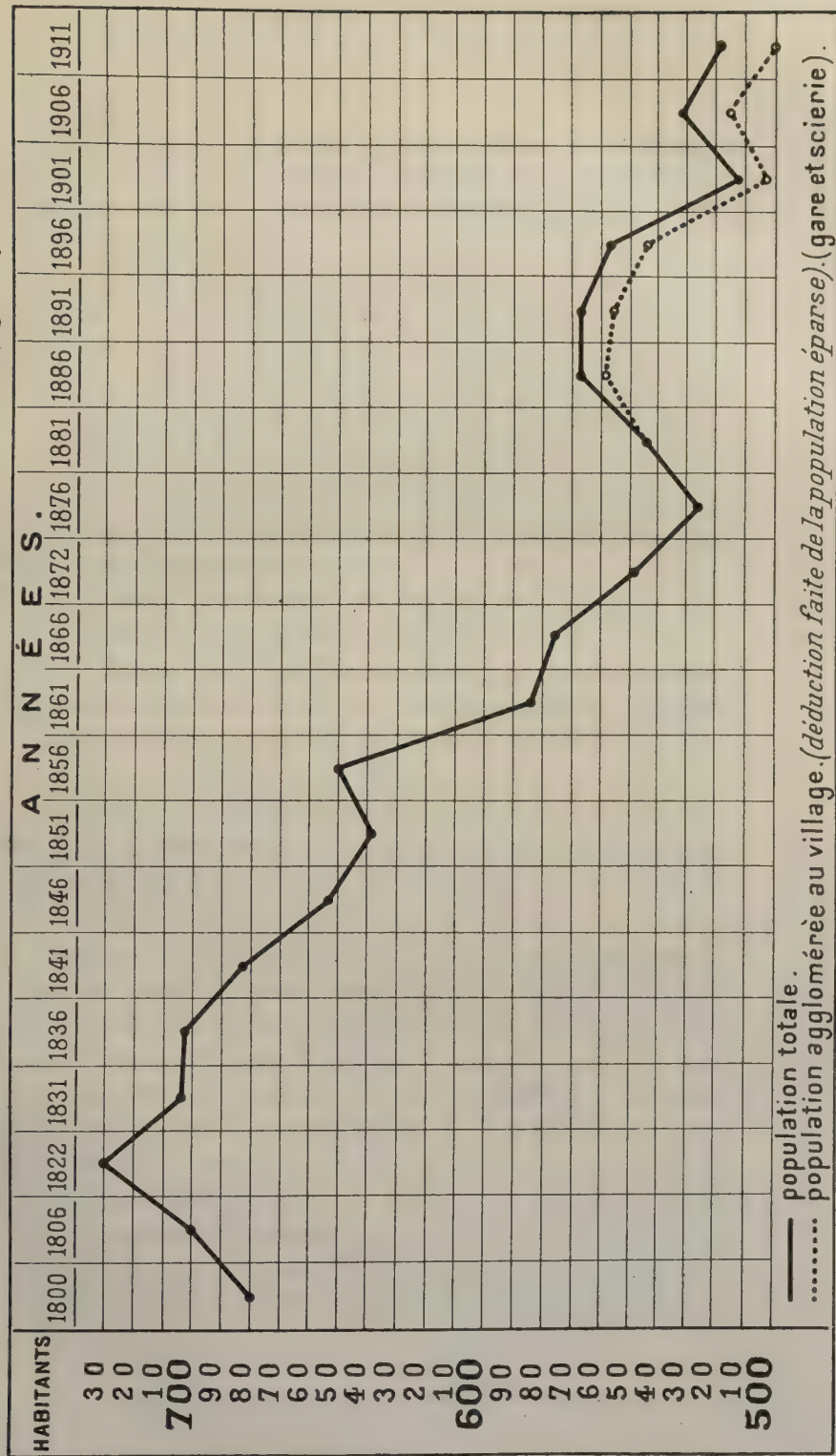
Années.	Habitants.	Ménages.	Maisons.
1800.....	680		
1804.....	667		
1806.....	700		
1822.....	730		
1831.....	704		
1836.....	703	220	198

Années.	Habitants.	Ménages.	Maisons.
1841.....	683	239	—
1846.....	653	215	195
1851.....	639	242	200
1856.....	650	243	213
1861.....	584	—	—
1866.....	576	224	194
1872.....	549	216	187
1876.....	526	215	204
1881.....	544	195	193
1886.....	567	194	179
1891.....	567	188	173
1896.....	537	187	170
1901.....	512	177	164
1906.....	531	174	164
1911.....	519	173	163

Le graphique de la population de Nettancourt au XIX^e siècle montre un accroissement d'habitants sous le premier Empire et la Restauration. Il est dû, comme on le verra plus loin, à une forte natalité. L'année 1822 en est le point culminant avec 730 âmes. Depuis cette époque, la courbe a pris une allure descendante très accentuée jusqu'à 1901, où le village ne compte pas plus de 512 unités. Cette diminution progressive de la masse rurale, phénomène général en France et particulièrement appréciable dans le canton de Revigny, surtout agricole, a été atténuée à Nettancourt grâce à l'appoint d'un peuplement industriel tenant à deux causes principales. La création de la ligne de chemin de fer de Revigny à Sainte-Menehould ouverte en 1883 et l'établissement d'une scierie vers 1904 ont nettement influé sur les chiffres des recensements. En examinant ceux-ci en détail, on trouve, entre 1876 et 1881, une augmentation de 120 personnes rien que dans la catégorie des journaliers; c'est le point de départ du relèvement de la courbe.

La gare, sise à un kilomètre du village, constitue d'ailleurs un nouveau centre de population. Déjà un passage à niveau,

GRAPHIQUE DE LA POPULATION DE NETTANCOURT.



un débit de vins et, depuis quelques années, une entreprise industrielle (scierie) forment une aire de peuplement qui s'accroît à chaque dénombrement. Cette population éparse a doublé de 1886 à 1906.

Un autre facteur a pu enrayer le dépeuplement du village. Attirées par les exigences d'une main-d'œuvre abondante, plusieurs familles se sont fixées à Nettancourt, non loin de la fromagerie de Maison du Val (territ. de Noyers). Cette véritable usine agricole a fait appel aux ouvriers depuis le départ en 1876 d'une colonie de trappistes, qui devait assurer sur place la fabrication. Par son développement incessant, elle contribue à ralentir un peu le courant d'émigration des centres ruraux vers les cités.

Il y a donc eu à Nettancourt une immigration de population industrielle, qui a légèrement compensé la faiblesse de la natalité chez les familles autochtones et l'exode des campagnards pour les villes. En 1906 par exemple, l'appoint d'habitants dû aux trois industries, dont on vient de parler, a été de 41 personnes.

A côté de ce contingent, chaque dénombrement enregistre un élément étranger qui a augmenté avec la pénurie de bras; Belges, Luxembourgeois, Alsaciens ont fait monter cet effectif de 9 en 1851 à 27 en 1896.

La densité de la population est faible, surtout si on la compare à celle du pays (actuellement de 74 hab.); Nettancourt compte seulement 46 habitants par kilomètre carré, d'après le recensement de 1906.

Les résultats des dénombrements demandent à être complétés par l'étude des mouvements de la population, si l'on veut dégager, d'une manière plus précise, les causes de diminution ou d'accroissement du nombre des habitants. Parmi les phénomènes qui agissent le plus directement sur ses variations, il est indispensable de citer la mortalité et la natalité. Les registres de l'état civil, ayant été tenus à Nettancourt

depuis 1660, contiennent au jour le jour les naissances, les mariages et les décès, qui se sont produits dans la localité et permettent en conséquence d'établir par années leur statistique exacte. Pour plus de clarté, il nous a paru bon de présenter ces chiffres, en dépit de leur aridité, par périodes décennales.

*Tableau des naissances, mariages, décès
par périodes décennales de 1660 à 1910.*

	Naissances.	Mariages.	Décès.
1660-1669.....	328	85	147
1670-1679.....	350	66	268
1680-1689.....	304	74	209
1690-1699.....	281	54	235
1701-1710.....	351	70	290
1711-1720.....	254	56	168
1721-1730.....	255	56	250
1731-1740.....	306	57	235
1741-1750.....	244	60	293
1751-1760.....	181	39	194
1761-1770.....	229	58	201
1771-1780.....	208	51	185
1781-1790.....	172	55	203
1791-1800.....	227	63	184
1801-1810.....	178	60	195
1811-1820.....	170	60	152
1821-1830.....	125	54	151
1831-1840.....	112	63	139
1841-1850.....	111	56	153
1851-1860.....	95	37	131
1861-1870.....	78	35	137
1871-1880.....	104	38	123
1881-1890.....	115	36	172
1891-1900.....	117	41	146
1901-1910.....	98	34	128

Il faut ajouter que de 1660 à 1700 il y a eu à Nettancourt un certain nombre de familles protestantes, une douzaine au dire de M. Dannreuther, dont les actes d'état civil ont été enregistrés à part. Ils ont été laissés en dehors de ces tableaux dont ils n'auraient pas modifié de façon appréciable les résultats (1).

En comparant les moyennes annuelles des quatre siècles envisagés, on obtient le tableau suivant très succinct, dont il est à peine nécessaire de souligner l'intérêt :

Moyennes par année.

	Naissances.	Mariages.	Décès.
Fin du xvii ^e siècle.....	31,06	6,97	21,47
xviii ^e siècle.....	24,27	5,65	22,03
xix ^e siècle.....	12,05	4,80	14,99
Début du xx ^e siècle.....	9,80	3,40	12,80

Sans tenir compte de l'effectif de la population, on aperçoit de suite l'écart considérable entre les naissances et les décès au xvii^e siècle. Avec une moyenne de dix unités d'excédent par année, la population s'accroît avec rapidité. A mesure qu'on se rapproche de la période contemporaine, cet écart se réduit à moins de trois naissances surpassant les décès, accusant ainsi un ralentissement beaucoup trop accentué; puis on arrive à une natalité inférieure à la mortalité, symptôme grave de dépopulation.

Le nombre des mariages n'a pas subi de variations aussi brusques et paraît avoir décru régulièrement en raison de la diminution du nombre des habitants.

(1) Ce registre ne contient de 1680 à 1685 inclus, exactement que : 18 sépultures et 33 mariages, la plupart de nombreux habitants des localités voisines.

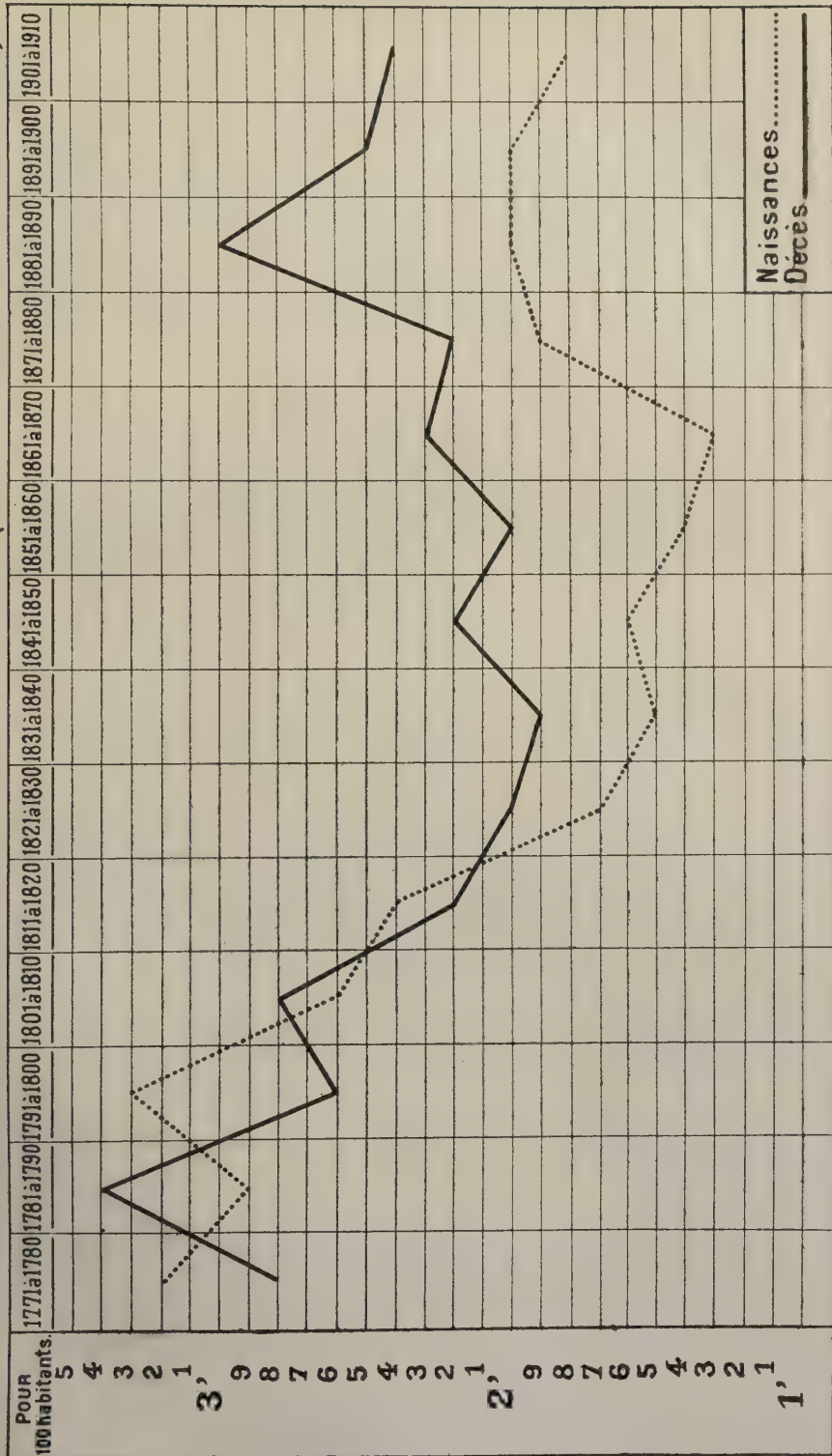
Si maintenant, désirant serrer de plus près les chiffres des statistiques, afin d'en tirer des indications approfondies, nous cherchons à déterminer le rapport qui existe entre les naissances ou les décès et la masse des habitants, il faudra nécessairement rapprocher les tableaux des mouvements de population de ceux des recensements. De cette comparaison, sortiront des éléments nouveaux, fixant le taux de la natalité et de la mortalité à Nettancourt. Cette recherche n'a pu être faite antérieurement à 1774, car pour avoir toute la précision désirable, il fallait que ce travail eût pour base des dénombremens indiscutables. Nous avons établi le graphique ci-contre, en nous servant des mouvements de population par périodes décennales, et en ramenant leurs moyennes à celle du nombre des habitants que nous donnaient pour chaque période le dénombrement unique ou la moyenne des dénombremens, quand il y en avait plusieurs.

Ce graphique éclaire d'un jour tout nouveau les variations de population constatées depuis cette époque. L'accroissement d'habitants, qui commence vers 1800, est dû à la prédominance de la natalité, qui est de 3,30 0/0 tandis que la mortalité descend à 2,60 0/0 dans cette période.

Le maximum de population, atteint en 1822, est préparé par un abaissement des décès pendant la période 1811-1820. Ils sont à 2,20 0/0 pour 2,40 0/0 de naissances. Mais ce gain malheureusement disparaît bientôt. De 1821 à 1870, la natalité descend jusqu'à 1,30 0/0. Le minimum de mortalité 1,90 0/0 (1831-1840) couvre encore le contingent des nouveau-nés et la courbe se relève à 3 0/0 en 1881-1890, faisant un bond anormal, que n'arrive pas à rattraper la courbe des naissances, alors stationnaire à 2 0/0.

Il est curieux de voir que la courbe des dénombremens obéit aux mêmes variations que celle du taux de la natalité.

Taux Annuel de la Natalité et de la Mortalité (Par Périodes Décennales).



Ascendante sous l'Empire, elle décroît avec l'apparition de l'aisance dans les campagnes, peut-être aussi sous l'influence du Code civil, trop favorable à l'émiettement du patrimoine rural. Son relèvement après 1870 semble dû à l'immigration des familles ouvrières, plus prolifiques que les familles aisées.

CHAPITRE II

CONDITION DES PERSONNES

Les classes sous l'Ancien Régime. — Chartes d'affranchissement. — Les bourgeois, les serfs, les juifs. — La coutume de Vitry. — La justice à Nettancourt. — Hommes de loi, maître chirurgien, sage-femme. — Laboureurs. — Privilégiés. — Les charges. — Abolition des juridictions anciennes. — Code civil.

L'organisation de la société féodale repose sur la hiérarchie des trois classes entre lesquelles se répartissait la population du Moyen âge. Par les rôles de Champagne et par les cartulaires, nous savons que le village de Nettancourt relevait de l'abbaye de Huiron pour son église et dépendait en grande partie des seigneurs de Nettancourt, vassaux des comtes de Champagne. Le contingent de travailleurs, indispensable à l'exploitation du sol, était constitué par les serfs, dont les familles restaient attachées à la glèbe, sous l'autorité absolue des seigneurs. Leur condition mérite une étude particulière, car ils ont formé le principal élément de population de nos campagnes. Par le travail inlassable de leurs bras, la terre s'est couverte des productions les plus variées. Du servage, la civilisation peu à peu les a élevés à un état de liberté, qui a fait la prospérité de notre pays. Aussi les étapes de cette ascension progressive de la classe rurale doivent-elles nous arrêter un instant.

Primitivement en servitude, l'habitant voit une notable amélioration sociale se produire au cours du ^{xii}e siècle, à la suite du grand mouvement d'affranchissement commencé

par la Charte ou loi de Beaumont (1182). Les comtes et les seigneurs de Champagne, à l'imitation de l'archevêque de Reims, et sans doute sous l'impulsion de leurs sujets, accordent à une partie de ceux-ci la concession d'un état plus stable. Ils leur reconnaissent des droits et règlent d'une manière précise les taxes exigibles à l'avenir.

Une classe nouvelle, intermédiaire entre la noblesse et le servage, apparaît alors sous le nom de *bourgeoisie*. Moyennant une redevance annuelle fixe, établie par le seigneur, le bourgeois ou roturier a la libre disposition de la terre qu'il cultive; il n'est plus exposé à la taille arbitraire de son maître et peut ainsi accroître son bien-être. La taxe d'affranchissement à Nettancourt fut de 2 sols par ménage, payables chaque année.

La charte d'affranchissement ne nous est point parvenue, mais dès le ^{xiii}^e siècle, ainsi qu'il résulte d'un rôle des fiefs de la Châtellenie de Vitry-le-Brûlé, des redevances en bourgeoisies (*in burgensiis*) étaient dues par des habitants de Nettancourt au seigneur Jean de Tours-sur-Marne. Peu nombreux au début, ces affranchissements s'accrurent à tel point que plus de la moitié du territoire de la commune était en francs-alleux roturiers à la fin du ^{xvii}^e siècle (1). D'ailleurs à cette époque, une foule d'arrêts, à défaut de texte formel de la coutume de Vitry, avaient reconnu l'allodialité des terres, qu'« un titre en bonne forme » ou « une possession totalement ancienne qu'elle tienne lieu de titre », n'avait pu, mettre dans la mouvance d'un suzerain.

La bourgeoisie n'avait pas totalement remplacé le servage. Ceux qui n'avaient pu, par leur travail et leur intelligence, s'élever de leur triste condition, gémissaient en bas de l'échelle sociale. Parmi eux, on distinguait les *jui/s*, groupés dans de misérables mesures, en un quartier qui a conservé

(1) M. de Torcy, dans ses *Recherches sur la Champagne*, écrit que les gens de corps ou serfs de mortemain étaient en petit nombre au ^{xviii}^e siècle dans les lieux régis par la coutume de Vitry.

leur nom. Cette catégorie de serfs se livrait à l'usure et trouvait le moyen de s'enrichir parfois aux dépens du seigneur qui les protégeait.

Des rapports entre ces divers éléments sociaux s'étaient peu à peu établis par la force des choses. L'usage avait créé des habitudes qui tenaient lieu de loi sous la sauvegarde de la puissance seigneuriale et comtale. Cependant, la société féodale, en se diversifiant, nécessitait une réglementation plus étroite. Ainsi furent rédigées par écrit des coutumes en 1481. Mais l'assemblée solennelle où est arrêtée, avant d'être « publiée et accordée » par le Roi, la Coutume de Vitry, applicable au bailliage, eut lieu dans cette ville le 20 octobre 1509. Le bailli de Vitry, entouré des représentants du haut clergé et de la noblesse, d'hommes de loi ou praticiens de la région, dirigeait les délibérations ⁽¹⁾. On remarque, parmi les seigneurs qui prirent part à la discussion, Nicolas de Nettancourt, seigneur de Vaubecourt.

Cette loi écrite fixait les droits et les prérogatives de chaque classe, leurs rapports entre elles. A Nettancourt même se rencontraient trois puissances, ayant des droits divers à se partager : le Roi, les seigneurs et l'autorité ecclésiastique. Des tribunaux étaient désignés pour connaître des différends qui pourraient s'élever dans l'étendue de la coutume de Vitry ; la condition de la personne la rendait justiciable d'une juridiction déterminée.

Au bailli de Vitry, était échu la mission de régler les litiges entre seigneurs ou entre seigneurs et roturiers, d'après l'art. II. Un différend étant survenu entre la veuve de François d'Anglure et Charles de Thannois, à propos de droits sur la terre de la Grange-aux-Champs en 1547, l'affaire est évoquée devant son tribunal. Les prévôts jugeaient les

(1) Cf. *Coutumes du bailliage de Vitry*, par Estienne Durand, MDCCXXII, p. 601 et suiv.

procès entre roturiers ou à l'occasion de biens roturiers. De beaucoup les plus nombreuses, ces contestations amenèrent l'établissement d'une juridiction locale, appelée à suppléer bientôt le prévôt de Vitry. Nettancourt est du nombre des mairies royales ⁽¹⁾, « qui ont, pour juges civils et criminels des personnes et biens roturiers, leurs maires et juges par prévention et concurremment avec le Prévot royal de Vitry, privativement au bailli de Vitry, qui n'en a que les appels » ⁽²⁾. Il s'y exerçait haute, moyenne et basse justice.

Les archives municipales ont conservé quelques jugements rendus par le prévôt, désigné sous le titre de *maieur* ou encore juge civil, criminel et de police en la mairie royale de Nettancourt ⁽³⁾. A son défaut, son lieutenant, un ancien praticien, le procureur fiscal ou même le notaire prenaient sa place. D'après une visite pastorale de 1727, les officiers de la justice, c'est-à-dire le maire, le lieutenant, le procureur fiscal ⁽⁴⁾ et le greffier, « tous demeurant à Nettancourt », n'étaient pas exempts de réclamations. « On se plaint que le greffier demande un peu trop pour les expéditions et les droits. La police n'est pas exactement observée ». En examinant ces rouages, on pressent déjà l'organisation de nos tribunaux actuels. Le procureur fiscal vient requérir, le greffier tient les écritures, le juge ou son lieutenant prononce le jugement, et le sergent chargé de maintenir le bon ordre, le fait exécuter. Ce dernier est de plus chargé des publications et annonces à faire au peuple, le dimanche à la sortie de la messe paroissiale.

Le juge était dépositaire du sceau particulier de la justice,

(1) Nettancourt eut à tort une justice seigneuriale qui fonctionna quelque temps vers 1650.

(2) Coutume de Vitry. Comm. d'Estienne Durand, p. 602.

(3) Les plus anciens maieurs dont le nom ait été retrouvé sont : Varin (1538), Claude Vanetel (1601), Th. Rouyer (1678), Ch. Lavidière (1693).

(4) Il y eut aussi un substitut du procureur fiscal (1765) (Arch. de la Meuse, C. 2411).

qui avait pour empreinte, dit un acte de 1789, « un chevron brisé et couronné en haut avec deux palmes à côté ». Il s'en servait lors des appositions de scellés après décès, auxquelles il procédait en compagnie du procureur fiscal et du greffier. Un jour il lui arriva même de l'imprimer sur le front d'un inconnu, décédé chez un particulier de la commune (1789), en vue de permettre la reconnaissance du cadavre au cas d'une exhumation.

La prison, dont l'entretien incombait à la communauté, abritait les condamnés de la justice locale. Ceux-ci étaient parfois soumis aux châtimens corporels, en usage sous l'Ancien Régime ; la bastonnade par exemple. Mais les peines généralement encourues se réduisaient à des amendes pécuniaires, à des sentences de provision d'alimens, à des réparations arbitraires. Le 10 décembre 1788, deux parents, responsables de méfaits commis à l'église par leurs enfans, se voient condamner « en chacun quatre cierges de cire blanche, du poids d'une demy livre chacun, pour mettre au grand hotel (*sic*) Saint-Remy de l'église de Nettancourt ».

Dans certains cas exceptionnels, était prononcée la confiscation des biens et, siégeant au criminel, le juge royal pouvait même appliquer la peine de mort ⁽¹⁾. Un acte fait mention « de la quittance de Jean Jacquart, exécuteur des sentences criminelles de Vitry, de la somme de quinze livres pour son voyage à Nettancourt et pour l'exécution de la sentence du mesme jour » (21 sept. 1677). La potence, à laquelle on pendait les criminels, se dressait en dehors du village, dans un endroit qui en a conservé le nom.

En dehors de sa justice, Nettancourt posséda dès 1618 un office de notaire, dépendant du tabellionage de Vitry et qui ne disparut qu'en 1797 ; ses derniers titulaires furent Jean

(1) Partage d'avis des commissaires au sujet de l'exercice de la R. P. R. (Arch. nat., TT. 258).

Gillet (de 1740 à 1780) et Jacques-François Gillet, fils du précédent (de 1780 à 1797); avant eux on retrouve le nom de Jean Guillemain, décédé ancien notaire royal et greffier en 1689. Claude Drongnot, juge mayer, est qualifié de « notaire royal » (1731).

Le contrôle des actes, véritable bureau d'enregistrement, fixé d'abord à Charmont, fut transféré à Nettancourt vers 1726. Il occupait un contrôleur.

A côté des hommes de loi, se sont succédé de longue date des praticiens de l'art de guérir : Daniel Millon, maître chirurgien, exerce vers 1678; Jérémie Marez (1692), Pierre Millon († 1711), Louis Millon, qui cumule les fonctions de maître chirurgien et celles de procureur fiscal en 1713; J.-B. Évrard († 1755), Jean Lhôte (1760), dernier maître en chirurgie; Memmie Mortas, officier de santé au début du siècle, puis J.-B. Lignot, docteur en médecine en exercice de 1836 à 1890.

L'importance de la localité exigea la présence d'une *matrone* ou sage-femme; sa nomination n'allait pas sans une certaine solennité. Choisie par l'assemblée des habitants, sous l'approbation du curé, elle est ainsi appelée à ses délicates fonctions : « L'an 1715 le 20 octobre, jour de la Dédicace, écrit sur ses registres d'état civil L. Protte, curé de Nettancourt, à l'issue des vespres de la paroisse, sur le bon témoignage que les honnêtes fēmes du lieu ont rendues à l'habileté et expérience de Marie Charles, fēme d'Antoine Gilet de cette paroisse, dans les accouchemens et aussi de la probité et bonnes mœurs, nous l'avons nomée pour être sage fēme du lieu, à l'exclusion de toute autre et lui avons fait pretter serment conformément aux règlemens du diocèse ».

Les bureaux de contrôle et de recette des *traites foraines* ou des fermes du Roi occupaient un personnel important à Nettancourt.

Des gardes, commis et brigadiers étaient chargés, sous la

direction d'un contrôleur et d'un receveur ⁽¹⁾ résidant au village, d'assurer, à la frontière de la province, la perception de la traite foraine ou droit de douane sur certaines denrées exportées. Ils recouvraient également la gabelle, les cinq grosses fermes du Roi et les aides.

Appartenant à la catégorie dite de grande gabelle, les habitants ne pouvaient se soustraire au paiement de la quantité de sel annuellement assignée par les agents de l'administration. Ils dépendaient à cet effet du grenier à sel de Sainte-Menehould.

Les cinq grosses fermes du Roi comprenaient les droits frappant cinq classes différentes d'objets importés et exportés, entre autres le vin et les épiceries.

Les aides représentaient les taxes établies sur la vente des vins, du bétail à pied fourchu et des bois. Elles ne s'élevaient pas à plus d'un sol pour livre.

Outre cette bourgeoisie plutôt intellectuelle, l'élite de la population rurale se composait des laboureurs. N'étaient autrefois désignés sous le nom de laboureur que les propriétaires cultivant une surface de terre suffisante pour utiliser une charrue et la possédant ; ils figurent nécessairement parmi les plus imposés. Vers la fin du ^{xvii}^e siècle, ils sont au nombre de vingt-quatre ⁽²⁾ et en 1773 seulement dix-neuf. Au-dessous d'eux venaient les manouvriers, qui moyennant salaire leur prêtaient l'aide de leurs bras ; possesseurs également de quelques parcelles en franc-alieu, ils les faisaient cultiver par les laboureurs qui les employaient. Le vigneron n'avait généralement que quelques lopins de vigne de cinq à dix verges, faisant l'objet de tous ses soins.

Le groupe des artisans et des marchands était nombreux ; les plus aisés détenaient des maisons et des terres.

(1) Louis Lefèvre est qualifié en 1707 de conseiller du Roy, receveur des traites foraines (reg. d'état civil).

(2) Statistique de 1691, Arch. dép. Marne, C. 429.

Dominant toute la bourgeoisie, apparaissaient enfin les *privilegiés*. La plupart n'habitaient point la commune et avaient, pour les y représenter, leur fermier ou un fondé de pouvoirs. A la veille de la Révolution, voici quelle en était la liste par rang d'importance : l'abbé de Montiers, M. de Marnesia, les abbés de Jeand'heurs, de Huiron, M. de Berges, seigneur engagiste, les chanoines de N.-D. de Châlons, le prieur de Saint-Crépin de Possesse, M. l'abbé de Guyenne, le curé d'Hoiricourt ⁽¹⁾, le curé de Nettancourt.

Sous l'Ancien Régime, les charges passaient à juste titre pour fort lourdes. Si la situation du laboureur de nos jours lui semble quelquefois peu enviable, il faut reconnaître qu'il jouit d'une plus grande indépendance et d'une notable amélioration de bien-être.

L'an 1789 un laboureur aisé de Nettancourt, taxé sur un revenu ⁽²⁾ de 342 livres, payait 60 livres 4 sols de taille, 94 livres 12 sols de capitation, 26 livres 2 sols 6 deniers de corvée ⁽³⁾. Il avait encore à acquitter les droits seigneuriaux moins élevés : la taille du four, environ une livre ; quelques deniers de cens pour prix de la jouissance de ses immeubles autres que les francs-alleux, huit boisseaux d'avoine et deux sols en argent de droits de bourgeoisie, les dîmes, c'est-à-dire la treizième gerbe de froment, seigle, orge et avoine, et la vingt-quatrième partie de la récolte de vin, puis les noales pour les terres nouvellement mises en culture. Il subissait les droits de banalité de moulin et du pressoir entretenus par le seigneur, les *lods et ventes* ⁽⁴⁾ perçus au profit du Roi lors

(1) Peut-être en qualité de chapelain titulaire de la chapelle N.-D. de l'église de Nettancourt ?

(2) La fixation de ce revenu était faite par les commissaires de la taille après déclaration du contribuable.

(3) On pouvait au lieu de la corvée en nature acquitter une « contribution représentative de la corvée ».

(4) Un receveur des domaines voulant en 1738 percevoir ce droit sur des habitants de Nettancourt ayant acquis des terres du seigneur, la commu-

des mutations d'immeubles dépendant du Domaine, le logement des « compagnies en quartier » ⁽¹⁾ et de la maréchaussée de Possesse. L'impôt des *vingtièmes*, plus équitable puisqu'il frappait même les privilégiés, vint peser encore sur les habitants des campagnes à la fin du xviii^e siècle.

Parfois des remises étaient accordées par le Roi individuellement ou collectivement en cas de pertes subies. Le 1^{er} mars 1788, l'Intendant de Champagne fait connaître un dégrèvement de 100 livres, « relativement à la perte sur les vignes », à répartir au marc la livre de la taille entre tous les habitants de la paroisse.

La perception des dîmes et de la taille, impôt royal de répartition sur les biens roturiers, se faisait par l'intermédiaire des *piétons dîmeurs* ou *pauliers* et des collecteurs de taille désignés par l'assemblée de la communauté et nommés pour trois ans. Les droits seigneuriaux de moulin, de four, de pressoir, de halle, de greffe et d'amendes de justice s'affirmaient par adjudication publique pour une durée de six années à des preneurs qui en faisaient le recouvrement à leurs risques et périls. En 1703 sont ainsi loués : les pressoirs à 114 livres par an ; le moulin, 662 livres ; le hallage, 30 livres ; le greffe, 30 livres, et les amendes de justice, 10 livres.

La Révolution détruit cet édifice féodal plusieurs fois séculaire. Son activité réformatrice s'attaque particulièrement à la condition des personnes. Dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, où se trouvent condensés les principes nouveaux, l'égalité des citoyens est proclamée. Elle entraînait par voie de conséquence la suppression des classes et des exemptions en face de l'impôt, l'abolition de toutes les juri-

nauté demande à plaider, car « ils possèdent en franc alleu ». Elle obtient avec eux satisfaction devant la Chambre de la généralité de Champagne.

(1) En 1695 et 1728 séjourne une compagnie de dragons du régiment Dauphin et au cours de 1754 une compagnie du régiment de Bussy-Lameth.

dictions spéciales de l'Ancien Régime. La souveraineté nationale décrétée exigeait une nouvelle loi, expression de la volonté du peuple. Ce fut l'œuvre de l'Assemblée constituante et de la Convention qui la continua.

Le Code civil, promulgué en 1804, fut appelé à régler les rapports des citoyens et leurs biens, dans toute l'étendue du pays. Des longues délibérations de ces assemblées et des laborieux travaux de leurs commissions sortit également l'organisation nouvelle des tribunaux avec sa hiérarchie de juridictions, telle qu'elle existe aujourd'hui, destinée à assurer à tous les plus hautes garanties d'une justice égale et impartiale.

CHAPITRE III

CULTURE INTELLECTUELLE, MORALE ET RELIGIEUSE

L'instruction primaire à Nettancourt, ses origines, ses résultats sous l'Ancien Régime. — L'école. — Le maître. — L'enseignement primaire pendant la Révolution, sa réorganisation et ses transformations aux temps modernes. — L'organisation religieuse. — La paroisse. — Église et chapelles. — Période concordataire.

A côté de l'évolution historique et économique du village, il serait injuste de méconnaître le développement de sa civilisation. Pour en analyser les éléments et en rechercher les causes, il faut envisager la vie de la « paroisse », qui, en fait, se confondait avec la communauté sous l'Ancien Régime. L'Église, par ses représentants, assumait à elle seule la tâche de la culture morale et intellectuelle du peuple ; de bonne heure, les évêques avaient eu le double souci d'assurer l'enseignement religieux et de créer des foyers d'instruction dans nos campagnes. Auprès du curé, un clerc (*clericus*) était spécialement chargé de tenir l'école ; en 1514, Jean Rochard, clerc, s'acquitte de ce soin à Nettancourt.

Les registres de l'officialité de Châlons — dont il dépendait, puisque sa paroisse se trouvait du ressort de ce diocèse — ont enregistré son nom à propos d'une condamnation à 5 sols, pour coups à un autre « recteur d'école ». Ainsi était désigné également le maître chargé d'enseigner ⁽¹⁾.

(1) Le terme d'instituteur fut substitué à celui de maître d'école par un décret de la Convention du 30 mai 1793.

L'instruction était très répandue dans les campagnes châlonnaises au xvii^e siècle, grâce au zèle de l'évêque de Châlons. Aussi, lors de la déclaration du 13 décembre 1698, par laquelle Louis XIV rendait l'instruction primaire obligatoire, Nettancourt était déjà pourvu de deux écoles, l'une pour les garçons et l'autre pour les filles (1).

Les résultats en sont fort appréciables à la fin du xvii^e siècle. Les déclarations et les signatures, apposées par chaque habitant au papier terrier de 1679, nous ont donné une proportion de 74 0/0 d'hommes et de 28 0/0 de femmes, sachant lire et écrire. Ce sont là des chiffres élevés, surtout si nous les rapprochons de ceux que Taine donne dans ses *Origines de la France contemporaine*, où il déclare qu'en 1789 la moyenne des lettrés (lire et écrire) est de 47 0/0 pour les hommes et de 26 0/0 pour les femmes.

Des documents du xviii^e siècle permettent de se faire une idée de l'organisation de l'instruction publique à Nettancourt.

La communauté supportait les frais d'installation et de fonctionnement de l'école. En 1738, Charles Godard (2), « recteur d'escolle », occupe « une maison et despendance, scitué à Nettancourt, lieudit faisant l'écart de la rue de la Halle et celle de l'Église, consistant à quatre chambres, grange, estable, écurie, courts, jardin, chenevières, aisances et dépendances ».

Sa situation au centre du village et son importance prouvent la faveur dont jouissait cette institution.

Les habitants se réunissaient pour choisir leur recteur

(1) Lucie Germain, maîtresse d'école à Nettancourt, y meurt en 1695; Marie-Jeanne Marnette † 1749; Anne Dolet, sœur d'école vers 1775.

(2) Parmi les recteurs d'école, ayant exercé à Nettancourt au cours du xviii^e siècle, il faut citer également : Jean Leblanc, Jean Ferron, Nicolas Legros, Jean Guillet, Pierre Lafouasse, et au siècle précédent : Cl. Salmon, Dancerelle, Nicolas Picard.

d'école, sur la présentation du curé, qui approuvait la nomination, en fin de compte sanctionnée par l'intendant.

Les honoraires du maître sont ainsi fixés par un acte d'assemblée des habitants du 22 juin 1758 : 20 sols par plein ménage et 10 sols par demi-ménage, pour chaque année d'exercice.

Un curieux contrat, daté de 1766, passé entre des parents et le recteur d'école de la paroisse de Nettancourt, nous montre la matière de cet enseignement. Le maître devra « instruire en la foi catholique, apostolique et romaine, enseigner à lire et écrire tant en latin qu'en français et l'arithmétique, autant que son esprit le pourra comprendre ».

Ce souci de perpétuer l'instruction des habitants et de la développer se retrouve à chaque page de l'histoire de Nettancourt. En 1749, c'est une humble maîtresse d'école, qui veut laisser par testament tout ce qu'elle possède pour l'achat d'une maison destinée au logement d'une institutrice à perpétuité; puis, en 1761, deux maisons sont léguées aux habitants par leur ancien curé pour les transformer en écoles ⁽¹⁾.

Pour les filles, une classe fut réorganisée à peu près en même temps; la sœur, chargée de la diriger, touchait 100 livres par an prises sur les deniers communaux.

A la veille de la Révolution en 1791, Nettancourt est donc pourvu d'une école de garçons et d'une école de filles, ayant chacune un titulaire.

Que va-t-il advenir de cette organisation au cours des événements révolutionnaires?

La tourmente fait fermer les écoles, disperse maîtres et maîtresses; bref, l'enseignement est suspendu. Cette situation préoccupe les habitants, et le 12 germinal an II, avec prudence, un citoyen de bonne volonté ose demander à instruire les enfants sur les Droits de l'homme, en même temps à leur

(1) Ce legs ne dut pas être accepté, sans doute à cause des charges qu'il entraînait.

apprendre à lire et à écrire. Enfin le 30 ventôse an III, arrive dans la localité un instituteur, muni d'un ordre d'installation (1). Une école était alors officiellement ouverte (2).

Désormais l'instruction primaire devient une affaire communale: le conseil municipal a le choix de son maître d'école, astreint à remplir simultanément les fonctions de secrétaire de mairie, depuis l'arrêté du Préfet de la Meuse du 6 pluviôse an IX. Il décide de réorganiser l'école de filles et réclame à cet effet une religieuse en 1820. Cette autonomie entraînait de lourdes charges et les registres municipaux reflètent les difficultés continuelles avec lesquelles le Conseil se trouvait aux prises pour l'entretien des écoles.

A la séance du 30 septembre 1824, la municipalité, très pauvre, ne peut voter aucun traitement d'institutrice, mais veut une sœur d'école qu'elle continuera à loger gratuitement, ainsi qu'elle le fait depuis 1820. Le Conseil élève la rétribution de 0 fr. 75 par mois à 1 franc par élève, comptant ainsi procurer à la sœur 200 francs. L'instituteur, qui a environ 35 enfants et l'institutrice un moins grand nombre en 1843, ont peine à vivre et adressent une réclamation au Conseil, car le curé se charge de l'écolage de 6 garçons et 3 filles. Le comité local s'en émeut, car la commune est « dénuée de ressources ». Indépendamment de la redevance des parents à l'instituteur, fixée à 0 fr. 60 par mois et 0 fr. 75 pour ceux qui apprennent à lire et à écrire, le conseil municipal est obligé d'assurer à cette époque le loyer de la maison d'école (120 francs par an) et de fournir à l'instituteur un traitement de 200 francs.

La commune, ayant été autorisée à vendre sa maison d'école en 1835, dut louer un immeuble jusqu'à l'installation

(1) Cf. à l'Appendice.

(2) Le compte du procureur-syndic porte en l'an IV une dépense de voyage pour « aller à Rembercourt chercher une sœur d'école ». Elle résida peu de temps à Nettancourt.

définitive des nouvelles classes et de sa mairie, édifiées vers 1847. Cette grosse dépense de plus de 14.000 francs en permettant la centralisation de ses services municipaux la mit à l'abri des incertitudes de locations souvent défectueuses.

De profondes modifications sont venues transformer l'école et l'ont fait passer de la commune à l'État, sous la troisième République. Des lois successives ont établi la gratuité absolue de l'instruction primaire (16 juin 1881), puis le principe de l'obligation scolaire (28 mars 1882), et enfin la laïcisation de l'école primaire (7 juillet 1904) qui amena le départ de deux religieuses, qui avaient prodigué à la population un dévouement de quarante années.

Au point de vue religieux, Nettancourt ressortit, jusqu'à son rattachement au département de la Meuse en 1791, au diocèse de Châlons-sur-Marne. Ce diocèse, établi au ^{iv}^e siècle dans les limites administratives de la Gaule, en conserva les subdivisions. La *civitas* châlonnaise de l'époque gallo-romaine comprenait des territoires ou *pagi*, qui devinrent les archidiaconés. Ainsi l'ancien *pagus Stadunensis* forma l'archidiaconé d'Astenay ⁽¹⁾, dont dépendait le doyenné de Possesse. C'est à ce « decanatus de Possessa » que se trouve porté Nettancourt au registre des bénéfices ecclésiastiques de 1405. Son église dédiée à saint Remy avait été fondée par l'évêque de Châlons Guy de Montaigu vers 1142, et remise à la charge de l'abbaye de Huiron; l'abbé de ce monastère en était le collateur; c'est-à-dire y nommait les curés jusqu'à la Révolution et en percevait les revenus. Évalués à 700 livres au pouillé de 1648, ils s'élèvent à 900 livres un siècle plus tard. Ces biens furent confisqués et vendus au profit de la nation au cours de 1791 et de 1792.

Ils étaient constitués par les dîmes, que se partageaient à

(1) M. Longnon l'appelle l'Atenois et en place le siège au Vieil-Dampierre (*Dict. topog. de la Marne*).

Nettancourt les abbés de Huiron et de Montiers ⁽¹⁾, ainsi que les chanoines de Notre-Dame de Châlons ⁽²⁾. Au moyen de ces revenus, les « gros décimateurs » étaient chargés d'entretenir le chœur et les deux chapelles de l'église; ils contribuaient par moitié aux réparations du clocher, parce qu'il reposait sur deux piliers du chœur et deux de la nef. Pour cette raison, l'abbé commendataire de l'abbaye de Montiers en 1770, Monseigneur Malvin de Montazet, archevêque de Lyon, membre de l'Académie française, se trouve obligé de participer à la réfection du clocher. La nef de l'église, ainsi que la chapelle Saint-Jean du village, restaient à la charge des habitants.

Le curé a la *portion congrue*, c'est-à-dire un traitement fixe (annuellement 120 livres) assuré par les décimateurs, la jouissance de la maison de cure et de ses biens fonciers, puis les *novales*, c'est-à-dire des dîmes sur les terres nouvellement mises en culture.

Les dépenses courantes du culte relevaient d'un conseil appelé la fabrique, constitué par le curé de la paroisse, assisté de deux *marquilliers*, nommés avec son assentiment par l'assemblée des habitants; chaque année, l'un d'eux était renouvelable. Voici comment s'établit en 1725 le budget de la fabrique : parmi les recettes figurent 40 livres de produit des quêtes, 66 livres de rente et 50 livres de louage d'héritages; et dans les dépenses : 60 livres de services d'« obits » et de fondations, 40 livres de frais de luminaires, et 30 livres environ pour les réparations et les besoins courants de l'église.

(1) Chrestien, curé de Nettancourt, avait disposé d'une partie des dîmes en faveur de l'abbaye (1245). En 1301, les abbés de Montiers obtinrent de l'évêque de Châlons la permission de posséder les dîmes du finage de Nettancourt (Bibl. nat., mss. Collect. de Champ., t. XXIII, f° 163).

(2) Le chapitre de N.-D. de Châlons acquit une part des dîmes de Nettancourt par un acte de 1409, passé en vue de l'exécution de dispositions testamentaires consenties à son profit par Eudelette aux Massues, épouse de Nicolas de Planey (Arch. de la Marne).

Indépendamment de l'église existait au village une chapelle (1), aménagée dans l'ancien temple protestant désaffecté et livrée au culte catholique vers 1688; cette année-là, des fonts baptismaux y sont disposés. De plus, elle sert à la récitation quotidienne de la prière du soir, ainsi qu'à la célébration de la messe, « les jours ouvrables », dit le rapport de visite pastorale.

En outre, le château possédait son chapelain et sa chapelle particulière (2) qui fut confondue à tort avec la chapelle Notre-Dame (3) fondée à l'église principale par les seigneurs de Nettancourt et à leur nomination. Ils perdirent ce droit, « pour cause d'hérésie », à la Réforme, mais le recouvrèrent plus tard, puisque au xviii^e siècle M^{lle} de Nettancourt en désigna le titulaire : M. Sauvage, curé de Vitry. Un revenu de 25 livres 18 sols constitué par les redevances de quelques parcelles de terres, devait être employé à la célébration de messes basses à l'autel Notre-Dame.

Aux jours sombres de la Terreur, le culte fut suspendu malgré la volonté d'une grande partie des citoyens et de leur curé Delaunoy. Celui-ci n'ayant offert aucune résistance au régime nouveau, en prêtant le serment constitutionnel, ne fut pas inquiété. Cependant, il dut se cacher, car, le 1^{er} floréal an II, il est impossible de lui signifier l'ordre de se rendre à Bar pour se mettre sous la surveillance du comité révolutionnaire; le registre municipal porte qu'il « a quitté la commune, en emportant ses meubles et ses effets » (4). Aucun autre

(1) Elle est désignée sous le nom de chapelle Saint-Jean et chapelle basse.

(2) Des mariages furent même célébrés dans cette chapelle, entre autres celui du comte de Saint-Blaise avec M^{lle} de Livron (1737).

(3) M. Édouard de Barthélemy et M. Gillant ont cru que ces deux chapelles avaient été fusionnées, tandis qu'elles ont coexisté absolument distinctes l'une de l'autre, avec des chapelains différents.

(4) Un prêtre du nom de Boudot reçoit cet ordre à Nettancourt et promet de s'y conformer.

ecclésiastique ne vint le remplacer. Il reprit ses fonctions et put, après sa soumission, être maintenu à Nettancourt en 1803 où il exerça jusqu'à sa mort (1820).

L'église et la chapelle subirent aussi le triste contre-coup de cette période troublée.

Les objets du culte dont le métal avait quelque valeur, furent confisqués (13 frimaire), et les croix abattues (11 pluviôse) puis vendues. La chapelle sert de lieu de réunion pour la tenue des assemblées de citoyens.

Le Concordat (1801) permit de rétablir le culte catholique en lui assurant une organisation légale. Privé de ses biens, le clergé reçut en retour un traitement de l'État; le conseil de fabrique acquit une importance nouvelle. Composé du curé, d'un secrétaire et de cinq conseillers, il eut à gérer les ressources que se constitua bientôt la paroisse par la location des bancs d'église, les quêtes, les dons et legs, les subventions de la municipalité ⁽¹⁾ et à pourvoir aux frais du culte. La séparation des Églises et de l'État, dont la conséquence immédiate fut la rupture du Concordat (1905), amena la suppression du conseil de fabrique; ses biens assez élevés, séquestrés par l'État jusqu'en 1910, furent alors affectés à la création d'un bureau de bienfaisance municipal.

Après la Révolution, la paroisse de Nettancourt suivit le sort du département de la Meuse, auquel le village fut rattaché administrativement, et se trouva dans la circonscription de l'évêché de Nancy pendant vingt et un ans (1801-1822) ⁽²⁾. Enfin l'ordonnance royale du 31 octobre 1822, rendue à la suite d'une bulle papale, reconstitua le diocèse de Verdun en lui affectant le département de la Meuse. Les divisions religieuses se calquèrent sur les circonscriptions civiles; Bar-le-Duc, chef-lieu de l'arrondissement, devint le

(1) Le compte municipal de 1809 porte en effet une subvention du dixième du revenu pour les frais du culte, approuvée par le préfet.

(2) Cf. *Annuaire de la Meuse*, année 1830, p. 86.

siège de l'archiprêtré, et Revigny, chef-lieu de canton, celui du doyenné.

Il semblerait que la paroisse de Nettancourt, après avoir connu les dissensions religieuses de la Réforme, qui, comme on l'a vu précédemment, occupe une place importante dans son histoire, ait eu à subir l'assaut du Jansénisme au ^{xvii}^e siècle. Ses curés du moins ne purent ignorer la doctrine de Jansénius, dont un exemplaire fit partie de la bibliothèque presbytérale encore pendant la première moitié du siècle dernier⁽¹⁾. On y trouvait à consulter également le *Traité de la grâce* de Nicole.

(1) Cette bibliothèque, léguée par un curé de Nettancourt à ses successeurs, pour en jouir en usufruit « à perpétuité », fut dispersée au feu des enchères vers 1853, pour payer des réparations au presbytère.

CHAPITRE IV

HABITATION. — COSTUME. — LANGAGE

L'habitation. — Son aspect et ses éléments de construction. — Les dépendances. — La distribution intérieure. — Maison de cultivateur. — Logis d'artisan. — Le mobilier. — Le costume masculin et féminin. — Le langage. — Patois de Nettancourt.

L'analyse approfondie de la vie communale doit s'étendre, pour être complète, à la façon de vivre des individus qui composent le groupement. Toutes les influences du sol, du climat, des événements, en un mot du milieu, se traduisent dans son existence. « Son habitation, écrit M. de Foville, est plus qu'un miroir qui nous fait voir fidèlement reproduite la physionomie de l'habitant, c'est un moule, et notre existence lui doit en partie la forme et la direction qu'elle prend ». A ce titre il est donc curieux de l'étudier.

Nettancourt se présente, au premier abord, sous l'aspect d'un village spacieux aux rues larges et longues.

L'assemblage de ses maisons, qui, avec la configuration de son sol, contribue à donner à chaque localité sa physionomie particulière, n'est pas entièrement l'œuvre du hasard. Le foyer se crée où il trouve les conditions matérielles et les avantages qui facilitent son existence. S'il y eut primitivement agglomération sur la colline, l'église et le château en avaient été le point de concentration; lors de la reconstruction de la maison forte dans la vallée, les habitations s'en rapprochèrent. Réédifiées au pied du coteau, dans une zone

légèrement surélevée, à l'abri des fréquentes et soudaines crues de la Chée, elles trouvèrent là, par des puits peu profonds, l'eau indispensable aux besoins journaliers. Contenues par la rivière et les côtes, entre le château et l'église, les maisons se multiplient autour de la halle, qui paraît devenue le centre de l'activité locale. C'est, en effet, sous son toit que se tiennent non seulement les marchés, mais aussi les assemblées de la communauté. Les rues y convergent; elles réparaissent assez heureusement le village en quartiers et tirent leurs noms tout naturellement des limites dans lesquelles se meut la vie ordinaire : rues de la Halle, de l'Église, du Moulin, de Chée, de l'Orme, de l'Eurande, du Château, etc. Chaque profession semble se grouper par quartier, suivant les commodités qu'elle lui trouve. Les abords de la halle sont occupés par les commerçants; plus loin, rue de l'Eurande, travaillent surtout les « gens de mestier », tisseurs et petits artisans; vers le moulin sont les industries exigeant l'abondance d'eau, la tannerie, l'huilerie; rue de l'Église se pressent, sur le chemin du vignoble, les nombreux vigneron et manouvriers; puis, rue de Chée, au centre du pays, sont établis la plupart des laboureurs auprès de la bourgeoisie cultivée : le juge mayor, le notaire, le recteur d'école, etc.

Le développement du village dut s'exercer presque simultanément vers le sud et vers le nord; d'un côté le moulin, et de l'autre le « chemin de Chaalons à Bar-le-Duc », sollicitaient également son extension. Sur la route de Châlons, passant au nord du village, s'établit, selon toute probabilité, une sorte de relais ou auberge ⁽¹⁾, qui donna naissance au quartier, un peu séparé de l'agglomération principale, d'abord appelé Monplaisir et, aujourd'hui, Le Plaisir.

Quelques restes de ces vieux agencements d'antiques

(1) Cette auberge existait encore en 1755, ainsi que le prouve une réclamation adressée à l'intendant (Arch. de la Meuse, C. 153).

maisons donnent encore l'idée de la localité sous l'Ancien Régime, telle que nous allons essayer de la reconstituer.

A cette époque, toutes les constructions rurales sont basses, sans étages, d'aspect massif, généralement accolées par file de trois ou quatre; le toit, recouvert de tuiles creuses, est aplati à l'italienne pour en éviter le glissement. Les parois extérieures de la maison sont des murs en pan de bois, c'est-à-dire constitués par un assemblage de pièces de charpente, dont les intervalles sont remplis de *torchis*. Ce torchis, qui donne à cette construction son type caractéristique, est un mélange de terre franche et de foin ou de paille hachée, destiné à empêcher le fendillement de la terre argileuse lors de sa dessiccation. L'ouvrier appliquait cette matière au moyen d'une fourche, la lissait à la truelle et la revêtait plus tard d'un enduit de chaux. Cette façon de bâtir était exclusivement commandée par la situation du village; sur ce sol compact, sans communication facile, éloigné des carrières de pierre du Barrois, alors pays étranger, le paysan avait dû chercher sur place les matériaux indispensables : le bois, la terre, les tuiles, fabriquées de bonne heure dans les tuileries de l'Argonne.

Derrière les bâtiments s'étendent le jardin et l'*accin*; ce terme du vocabulaire champenois désigne l'enclos qui fait suite à la demeure rurale, même à celle du plus humble journalier. Parfois, maison, jardin et accin ne couvrent pas plus de trois verges en superficie; c'est-à-dire un peu plus d'un are, aussi les habitants aisés cultivent-ils, en dehors de leurs *maïtz à herbes potagères*, des chènevières et des jardins complantés d'arbres fruitiers, d'étendue variable, également situés au village.

L'habitation semble pouvoir se ramener à deux types principaux : la maison du laboureur et celle du manouvrier ou du petit artisan.

La première présente d'ordinaire une large façade percée

en son milieu d'une porte charretière ouvrant sur un *porte-rue*, vaste passage couvert précédant la cour de la ferme ou *cour creuse*. A peine entré, quelques marches à droite ou à gauche donnent accès à la cuisine assez spacieuse pour contenir une alcôve; dans cette pièce, se tient journellement la famille autour d'un foyer dont l'âtre fleurdéliné évoque des origines françaises bien lointaines. Elle commande une chambre destinée aux hôtes et occupée par intermittence; au-dessus s'étend un grenier bas non distribué. La plupart des maisons de ce genre contiennent deux pièces symétriques de l'autre côté du porte-rue, où les parents allaient abriter leur vieillesse après l'établissement de leurs enfants. Pénétrant ensuite dans la cour où s'étale le fumier à l'abri de la rue, contrairement à ce qui se passe en Lorraine, deux bâtiments distincts de la demeure s'élèvent au fond et sur un côté; l'un sert de grange et l'autre est destiné aux animaux.

Les caves sont rares, leur établissement trouvant un obstacle dans l'humidité du sol, dans les matériaux et le mode de construction.

La demeure du manouvrier est d'aspect plus modeste, une petite porte basse lui donne directement accès de la rue; on s'y trouve de plain-pied dans une pièce de faible hauteur, flanquée d'une grande cheminée. Sur le *terri* ou sol en terre battue reposent un ou deux lits, quelques meubles, le tout éclairé par une large fenêtre; ce logement se termine par un réduit derrière cette chambre, où travaille l'artisan et où sont placés ses outils. Un auvent, formé par l'avancée du toit, abrite sa provision de bois, quand elle n'est pas entassée sur le petit grenier qui règne au-dessus du logis.

Il est à remarquer que le manouvrier comme le laboureur est généralement propriétaire de sa maison ou de la portion qu'il habite, les immeubles se trouvant parfois répartis en plusieurs foyers.

Le mobilier qui garnit ces modestes logements est de peu de valeur et bien usagé ; on y trouve toujours un vieux coffre en chêne, parfois une armoire, où le paysan a l'habitude de déposer ses économies entre deux piles de linge, « une vieille *maie* », meuble destiné à serrer la farine et les victuailles, une petite table ronde avec son pied pliant et quelques chaises de paille. Un inventaire de 1774 décrit « un bois de lit for suporté et presque poury, garny de rideaux verd avec leur entour fort suportée ».

La liste des ustensiles de ménage est courte : « une paire de chenets ou *marmousets* de fer battu, une poille a feu avec un piquot presque sec, un pot de fer avec son couvert de fer battu, un sceau (*sic*) à tirer eau, deux plats de terre et deux assiettes aussy de terre ». Dans les familles plus aisées, la vaisselle est de faïence de l'Argonne⁽¹⁾.

Comme pour son habitation et son mobilier, le paysan trouve sur place ce qui lui est nécessaire pour se coucher ; son lit est arrangé avec la plume qu'il a recueillie lui-même, ses draps sont de grosse toile de chanvre⁽²⁾ ou de lin, et ses couvertures, appelées *lodiers* se composent simplement d'étope maintenue entre deux tissus.

Le costume révèle une adaptation parfaite aux saisons. La laine, le fil et le coton⁽³⁾, appropriés dans les fabriques de Châlons et de Reims, se vendaient sous le nom de : *dau-phines*, draps de Silésie, étamines unies et rayées, *casimirs*, etc.

(1) Des faïenceries prospères existaient anciennement aux Islettes, à Clermont, Froidos, Waly, Lavoye, Rarécourt. On y fabriquait avec la terre du pays, des produits moins blancs qu'à Lunéville et à Strasbourg, mais n'étant nullement inférieurs en qualité et en coloris.

(2) Une paire de draps de chanvre et étope coûte 4 livres vers 1770. La livre de chanvre se vend 12 sols et la livre d'étope 5 sols.

(3) Le coton était également travaillé, tout près de Nettancourt, à Bar-le-Duc et à Vaubecourt, où une filature de coton fut créée par M. de Nettancourt avant la Révolution, mais il était interdit d'en importer les produits en Champagne.

L'hiver, les femmes portent le jupon de droguet de Paris en laine et fil, la jupe de *calmande cadrillée* de laine, puis la camisole ou le *casquin*. En été, les préférences vont aux toiles de coton blanc ou de couleur, aux *siamoises* rayées et mouchetées. Un coquet tablier complète l'ajustement; tantôt, il est de mousseline unie ou à fleurs, « de tamis verd », de drap de coton, tantôt, de moirette ou de siamoise à soie. La coiffure n'est autre qu'un bonnet blanc, agrémenté de broderies, suivant les circonstances et le degré d'aisance.

Les hommes portent des souliers, des bas blancs, quelquefois protégés par des guêtres, la culotte de drap de coton noir ou vert, un gilet de molleton ou de calmande à manches, remplacé les jours de fête par le nankin et la soie. L'habit de cérémonie est de tissus et de couleurs variés, depuis le drap bleu de roi jusqu'à la siamoise à raies rouges, en passant par le *baraquant* gris et vert.

A la fin du *xviii^e* siècle, on trouve encore le « chapeau à trois cornes », mais plus couramment le chapeau à haute forme.

Un futur a soin de se réserver, par son contrat de mariage de 1770, en cas de survivance, « tout ce qui se trouvera à son usage : une tasse d'argent, deux paires de boucles aussy d'argent, l'une à soulier et l'autre de jartière ».

Par un inventaire de 1755, nous connaissons le costume des châtelains de Nettancourt et de ceux de leur entourage. Le seigneur avait le choix entre de luxueux vêtements, « un habit de drap d'Angleterre gris et sa culotte, une veste de droguet de soie doublée de taffetas ou une veste de velours bleu céleste, garnie d'un large galon d'or à feston, boutons d'or ». On remarque une épée avec sa monture d'argent et son ceinturon de buffle. L'armoire de Madame contient onze robes de soie, dont « une de gros de Tours brochée » et deux de moire blanche. Le linge est de toile de lin.

Les livrées des domestiques sont au nombre de quatre

comprenant : « quatre habits complets, quatre redingotes gros drap gris et blanc, et trois chapeaux, bordés d'un galon d'argent ».

L'ameublement des vastes appartements du château se compose de bergères à coussin de plumes, de fauteuils bois de noyer, garnis de « panne scizelée de couleur jaune », d'autres en noyer doré, recouvert de « damas verd à galons d'or ». Les chambres sont ornées de tableaux de famille, de tentures, de tapisserie en haute lisse et de rideaux. Les lits, affectant des dispositions diverses, à l'impériale, à la duchesse, à tombeau, se présentent avec des garnitures de serge verte, de satin ou de damas vert ou encore de taffetas rouge.

Après la Révolution, des transformations profondes se sont produites aussi bien dans les habitations que dans les mœurs. De nombreuses façades en pierres de taille ont été édifiées, vers 1830 principalement, époque où sévissait une véritable manie de construire ; les péages abolis, les transports facilités, le régime nouveau, un bien-être général, avaient sans doute provoqué ce mouvement. Plus près de nous, les maisons, que leurs propriétaires ne vouent plus à la ruine, sont réparées avec les briques et les tuiles, que produisent les modernes tuileries de la région.

Le luxe ne s'est pas arrêté aux façades des maisons ; il a pénétré à l'intérieur, modifiant l'ameublement et le costume. Les bonnets seyants et propres, les simples et solides ajustements d'antan ont cédé le pas aux caprices moins heureux de la mode. Les hommes ont abandonné la blouse bleue ou grise du début du siècle pour endosser la veste de drap, souvent plus gênante que l'ample vêtement du temps passé.

Le langage, lui aussi, est soumis au changement et les générations nouvelles ignoreront bientôt le patois savoureux

de leurs pères, marque distinctive du terroir. A défaut de documents écrits, le parler de quelques vieillards a conservé, avec assez de pureté, le patois de Champagne, « latin de race et roman de forme », suivant M. Tarbé. On y retrouve en effet la survivance de mots latins, abandonnés par le français, tels que :

<i>moult</i>	multum	beaucoup, très
<i>miche</i>	mica	morceau de pain
<i>anouille</i>	in hoc die	aujourd'hui
<i>quasi</i>	quasi	pour ainsi dire
<i>neum?</i>	neum?	n'est-ce pas?
<i>clamer</i>	clamare	crier
<i>marander</i>	marenda	faire collation
<i>recîner</i>	recenare	souper.

L'oreille peu avertie est déroutée par la présence des sons : ou, aou, ô, i, in.

in po, un peu; *avo*, avec; *sou*, son; *joune*, jeune.
min, *mi*, moi; *ti*, toi; *lou*, lui.

De plus la suppression courante de la lettre R et de la consonne d'appui rend certains substantifs absolument incompréhensibles : *chanve* pour chanvre, *diale* pour diable, *tale* pour table.

Une phrase choisie pour donner une idée de ce vieux langage en montrera les caractéristiques :

Oie-min? Arrête-min! j'aro voulu ali avo ti mangié daou naosottes ou bin daou balosses et urvenin pa les vingnes; j'on laissié l'ertine dzu la tâte.

Traduction : Écoute-moi! Attends-moi! j'aurais voulu aller avec toi manger des noisettes ou bien des prunes et revenir par les vignes; j'ai laissé l'ertine (petite corbeille) sur la table.

Par ce court exemple, on voit que ce dialecte se rapproche, par sa prononciation parfois un peu rude et sifflante, plus des idiomes du Nord que du parler doux de l'Ile-de-France.

Ses variations ne l'ont pas transformé au point de lui dénier toute parenté avec l'une de ces naïves homélies du XII^e siècle en langue vulgaire, adressée par saint Bernard aux habitants de ces campagnes :

« Nos entrons hui, chier frère, el tens delle saint-quarame (carême), el tens de la cristienne chevalerie... si nos de cest chief (le Christ) avons les biens receus, porkai ne sosterriens nos ossi la poine? Ne volons nos soffrir nule dolor? » (1).

(1) Extrait des *Progrès de la langue française en Champagne*, par Georges, p. 10.

CHAPITRE V

CARACTÈRE DE L'HABITANT. -- MŒURS. -- COUTUMES

Répartition professionnelle. — Caractère agricole des habitants. — Répartition de la propriété foncière. — La grande, la moyenne, la petite propriété paysanne. — Psychologie de l'habitant, ses tendances. — Religion, mœurs et coutumes. — Tentatives d'association.

La majeure partie de la population s'est toujours adonnée à l'agriculture. Pour s'en convaincre et connaître les goûts des habitants, il suffit de jeter les yeux sur quelques documents précis, qu'il a été facile d'analyser, faute de statistique professionnelle sous l'Ancien Régime.

Le tableau suivant montre une stabilité curieuse dans la répartition professionnelle de ce village à trois siècles différents; il a été établi d'après les données extraites du pied terrier de 1678, qui contient le rôle nominatif de tous les habitants, possesseurs de « maisons, terres et héritages, scis au village et finage de Nettancourt », avec énonciation de leur profession. Le rôle de contribution de 1793 mentionne également les professions de chaque contribuable, et a pu servir de second terme de comparaison. Pour les temps modernes le recensement de 1881 a été choisi parce qu'il contenait le dénombrement par professions, et qu'à cette époque la crise agricole n'exerçait encore aucune influence sur les tendances de la population.

Répartition professionnelle.

	Pied terrier de 1678.	Rôle de contribution de 1793.	Recense- ment de 1881.
Agriculture.....	91	83	89
Industrie et commerce.....	59	56	63
Professions libérales et rentiers.	7	4	21

Il y a lieu de remarquer la progression des professions libérales et des rentiers, dont le nombre s'est élevé avec le développement des retraites, l'essor de la propriété mobilière, etc.

L'industrie et le commerce, en conservant à peu près les mêmes chiffres, se sont transformés surtout depuis un siècle. Les petites industries rurales et les professions qui en vivaient ont complètement disparu ; qui croirait aujourd'hui que Nettancourt, à côté de son moulin, a eu une huilerie, une tannerie, toute une petite corporation de cordonniers et carreleurs, des cordiers, des tisseurs en toile et même un teinturier ? Le moulin aussi faillit disparaître ; en 1784, lors de l'engagement du domaine de Nettancourt, il était abandonné à cause de son état de vétusté. La plus grande partie en appartenait au Roi et les habitants avaient adressé à Sa Majesté de vaines protestations ; le meunier, auquel il était loué par bail emphytéotique, dut se résigner à le reconstruire à ses frais « 50 perches plus haut que là où il était, n'ayant pu le racomoder sur les anciens fondements ».

Un atelier de fabrication du salpêtre fonctionna sous l'Ancien Régime. Il se maintint péniblement jusqu'à la Révolution ; le citoyen, chargé d'extraire cette substance des terres de la commune, y travaillait avec si peu d'enthousiasme qu'il dut être requis de ne pas arrêter sa fabrication en l'an II⁽¹⁾.

L'agriculture, étant la profession dominante, mérite plus qu'une simple mention. Si le nombre de ceux qui s'en occupent

(1) Arch. municip., registres des Assemblées.

spécialement paraît encore peu élevé eu égard à l'ensemble de la population, il ne faut pas méconnaître qu'en dehors des laboureurs, journaliers, vigneron, beaucoup de commerçants et de petits industriels, propriétaires de champs, ne sont pas comptés parmi les agriculteurs.

En serrant de plus près les documents, en fouillant les statistiques, on voit que Nettancourt en 1680 possède 225 détenteurs du sol sur 283 feux. Le cadastre de 1825 révèle l'existence de 350 propriétaires fonciers⁽¹⁾ dont 285 habitent la commune, alors peuplée de 700 âmes. A l'enquête décennale de 1892, sur 188 ménages, 119 ont des biens fonciers. Ce fait est d'ailleurs très naturel et prouve l'attachement de cette population à la terre, puisqu'en deux siècles les propriétaires fonciers passent de 79 0/0 à 63 0/0 de la population totale; ce déchet de 16 0/0 est, en somme, peu considérable, quand on songe aux raisons multiples qui ont entraîné à la désertion des campagnes à la fin du XIX^e siècle.

Comment se répartit la propriété foncière?

En prenant toujours pour éléments de comparaison le pied terrier de 1678 et l'enquête agricole de 1892, on obtient le tableau suivant :

	1878.		1892.	
	Nombre.	%	Nombre.	%
<i>Petite propriété.</i>				
Au-dessous de 1 hectare.....	188	86	46	78
De 1 à 5 hectares.....			32	
<i>Moyenne propriété.</i>				
De 5 à 10 hectares.....	35	43	22	38
De 10 à 20 —			13	
De 20 à 30 —			3	
<i>Grande propriété.</i>				
Au-dessus de 40 hectares....	2	1	3	2
TOTAL des propriétaires..	225		119	

Si la grande propriété est à peu près stationnaire, la

(1) Leur nombre avait augmenté après la vente des biens nationaux.

moyenne s'est accrue aux dépens de la petite; elle a presque triplé en deux cents ans!

L'élément autochtone de Nettancourt est attaché à sa terre; la persistance de quelques vieilles familles le prouve ⁽¹⁾. En dépit de maints courants adverses, plusieurs se sont maintenues (révocation de l'Édit de Nantes, exode vers les villes, raréfaction des naissances), etc. ⁽²⁾. Il ne semble pas avoir existé d'émigration temporaire importante dans la première moitié du xix^e siècle comme celle des villages du canton de Vaubecourt, où chaque printemps des émouleurs et colporteurs quittaient leur famille pour aller travailler au loin.

Cet amour du foyer, allié à un sens réfléchi et prudent, sont caractéristiques du tempérament local, plus lorrain que champenois. Quoique ennemis du changement, les habitants savent néanmoins s'adapter aux événements indépendants de leur volonté. Toujours respectueux de la légalité, on chercherait en vain dans leur histoire un acte de rébellion contre une autorité reconnue. « Indigné des vexations d'un membre qui a troublé la séance par des propos audacieux et imprudents, le maire lève la séance », dit le compte rendu de l'assemblée du 28 floréal an II. Plus tard, le Conseil fait preuve d'attachement à ses croyances, en décidant de continuer les offices du culte catholique; toutefois il ajoute, à l'unanimité, « à moins d'ordre contraire de la Convention ». Aux jours plus sombres de la Terreur, ils maintiennent leur confiance à leurs officiers municipaux en charge.

L'absence de combativité avait frappé un curé de la paroisse qui consigne lors de la visite pastorale de 1697, cette appréciation laconique sur le caractère de ses paroissiens : « peu processif et peu querelleur ».

(1) En 1678 étaient déjà représentés les Bourgeois, Fauquignon, Guillemine, Hurel, Jacquet, Lignot, Mirat, Périn, Petit, Simonnet, Sigal, Vannetel (1584).

(2) Toutefois, la diminution est évidente. Au dénombrement de 1881, une proportion de 66 0/0 est née dans la commune, elle tombe à 55 0/0 en 1896.

D'autres remarques intéressantes nous sont parvenues par les rapports pastoraux; parmi les « vices dominants » de ce village, ils déplorent « les juremens, l'ivrognerie, la trop grande facilité de donner du vin pendant la nuit, le peu de soin de l'éducation des enfants et du salut des domestiques, l'anticipation des uns sur les héritages des autres avant la Saint-Martin et au tems de la moisson ».

Ce penchant à la boisson est malheureusement le tribut inévitable des pays de vignobles et de bouilleurs de cru. Si de nos jours les vignes ont disparu, les « facilités de donner du vin » ont augmenté avec l'accroissement du nombre des débits, dont la proportion atteint actuellement plus de 1 pour 100 habitants à Nettancourt ⁽¹⁾, qui en compte six.

Un observateur avisé mais sévère de la région a souligné aussi plus récemment le relâchement dans l'éducation des enfants, qu'il attribue, non sans raison, à la disparition de l'autorité du chef de famille ⁽²⁾.

Formées par plusieurs siècles de foi, les générations se sont transmis des traditions, la plupart d'origine religieuse et répandues dans l'Argonne. Quelques-unes, ayant résisté aux épreuves du temps, méritent une mention.

Un usage immémorial voulait que la veille du carême, le mardi-gras fût fêté par les jeunes gens du pays, revêtus de déguisements et armés d'*étauts* ou bâtons terminés d'oripeaux, destinés à couvrir de boue les habitants assez courageux pour s'aventurer dans les rues ce jour-là.

Quand revient le jeudi-saint, des cortèges d'enfants se rendent à chaque foyer pour annoncer l'heure des offices, en agitant des *bruands*, sortes de crécelles composées d'une

(1) La moyenne actuelle en France est d'un débit par 78 habitants, paraît-il.

(2) *La science sociale*, t. I, 5^e livraison, M. Michaud, *Un pays à famille instable*.

planchette et d'un marteau de bois articulé, en vue de suppléer aux cloches silencieuses. Leur peine est récompensée par une ample récolte d'œufs de Pâques auprès de chaque paroissien, le samedi suivant.

Mai ramène de gracieux hommages aux jeunes filles, dont la demeure s'orne nuitamment du blanc rameau d'un bouleau : le *mai* traditionnel, amené par les garçons de la forêt voisine. Unique et dernier vestige des gais *trimazots* (1) de l'Argonne !

Sainte-Catherine, Saint-Nicolas, Saint-Éloi sont l'objet de solennités religieuses ; à cette dernière fête a encore lieu, à la messe, la bénédiction des grains.

La fête patronale de Saint-Jean-Baptiste, comme d'ailleurs les fêtes familiales, met en liesse toute la localité. Lors des baptêmes et des noces, de bruyantes salves annoncent à tous le passage du cortège ; de copieux repas, des chansons et des danses accompagnent généralement ces réunions.

Ainsi qu'en Lorraine, le culte des morts occupe une large place au cœur du paysan, et il est d'usage immémorial qu'un souvenir religieux soit réservé aux « âmes » le lendemain de ces agapes familiales. La célébration d'une messe, une offrande, le son des cloches, le chant du *Libera*, une tombe fleurie, réunissent les familles en une même pensée vers les disparus.

La coutume des « veilles », d'ailleurs très répandue dans le Nord-Est, remonte au temps des fileuses et des *tourets* (2). A ces agréables rendez-vous d'hiver, s'ébauchaient parfois sous l'œil des aïeules d'aimables idylles. La causerie se prolongeait tard dans la nuit et on ne se séparait pas sans avoir *reciné*, c'est-à-dire réveillé de gaufres et de vin

(1) Coutume autrefois en usage dans l'Est, par laquelle un trimazot ou groupe de trois fillettes enrubannées quêtait chaque dimanche de mai, au profit de l'autel de la Vierge, en chantant de naïves rondes appropriées.

(2) On désignait ainsi le tour à filer.

chaud; ces veilles encoururent à maintes reprises la réprobation du clergé, comme en témoignent les visites pastorales du xviii^e siècle.

Malgré ces fréquentes occasions d'assemblée, le caractère de l'habitant paraît avoir conservé un fonds d'individualisme un peu excessif. Aussi est-ce à ce trait qu'il faut attribuer ce défaut de cohésion, cette difficulté de groupement, qui ont empêché toute association d'initiative locale de s'épanouir de façon durable.

Depuis un siècle cependant, la mutualité a pénétré dans la localité sous la forme d'une caisse départementale d'assurance contre l'incendie, à laquelle est affiliée la majeure partie des propriétaires; 95 0/0 des maisons y sont actuellement assurées.

Une société de secours mutuels du canton de Revigny recrute également des adhérents depuis 1899.

La Société d'agriculture de Bar-le-Duc, fondée en 1820 et qui a constitué un syndicat depuis 1884, compte aussi plusieurs membres à Nettancourt. Des essais de caisses mutuelles communales de prévoyance et de secours contre la mortalité du bétail, ont été tentés avec l'appui d'une caisse départementale. Peut-être réussiront-ils à se développer enfin, parmi cette population, qui a prouvé en plusieurs circonstances qu'elle avait le sentiment de la solidarité communale.

A la suite de l'interdiction du culte dans l'église trop délabrée, une collecte, faite en 1809 parmi les habitants, produisit 1.850 francs, somme qui permit la remise en état de l'édifice. Après nos malheurs de 1870, les propriétaires abandonnèrent à la commune leurs droits de chasse et de pêche sur l'étendue du territoire, afin d'amortir l'indemnité de guerre qui la frappait.

En 1857, 131 habitants apportèrent leur obole en faveur des victimes d'un orage, qui avait ravagé la localité.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I

DESCRIPTION PHYSIQUE

Situation. — Orographie. — Géologie. — Hydrographie. — Pluies. — Climat.
— Agrologie. — Divisions du finage. — Toponymie.

La région naturelle, où se trouve situé Nettancourt, est l'Argonne méridionale ; compris entre les territoires de Sommeilles au nord, ceux de Noyers et de Brabant à l'est, ceux de Revigny et de Vroïl (Marne) au sud, Vroïl, Charmont et Possesse (Marne) à l'ouest, le finage de Nettancourt est plus long que large (5 kil. 5 $\times$ 3 kil.). Couvrant actuellement une superficie de 1.144 ha. 94, il se rétrécit au sud vers la vallée de l'Ornain et s'élargit en son milieu entre Charmont et Maison du Val, puis se termine en une pointe inclinée vers le nord-ouest. En dehors de quelques portions de la Chée, d'une partie du fossé de Clomerupt et de chemins sis à l'ouest, ses contours dentelés, dus au morcellement du sol, contrastent avec la netteté de ses limites naturelles.

Placé presque au centre de son territoire, le village s'allonge au pied d'un coteau, contenu par la rive droite de la rivière de Chée.

L'orographie du pays est déterminée par son sous-sol. Pas de

pentes abruptes comme dans le Barrois, mais plutôt des ondulations ; pas de collines élevées, mais un enchaînement de petites « côtes », suivant l'expression locale, régulièrement arrondies et contournant un plateau ; tel est le relief de la contrée.

Essentiellement plastique, puisque l'argile y domine, le sous-sol s'est modelé en des contours agréables, sous l'effet des phénomènes géologiques. Au-dessus de la vallée de la Chée, qui occupe à l'est environ le quart du finage, s'étend un vaste plateau sillonné d'humides vallons s'inclinant vers la rivière. Le mamelon de Huppémont, détaché de ce système, avance seul sa crête boisée sur le sud ; son altitude de 184 mètres dépasse peu le niveau généralement uniforme de la région surélevée, ce qui donne une quarantaine de mètres d'élévation aux côtes par rapport à la vallée.

Les géologues ont reconnu deux étages du terrain infra-crétacé : les argiles du *gault* (albien) sous les alluvions de la vallée de Chée et les dernières aspérités du banc de *gaize* argonnien, dont le dépôt lenticulaire vient se terminer entre Nettancourt et Vroil.

Le *gault*, qui est une argile téguline généralement gris pâle ou jaunâtre, a la propriété d'être imperméable, tandis que la *gaize* qui le surmonte est une roche de silice argileuse, ne présentant pas la même homogénéité sur toute l'étendue du banc et laissant filtrer l'eau. Ainsi s'établit une nappe souterraine à la surface de la couche argileuse du *gault*, d'où jaillissent de fréquentes sources au pied des coteaux ; celles de la Heraunois, de Vinoux, des Sartes, des Fins, du Vivier, de Marofontaine sont les plus importantes. Les ruisseaux, sillonnant le fond des vallons, recueillent leurs eaux, particulièrement abondantes en hiver, pour les apporter à la Chée par l'intermédiaire de petits affluents, tels que le Suizy, l'Eurande, le fossé de la Guise traversant la localité, et le Clomerupt.

La rivière de Chée, qui se jette dans l'Ornain, dont elle

emprunte la vallée après avoir contourné le mamelon de Huppémont, coupe le territoire de Nettancourt du nord-est au sud-ouest. Non navigable ni flottable, son cours est capricieux à cause de la faible pente de la vallée; à caractère torrentiel, elle inonde parfois subitement les prairies ⁽¹⁾ qui l'avoisinent, mais ne cause plus de méfaits depuis qu'elle est soumise à des curages et à des faucardements périodiques. Sa largeur moyenne est de neuf mètres à Nettancourt; lors des grandes crues, le volume de ses eaux y atteint 45 mètres cubes par seconde.

Comme dans la région de l'Argonne, à laquelle du reste appartient géologiquement Nettancourt, se rencontraient les nappes d'eau de plusieurs étangs, maintenant asséchés pour la plupart. De faible étendue, ils ne couvraient guère plus de dix hectares avant la Révolution. L'étang de Huppémont fut converti en pré avant 1825; celui des queues de Montiers ⁽²⁾ devint un pâturage, postérieurement à cette date. Seuls les étangs du Moulinet (en partie sur Nettancourt) et Haut de bran sont en eau; encore ce dernier eut-il sa chaussée relevée seulement vers 1820. En outre des viviers, destinés à la conservation du poisson, occupent environ un hectare.

L'abondance des pluies est d'ailleurs loin d'être négligeable dans la zone où est situé Nettancourt. La ceinture des forêts qui se déroule au nord et à l'ouest de son territoire n'est pas étrangère à la recrudescence des précipitations atmosphériques, atteignant 800 millimètres par an, suivant une carte

(1) Ses inondations semblent être de courte durée. Celle de 1854, dont les méfaits furent importants, se termina au bout de trois jours. En février 1694, une femme se noya « dans les eaux répandues à cause du dégel sur le finage de Nettancourt » (registres d'état civil). « Le continuel débordement des eaux » empêche les communications avec Vitry au commencement de 1741 (registres d'état civil).

(2) Cet étang figure dans une donation consentie par Gilo, dit Mauchemins, chevalier de Nettancourt, en faveur des religieux de Montiers-en-Argonne vers 1256.

pluviométrique, mais elle en tempère heureusement l'excès que viendrait encore aggraver l'imperméabilité du sol. Néanmoins cette humidité se trahit par de fréquents brouillards en toute saison, principalement au début et à la fin du jour. Avant-garde tutélaire, ce massif boisé a très souvent immunisé Nettancourt des ravages causés en Champagne par les ouragans et la grêle (4).

Sa situation à la limite des climats séquanien et vosgien lui fait sentir des températures extrêmes. Toutefois il est exceptionnel d'enregistrer $+ 34^{\circ}$ en été et $- 10^{\circ}$ l'hiver. Le rigoureux froid anormal de 1879, où le thermomètre descendit à $- 26^{\circ}$, est resté vivace au souvenir des habitants, de même que la sécheresse de 1893. Les méfaits les plus redoutés sont causés par les gelées printanières, parfois à craindre jusqu'au début du mois de juin.

Il existe une relation entre la surface travaillée du sol et les couches géologiques qui lui servent de support; pour cette raison les terres de Nettancourt sont nettement argileuses. Elles en présentent à première vue les caractères : fendillement sous l'influence de la sécheresse, dilatation et compacité par les pluies. Une analyse scientifique plus approfondie a permis de distinguer plusieurs catégories de sols suffisamment différenciés.

Suivant des études qui paraissent avoir été très sérieusement menées sous les auspices de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Bar-le-Duc vers 1878, le territoire de Nettancourt pourrait être envisagé au point de vue agronomique sous quatre aspects différents :

On y rencontre un sol improprement appelé : « terre franche », comprenant 70 0/0 de sable et 6 0/0 d'argile environ. Il présente les inconvénients des terres sablonneuses,

(4) On ne trouve mention que d'un seul orage sérieux en 1854 qui, accompagné de grêle, fit pour 35.000 francs de dégâts à Nettancourt, dont 26.000 francs causés par la grêle et 9.000 par l'inondation (Arch. municip.).

perméables et s'échauffant rapidement, à réaction acide, exigeant des fumures répétées et à doses faibles.

Ensuite on découvre une terre argileuse, contenant jusqu'à 27 0/0 d'argile, par conséquent tenace, forte et compacte, aux labours difficiles par les temps pluvieux, à laquelle le seul remède est le drainage.

Une troisième catégorie de terres offre les caractères d'un sol argilo-calcaire. Les proportions sont de 46 0/0 de sable, 10 0/0 d'argile et 6 0/0 de carbonate de chaux. Elle occupe les contrées les plus recherchées comme étant les plus productives et d'une maturation légèrement avancée.

Enfin, dans la vallée de la Chée, s'étendent les alluvions de sable 47 0/0 et d'argile 31 0/0, favorables aux prairies naturelles ainsi qu'aux plantes légumineuses particulièrement caractéristiques de cette région; ces terrains reposant sur le gault trouvent leur meilleure utilisation en prairie, d'après M. Risler, car les labours onéreux de ce sol compact contribuent à élever le prix de revient des céréales.

Analyse physique (1).

	Terre frauche.	Argileuse.	Argilo- calcaire.	Basse-terre (vallée de la Chée).
<i>Dosage au tamis :</i>				
Pierre ou gros sable	8,461	5,500	10,285	3 »
Sable demi-gros.....		4,400	14,571	4,50
Poudre fine.....	91,539	90,100	75,144	92,50
<i>Lévigation :</i>				
Sable siliceux ou calcaire.	70 »	45,243	46,321	47,381
Impalpable.....	21,539	44,857	28,823	45,122
Densité.....	2,582	2,582	3,731	2,400
Poids du m ³ de terre fine. Kil.	891	811	859	833
Absorption d'eau maxi- mum pour le travail... %	20,436	25,103	20 »	28,67
Faculté de retenir l'eau..			28,33	

(1) Ces analyses effectuées par M. Neucourt sont extraites du *Cultivateur de la Meuse* et d'une plaquette tirée à part.

Analyse chimique.

	Terre francha.	Argileuse.	Argillo- calcaire.	Basse-terre (vallée de la Chée)
Poudre fine.....	91 »	90,100	75,144	92,50
Sable.....	70 »	45,243	46,321	47,381
Argile.....	6,487	26,916	9,194	31,072
Hydrates de peroxyde de fer et d'alumine.....	8,690	10,950	7,750	8,975
Carbonate de chaux.....	2,500	5 »	6 »	2 »
— de magnésie..	1,466	0,586	0,880	0,843
Acide phosphorique.....	0,186	0,090	0,290	0,1200
Potasse.....	0,110	0,115	0,109	0,109
Matières organiques.....	1,600	1,600	4 »	1,400
Nitrates.....	1,0010	1,0012	1,0018	1,0010
Azote.....	0,500	0,500	0,600	0,600

Le territoire de Nettancourt, partagé primitivement en fiefs, fut composé de divers gagnages, désignés sous une appellation particulière pour les différencier les uns des autres. Les textes anciens mentionnent ainsi : Hupémont (1), (1179), les Mazelles (1274), l'Essard ou les Sartes (1274), les Bourdières (2) ou Boudières (1376), le Bois le Bon ou le Bout (1428), La Grange-aux-Champs (3) (1508), les Gélinittes (1581).

A la suite des affranchissements, la propriété étant devenue plus mobile, son morcellement nécessita de nouvelles dénominations. Le pied terrier de 1680 et les cœillerets de cens en contiennent une extrême variété. Sous l'Ancien Régime, elles sont réparties en trois *royes* ou saisons, correspondant à l'assolement triennal en usage : la roye de la Grande Con-

(1) Le cartulaire de Jeand'heurs parle d'un alleu « *juxta Hupimunt quæ respicit Campaniam* ».

(2) De *Bordariae*, qui signifie : terres limitrophes. *Mazelle* ou *maisel* désigne en vieux français gagnage.

(3) Dans les rôles de fiefs de Champagne, il est question d'une « meson qui est delez le moutier, et la grange, ausine son charruaige et les prez encontre », que tient Huard de Netoncourt de « Madame la Roine » vers 1274.

trée, la roye de la Mare et des Fins, la roye de la Côte au Soleil et de Huppémont.

En vue de parvenir à l'établissement de l'assiette de la contribution foncière, le ban est divisé au mois de janvier 1791 en dix sections, précédées chacune d'une lettre de l'alphabet; on eut alors : la Perche, Huppémont, la Côte, les Boudières, le Morthomme, la Ville-Haute, la Héraunois, la Côte-au-Soleil, la Belle-Épine, la Grande Contrée.

Ce système un peu compliqué fut abandonné, lors de la confection du cadastre de 1825, pour en revenir aux trois grandes classifications anciennes en contrées et à leurs subdivisions.

L'étude des 189 lieuxdits, qui désignent les divers points du ban de Nettancourt, présente un certain intérêt. Sans l'entreprendre d'une façon complète, on peut cependant en dégager les remarques suivantes : la plupart des désignations rappellent les noms de propriétaires anciens, d'autres sont empruntées à l'aspect du sol, à sa végétation, à sa faune; quelques-unes évoquent des redevances, enfin plusieurs se rattachent à quelque souvenir local ou tirent leur origine du voisinage d'un repère connu.

Dans la première catégorie, il faut citer : la Magdelaine (de Dame Magdelaine de Nettancourt), à Tannois (du nom du seigneur de la Grange-aux-Champs), la Guise (terre ayant vraisemblablement fait partie du douaire de Marie Stuart qui était une Guise par sa mère)⁽¹⁾, le sac ou cens Henry (terre frappée de cens envers Henry de Nettancourt), la Dorlodotte (vigne appartenant à Marguerite de Dorlodot, veuve de Louis Doudet), le Buisson Morel (de M. Morel, prieur de Saint-Crépin de Possesse), pré Saint-Crépin (au prieuré de Possesse), à Jeand'heurs (gagnage des religieux de l'abbaye de Jeand'heurs), Houy Gérard (un Gérard fut abbé de Montiers

(1) Fille de Claude de Lorraine, duc de Guise.

en 1234), Houy Maillard (abbé de Montiers vers 1530), Le Guidon (Guy de Chaumont, abbé commendataire de Montiers, 1669), clos Poriquart (altération de Poriquet, procureur fiscal, 1755), champ Simon (procureur du seigneur, 1595), queues de Montiers (derniers prés de l'abbaye), et d'autres portant les noms d'habitants, champ Noël, vallée Fauguignon, coteau Colas (pour Nicolas), Hua, côte Jeannot (pour Jeannin, vigneron 1679), vigne Pierre, côte Paquet-Rouy (altération de Pasquet-Rouyer), pré Douillot, haie Martin, clos Robé, Chaudée (du nom des Chaudet, famille protestante, vers 1678), oseraie Clément, épine Aubry, côte Colin, paquis Maudas (Modas, 1679), champ Pillot (probablement de Pillotel, 1679), pré Ferry, gués Tobie, Samuel et Marié, coin Pierre Boucher, la Cadouze (une dame Cadoure existait au xvi^e siècle), champ Dinjean, le Meunier, la Gille, Moinot, etc., la Chaplotte (terre dépendant de la chapelle, probablement de la chapelle Notre-Dame fondée par les seigneurs de Nettancourt), Matagot (terme injurieux ou surnom).

Une deuxième catégorie comprend les noms tirés d'un aspect du sol : Ville-Haute, la Côte, l'Échafaud ou *chaffau* (endroit élevé en vieux français), Parhoux (le vieux verbe *parhaucher* signifie exhausser), Fond de la Côte au Soleil, Nivelons (terrain aplani), Lessue (*lessus*, là-haut), Grande Côte, etc.

D'autres sont empruntés à sa végétation comme : Balosier (patois pour prunier), Poirier, Saussois, Houys (broussailles), Chardonnrière, Belle-Épine, Chetibois (chetifbois), côte des Noyers, Corotte (ou *caurotte*, petit arbrisseau), Chêne cloué, Petit Bois, Oseraie, Fauchée aux Aulnes, Hors joie (appelé anciennement orgot [1674], peut-être de *orgaz*, orge), Bossa (altération de *boschal*, petit bois), Sohie (du vieux français *soier*, scier qui donne *soïe*, scie); quelques-uns rappellent plus spécialement la production herbagère : Hautes fourrières, Fourrière (fourrages), Pré au lait, Pré des nœuds

(pour *noues*, c'est-à-dire semé de mares), l'Enclos, la Perche (du vieux français *perchee*, territoire sur lequel on a le droit de mettre les bestiaux en parc), Petit Paquis, usages de Huppemont (pâtures), la côte Bona ou *banna* (pâture banale) (1).

Ceux-ci évoquent le vignoble disparu : Grandes Vignes, Vigne blanche, noire, Vignette, Plancenier (petites boutures ou vignes nouvellement plantées), Orvignes (vignes abandonnées appelées dans un texte : désert-vignes).

La nature du sol se traduit par les termes suivants : Sable rouge, Grand et Petit Sablon, Gravelotte, étang de Huppemont, Vivier, Puisoir, Bourbier, la Mare, Blanches Terres, Pré meurin (*meur* ou *mour* en vieux français désigne un marais, une lande).

Trois lieuxdits semblent indiquer une appropriation du terrain par le feu : les Sartes (essartage), Haut de bran (hautes *brandes* signifie hauteurs brûlées), Ardoise (du vieux verbe *ardoir*, brûler).

Puis la faune des pays humides et ceints de vastes forêts se révèle dans la Canardière, la Héronois, la ruelle des Loups.

Parmi ceux qui évoquent des redevances ou expriment une valeur :

Les Gelinottes (redevances en *gelines* ou volailles), sac ou cens Henry, les Trois francs, le Grand et le Petit Sou. Un lieudit dont le nom a changé s'appelait la Chaponnière (redevance en chapons) [1674].

Ceux qui se rattachent à quelque souvenir local : Les Fins, contrée sise anciennement près des limites de la Champagne.

La Potence, où se dressait le gibet destiné aux exécutions de justice.

Huppemont, dernière évocation du village détruit en 1639

(1) Plusieurs coutumes appellent *bannies* ou *embannies* (d'où est venu sans doute : *abonnées*) les prés réservés par la communauté « après la dépouille » à l'usage de la vaine pâture.

par les Suédois et de la cense des religieux de Jeand'heurs, qui lui survécut jusqu'à la Révolution.

La Grange-aux-Champs, exploitation rurale créée sans doute par les cisterciens de Montiers-en-Argonne selon les statuts de leur ordre, et devenue dans la suite une seigneurie. Le gagnage s'appelait La Grange de haut avant 1508, à cause de sa situation en amont du village.

Les Ambrières, prairies données en récompense (du vieux terme *amerière*, récompense).

Derrière Luxembourg. Suivant une tradition, ce vocable étranger rappellerait un épisode des guerres de religion, le siège d'une demeure, dont les habitants se rendirent comme la ville de Luxembourg à François I^{er} en 1543; il pourrait bien aussi perpétuer le souvenir d'un individu, surnommé Luxembourg à cause de son origine, ainsi que cela était fréquent.

Le Morthomme se réfère évidemment à un décès notoire.

Derrière le Pressoir, s'applique à la région située derrière l'ancien pressoir banal.

Il faut enfin citer les noms tirés des ruisseaux Suizy, l'Eurande; des fermes ou moulins rapprochés : sur Hurtebise (ancienne ferme Sainte-Marie de Montiers, aujourd'hui sur Sommeilles); Rondefontaine (ferme sur Vroïl), pré sous Rencourt (ferme sur Noyers); le Moulinet, sous le moulin; de chemins : sur la Grande ruelle, Haut des charrières, chemin de Saint-Mard (anciennement de Vroïl à Saint-Mard sur le Mont), les Voies, etc.

La *Volée* et la *Louchotte*, lieuxdits tirés de deux termes qui, en patois local, expriment, l'un une petite écuelle ou volette, et l'autre une sorte de bêche autrefois utilisée par les vignerons.



Territoire de Netancourt et ses environs.

Carte d'État-major $\frac{1}{50.000}$

CHAPITRE II

LES CULTURES

Cultures. — Leur diversité. — Leur morcellement. — Leur répartition. — Prés et pâtures. — Bois. — Vignes. — Céréales. — Labourage. — Récoltes. — Chanvre. — Navettes. — Productions animales.

L'action de l'individu sur le milieu que nous connaissons va nous montrer les modifications incessantes dues à son travail, sous le double empire d'assurer sa subsistance et de pourvoir par l'échange à ses besoins. Tout porte à croire que primitivement l'exploitation rurale de Nettancourt fut conquise sur la forêt; les cisterciens, établis à Montiers-en-Argonne, durent contribuer, dans une large mesure, à la mise en valeur du sol. D'ailleurs ces « moines défricheurs » possédaient dès 1138 des terres et prés sur Nettancourt.

Au ^{xiii}^e siècle, le fief du seigneur comprend outre les terres et prés, un bois, « c'on dit es Sarces » ainsi que des vignes (*vineas*); il est de nature à suffire aux besoins de ses habitants. Ceux-ci se livrent à la culture des céréales, entretiennent des troupeaux, font moudre leurs grains au moulin, déjà fixé sur les rives de la Chée, et obtiennent même la construction d'un four pour lequel ils trouvent sur place le bois nécessaire à son usage.

Plus tard, ils auront également les pressoirs, rendus indispensables par l'extension du vignoble.

Cette production purement locale, basée sur une intelli-

gente utilisation du sol, était singulièrement avantageuse à cette époque féodale, dans un pays presque impénétrable en hiver.

Admirablement partagé en vue d'obtenir une abondante diversité de produits, ce territoire privilégié conserve au cours des temps la plupart de ses cultures, si exactement adaptées à son sol. Jusqu'à nos jours, on retrouve les prés naturels sur les riches alluvions de la vallée de Chée, les terres cultivées sur les plateaux les moins humides, tandis qu'aux flancs les plus raides des côtes, « ne pouvant être labourées », s'accroche la vigne, ou les rares parcelles boisées, épargnées par la hache des défricheurs.

Si les éléments ne manquent pas pour nous donner une idée des productions végétales du sol de Nettancourt, il est plus difficile de déterminer leur quantité, de leur assigner une surface définie.

Outre l'imprécision des documents antérieurs au cadastre, il y a lieu de tenir compte des conversions d'anciennes mesures locales en celles du système métrique, et aussi du manque de corrélation entre les diverses statistiques. Malgré ces réserves, il paraît intéressant de suivre même à grandes lignes l'évolution agricole de cette commune. A cet effet, les textes les plus précieux à étudier sont : le pied terrier de 1680, établi sous les ordres de Colbert en y adjoignant les aveux du seigneur de Nettancourt de 1634. C'est en quelque sorte un état de situation du territoire à la fin du *xvii^e* siècle⁽¹⁾.

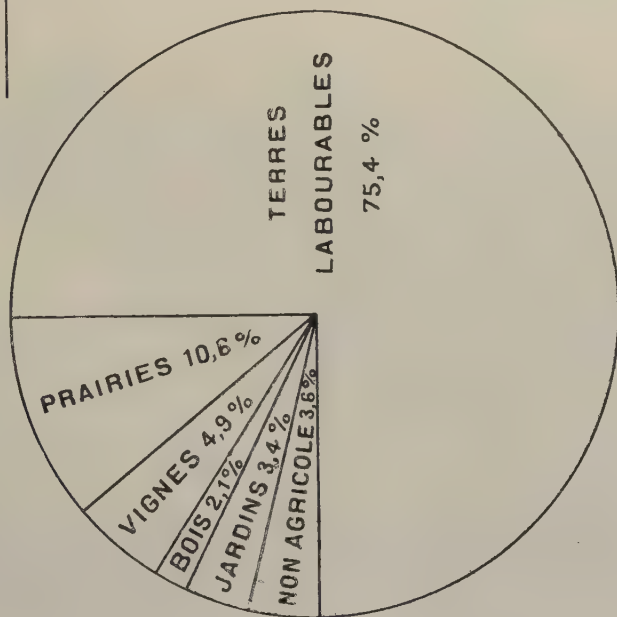
La statistique de l'Intendance de Champagne en 1773 contient des indications très claires⁽²⁾.

Quant au *xix^e* siècle, le cadastre de 1825 et les enquêtes agricoles décennales nous fournissent les plus amples renseignements.

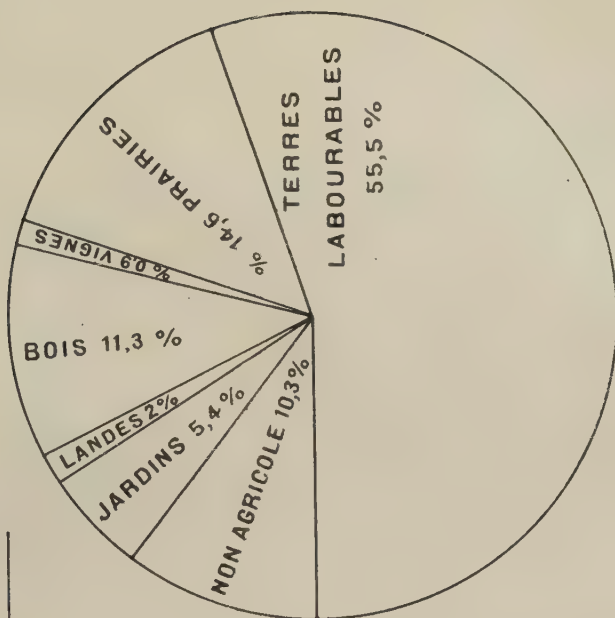
(1) Il a été tenu compte également d'un rôle de taille de l'année 1705.

(2) Elle donne la répartition de 2.073 arpents du territoire de Nettancourt (environ 740 hectares), sans parler du village, des chemins, cours d'eau, etc.

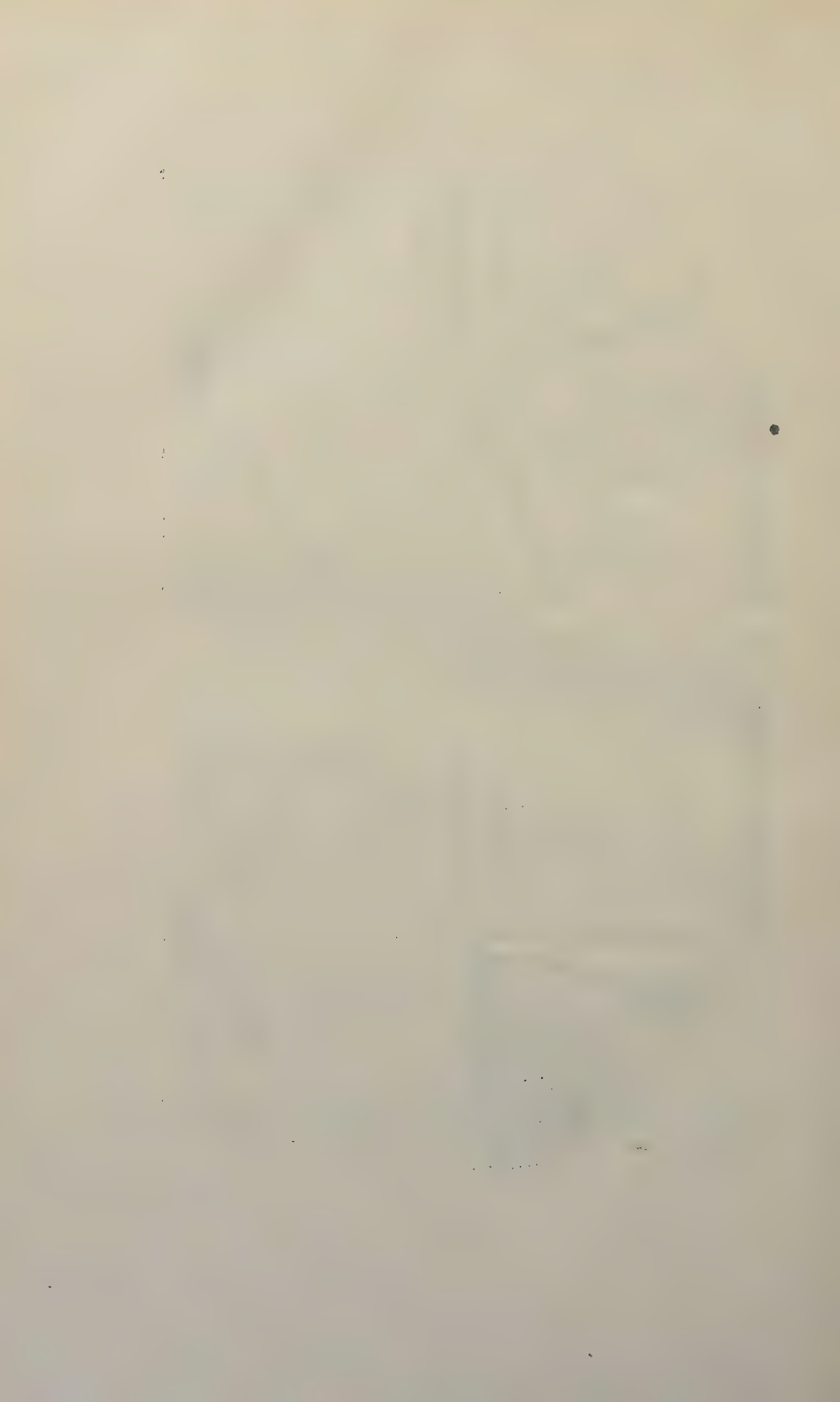
RÉPARTITION DU TERRITOIRE.



1826.



1904.



Voici d'ailleurs les évaluations cadastrales :

	Hectares.	Ares.	Centiares.
Terres labourables.....	864	80	94
Prés fauchables.....	120	9	93
Vignes.....	56	15	17
Bois.....	10	90	»
Chênevières.....	25	67	52
Jardins.....	5	64	53
Vergers.....	8	2	30
Bois plantés.....	6	81	»
Pâtures et pâtis.....	1	87	40
Étangs.....	7	16	30
Routoirs.....	»	44	»
Canaux.....	1	16	»
Saussaies, oseraies.....	»	81	96
Marais.....	»	3	95
Friches.....	3	61	45
Territoire non agricole.....	31	71	58
TOTAL.....	1.144	94	»

La statistique de 1773, incomplète, donnait en *arpents* de Paris :

	Arpents.
Jardins.....	36
Prés.....	310
Vignes.....	80
Bois.....	20
Pâtures.....	187
Terres labourables.....	1.440
TOTAL.....	2.073 (ou 708 hect.55).

Ce qui frappe tout d'abord, c'est l'extrême morcellement du sol à Nettancourt. Le volumineux terrier de 1680 accuse d'infimes champs et le cadastre de 1825 contient exactement 6.608 parcelles, réparties entre 350 propriétaires pour un territoire de 1.145 hectares⁽¹⁾.

(1) Cela donne une moyenne de 19 parcelles environ par propriétaire, et chaque parcelle ayant une étendue moyenne de 17 ares, sans défalcation du territoire non imposable, rues, chemins, rivières, etc.

Ce morcellement tend à diminuer par suite de l'extension des échanges.

De tous temps, les prés et les pâtures ont tenu une place importante dans la vie agricole locale (1). En permettant la subsistance d'un bétail nombreux, ils assuraient au paysan la culture de ses céréales, principal objet de ses préoccupations. En dehors des abondantes fumures et de la forte traction exigée par sa terre, les animaux lui fournissaient d'appréciables produits tels que la viande, le lait, la laine. De ce fait, les pâtures sont recherchées et deviennent une source de revenus pour leurs détenteurs. A côté des 310 arpents de pré, il y a, vers la fin du xvm^e siècle, 187 arpents de pâquis. Sur le territoire de l'ancienne paroisse ruinée de Huppémont, l'abbaye de Jeand'heurs autorisait le parcours, « moyennant 6 deniers par an par bête à pied fourchu ». Ce pâquis de Huppémont, indispensable à la communauté de Nettancourt à cause de l'étroitesse de son finage, pouvait nourrir de 400 à 500 bêtes, pendant presque toute l'année.

D'après la coutume de Vitry (art. cxxii), la vaine pâture pouvait s'exercer sur les « terres en friche, labourages hors les dépouilles, terres non ensemencées, prez après la faux et jusqu'au quinzième de février ou au commencement de mars ». Comme l'usage était de faire deux coupes sur les prés, un arrêt de 1577, rendu au profit de Geoffroy de Thannois, condamna les manants de Nettancourt, qui avaient mené paître leurs bestiaux sur ses prés avant les regains.

Ainsi s'établit la jurisprudence, et le terme de la Saint-

(1) Vers 1160, l'évêque Boson reconnaît aux religieux de Montiers des prés « *apud Nettancurt* ». En 1206, cette abbaye accepte de Philippe de Nettancourt une donation de pâturages sur Nettancourt et y acquiert deux fauchées de pré en 1245 (Bibl. nat., mss. Collect. de Champagne, t. XXIII). Les prés entrent pour une part importante dans les tenures des seigneurs de Nettancourt, citées aux rôles des fiefs de Champagne (xiii^e siècle).

Remy fut dans la suite le point de départ de l'exercice de la vaine pâture.

Les prés naturels présentent une augmentation sensible ; une vingtaine d'hectares leur sont acquis depuis 1825.

A la suite de la crise agricole et sous l'influence de la loi du 3 novembre 1884 sur les échanges d'immeubles ruraux favorisant ainsi le remembrement de la propriété, des pacages ont été créés. On y embouche des bovins d'avril à octobre.

Le bois n'a jamais occupé qu'une surface restreinte et variable. Ces variations de la superficie boisée peuvent s'expliquer par un mode de culture longtemps en usage dans les provinces du Nord-Est : l'*essartage*. Ce procédé consistait à profiter de l'amélioration du sol par le bois pour lui faire succéder une céréale, aussitôt l'exploitation des taillis terminée et les dernières brindilles détruites par le feu. Les antiques dénominations de sartes, hautes brandes, ardoise, paraissent rappeler ce genre de culture aujourd'hui complètement disparu (1).

Malgré leur faible importance, on retrouve dans les divers actes d'aveux, de ventes, de dénombremments de l'Ancien Régime, ces bosquets au même lieu et sous les mêmes désignations : La Boudière, de 16 arpents, acquise en 1376 par Jean de Nettancourt à M. de Moncel, est mentionnée dans des déclarations de 1602, 1634, 1712. Cette contrée, entièrement déboisée à la fin du xviii^e siècle, a été restituée à la forêt au siècle suivant, à cause de son éloignement.

Le bois le Bon ou le Bout, acquis par Georges de Nettancourt en 1428, et qui couvrait en 1543 jusque 47 arpents, a disparu pour faire place à des terres cultivées.

Suivant une tradition ayant cours en 1769, une forêt avait précédé le pâquis de Huppémont. La futaie n'y était pas négligeable, car, l'an 1428, l'abbé de Jeand'heurs y fait

(1) Le contrat de mariage de Louis de Nettancourt mentionne « la cense de Lessard, produisant 30 muids, moitié froment et avoine ».

exploiter les matériaux nécessaires aux réparations du pressoir du Bourg à Bar.

Le bois d'Essard ou des Sartes est le plus ancien ; mentionné dès le ^{xiii}^e siècle parmi les éléments du fief de Gilo de Netoncourt, ce bois, « c'on dit es Sarces », s'est perpétué jusqu'à nos jours au même endroit, sans grande modification d'étendue. Dans l'appréciation des biens de Nicolas de Nettancourt de 1543, il figure pour 19 arpents. En 1773 et 1784, les dénombrements fournis à l'intendance de Champagne lui attribuent 20 arpents. A cette époque, exploité *en blanc étot*, il approvisionne les habitants en bois de chauffage et fournit les 50 cordes, indispensables aux industries locales : « un alambic et une huillerie, travaillant quatre mois ». Après 1789, les Sartes, alors exploités à 12 et 15 ans, reçurent un aménagement en taillis composé par une réserve de « 40 balivaux par arpent » et la révolution fut ainsi portée à 25 ans.

Quoi qu'il en soit, ces bois ne suffirent pas à la consommation totale des habitants en combustible. Heureusement les forêts voisines de Montiers et de Belnoue pouvaient donner à peu de frais le complément nécessaire.

La vigne fut cultivée fort anciennement à Nettancourt, ainsi que nous le prouvent de nombreux textes. Une donation de 1218, faite au profit de l'abbaye de Montiers par Philippe de Nettancourt, stipule 4 muids de vin à prendre sur les vignes de Nettancourt ⁽¹⁾. Dans les rôles de fiefs du ^{xiii}^e siècle, il est question de *vineas* sur le même finage.

Cette culture paraît avoir subi bien des vicissitudes, soit par suite des conditions climatiques défavorables, soit en raison de sa réglementation restrictive au ^{xviii}^e siècle. Un édit de 1747 ne défendait-il pas de planter des vignes sans autorisation ?

Les gelées précoces, les intempéries, venaient souvent com-

(1) Bibl. nat., mss. Collection de Champagne, t. XXIII, f° 79.

promettre la récolte et décourager le vigneron. Un état, remis à l'Intendant en 1769, mentionne « 2 journaux de terre, cy devant en vignes incultes depuis près de 13 ans ». La récolte de 1773 est seulement de 214 muids au lieu de 286 muids en année commune. Le raisin mûrit tard et on est parfois obligé de vendanger jusqu'à la fin d'octobre, comme en 1782, même « en deux fois dans le délai de 15 jours ».

De même que les céréales, les vignes sont l'objet de règlements spéciaux. Chaque année, il est procédé à la nomination de garde-vignes, qui reçoivent « 6 sols par journal ». Défense est faite « à toutes personnes, de quel callitez qu'il puisse être, d'aller audittes vignes, passé le 25 septembre, à peine de 6 livres d'amande et de 10 livres d'amande contre ceux qui trouveront rapportée des rézin soit dans leur poches, tablyé, hoste ou pagnies ».

On ne saurait être surpris de la rigueur de ces injonctions, quand on connaît la passion véritable de l'habitant pour sa vigne. Du petit artisan au laboureur, comme du manouvrier au seigneur, chacun vient au terrier de 1680 déclarer son lopin de vigne, et la qualification de vigneron y est très répandue (1).

La production est essentiellement variable, elle subit l'influence des saisons. En 1793, par exemple, 125 verges de vigne en « résain blanc produisent, avant le bouliage du vin, 7 pièces jauge Champagne ».

La statistique de 1884 accuse un revenu de huit hectolitres à l'hectare. En dehors de sa récolte familiale, le vigneron vendait du vin même en Champagne; il ne manquait jamais de distiller ses marcs, afin de s'assurer chaque année son eau-de-vie de consommation journalière.

Sur les céréales portent tous les premiers efforts du paysan,

(1) Un acte de nomination de garde-vignes évalue à 130 journaux le vignoble de Nettancourt en 1780. Cela fait une cinquantaine d'hectares.

dominé par le souci de se procurer du pain. La plupart des ordonnances de l'Ancien Régime témoignent cette crainte perpétuelle de disette de froment. Pour éviter l'épuisement du sol, il fallut de bonne heure imaginer sur la même terre une alternance de cultures, capable de lui conserver sa productivité.

Sous la régence de Blanche d'Artois, un hommage mentionne à Nettancourt des « terraiges des terres de trois ans d'ang ».

Il s'agit vraisemblablement de l'assolement triennal, adopté jusqu'à nos jours; la première année on emblavait en froment, la seconde en avoine, et la troisième année était une jachère morte ou *versaine*.

C'est seulement à la fin du xviii^e siècle qu'apparaissent en petite quantité, il est vrai, les cultures de seigle et d'orge ⁽¹⁾.

Le labourage surtout pénible par les pluies, et les charrois difficiles à travers des terres argileuses, fatiguaient les animaux et réclamaient une traction considérable. A ce point de vue, les bœufs avaient la supériorité sur les chevaux; la ferme du château en possédait dix vers 1755.

Le recensement du 7 nivôse an II, nous apprend que sur les 97 chevaux de la commune « un tiers est absolument mauvais », et que 41 bœufs y sont « employés au labourage ».

De la disparition du bœuf comme animal de culture dans nos exploitations, on a donné diverses raisons. Dans une étude sur le département de la Marne, parue en 1861, un auteur écrit : « En Argonne, la terre est trop humide, trop argileuse, et à cause du peu de jours que ce climat changeant et cette terre hydratée laissent aux cultivateurs, il est nécessaire que chaque travail s'exécute dans un délai très court. Le bœuf

(1) Tandis qu'on ensemait annuellement 3.480 boisseaux de blé et 3.675 boisseaux d'avoine, on ne mettait en terre pas plus de 300 boisseaux d'orge et 60 boisseaux de seigle (statistique de 1773).

est trop lent ». Mais ce changement de traction animale dû aussi à une prédilection marquée du cultivateur pour le cheval, a coïncidé avec l'amélioration des chemins, d'un roulage plus facile et favorisant les charrois rapides.

La charrue, ou plutôt l'araire, est l'instrument auquel se mesure l'importance de la culture. En 1773, on estime qu'une charrue, occupée toute l'année, est suffisante pour cultiver 54 arpents de terre (18 ha. 50). La communauté de Nettancourt n'en possède pas plus de dix-neuf dans ces conditions. De nos jours, on compte encore une charrue et trois chevaux pour une vingtaine d'hectares.

Pour le récolter, on « faussille le froment » en 1774, et les habitants se réunissent pour décider par quelle contrée ils commenceront le 1^{er} août de cette même année. La faux ne fait son apparition que dans la première moitié du XIX^e siècle.

Les récoltes de céréales exigeaient une police bientôt étendue à toutes les autres cultures. Des *gardes d'emble*, nommés par les habitants, reçoivent vingt boisseaux de froment l'an 1777 pour surveiller les champs « empouillés en froment, seigle, orge et avoine ». Leur commission de 1779 étend leurs pouvoirs à la garde des « chanvre et autres graines, qui veut dire navines et navette et herbes de la prairie ».

Le chanvre, dont il est question dans cet acte de nomination de garde, est une plante cultivée de longue date en vue de l'utilisation familiale. Il croissait sur les meilleures terres, après de fortes fumures; les chènevières étaient recherchées: ainsi le seigneur Louis de Nettancourt, par une acquisition de 1588 à un manouvrier, s'en assure une douzaine de verges. Le chanvre fournissait une graine oléagineuse, facile à transformer, puisqu'une huilerie existait à Nettancourt. De plus les tiges, après une longue macération dans l'eau, se teillaient pour donner de la filasse, utilisée ensuite par l'industrie familiale pour la fabrication de ses étoffes.

Des fosses, appelées *roises* ou *routoirs*, étaient ménagées pour le rouissage du chanvre, auprès des sources et sur les rives de la Chée (1).

Les « navines et navettes » furent également l'objet d'une culture en vue de leur rendement en huile.

La conclusion à dégager de ces chiffres est d'une part le maintien de certaines cultures et d'autre part la disparition et la régression d'autres, au profit des bois et de la production fourragère.

Fidèle à la production des céréales, le laboureur y a introduit les progrès de la culture intensive. La jachère a reculé devant l'introduction des légumineuses dans l'antique assolement triennal; commencée sur 2 hectares en 1858, la betterave à sucre couvrait 40 hectares en 1892. Pommes de terre, betteraves et fourrages artificiels font désormais partie de l'assolement qui tend ainsi à se modifier.

Le chanvre et les graines oléagineuses sont aujourd'hui inconnus, supplantés par les produits nouveaux : le coton, les huiles du Midi et d'importation coloniale (2).

La vigne a fait place aux vergers; les maladies qui sévissent sur elle, la raréfaction de la main-d'œuvre, la concurrence des vins du Midi ont contribué à sa disparition.

D'incessants reboisements de terres éloignées et humides ont fait passer la surface forestière de 10 hectares en 1825 à 130 hectares en 1904.

Les rendements sont meilleurs quoique peu soutenus; de 16 hectolitres à l'hectare en 1850, le blé descend à 13 hectolitres en 1904, et atteint 18 hectolitres en 1906.

(1) Elles avaient généralement deux ou trois centiares et figurent au cadastre de 1825 pour une superficie totale de 41 a. 99.

(2) Aujourd'hui un cordier des environs est obligé d'acheter des matières premières importées de Russie.

Jusqu'alors son maximum semble être : 20 hectolitres (statistique de 1892).

La statistique de 1773 nous révèle les rendements suivants relativement aux céréales :

Le froment et l'orge donnaient deux boisseaux et demi pour un boisseau de semence, l'avoine trois boisseaux et le seigle deux (1).

La production animale a occupé une large place dans l'histoire agricole de Nettancourt. Elle est une conséquence de sa situation, favorable à l'entretien d'un nombreux bétail. Parmi ses prérogatives, celle à laquelle la communauté attache une grande importance est le choix du personnel chargé de surveiller ses animaux : un *pastre pour bestes armailles* et un porcher (engagé en 1730 moyennant 55 livres par an).

Le dénombrement de 1773 accuse : 102 chevaux, 300 bêtes à cornes, mais aucune bête à laine, alors qu'à la ferme du château seulement, il y avait 321 bêtes ovines, y compris les agneaux en 1755. Cette disparition, d'ailleurs momentanée, du mouton s'explique par les conditions défavorables à cet élevage, qui prospère surtout en terrains secs.

Voici, à un siècle d'intervalle, le contingent de la population animale :

	En 1793 (2).	En 1892 (3).
Chevaux.....	125	98
Bœufs.....	41	2
Vaches.....	203	157
Veaux.....	60	30
Porcs.....	24	242
Moutons.....	262	650

(1) Le boisseau de froment pesait 20 livres; de seigle, 18 livres et demie; d'orge, 16 livres et demie; d'avoine, 12 livres.

(2) Le recensement de 1793 est extrait des registres municipaux; sur les 125 chevaux, 28 étaient employés « aux services de l'armée ».

(3) Ces chiffres sont tirés de la statistique décennale de 1892, établie au 30 novembre.

Le dénombrement de 1793 eut lieu à un mauvais moment, car le chiffre des bêtes venait de décroître à la suite d'une maladie, qui avait décimé une cinquantaine de têtes en quatre mois.

La diminution d'animaux en 1892 est en relation étroite, d'une part avec l'abaissement de la population agricole, d'autre part avec la réduction des surfaces cultivables. Quant à l'élévation remarquée dans l'espèce porcine, elle tient à la nécessité où se trouvent les ménages ruraux, aujourd'hui devenus plus grands consommateurs de viande, de se procurer à meilleurs frais une partie de leur alimentation au moyen de l'élevage d'un ou de plusieurs porcs chaque année.

Les moutons, dont le troupeau oscille suivant les périodes où les conditions climatiques leur réussissent, assurent cependant un rendement rémunérateur. Depuis 1892 leur nombre a diminué par suite de maladies, peut-être aussi en raison de la restriction de l'étendue des jachères et des parties incultes.

CHAPITRE III

VALEUR DES PRODUITS

Détermination de la valeur. — Les mesures anciennes et nouvelles. — Leur histoire. — La monnaie. — Les prix. — Denrées d'alimentation. — Maisons. — Terres. — Modes d'amodiation. — Valeur locative des terres. — Les salaires à la journée et à la tâche.

Déterminer la valeur d'une propriété ou d'une denrée, c'est ramener cet objet à un étalon connu; cette base étant fixée, il semble facile de comparer des surfaces, des volumes, des choses de valeurs vénales différentes entre elles. En réalité, rien ne présente plus de difficultés pour l'Ancien Régime; d'abord beaucoup de ces mesures sont imprécises, variables avec le temps, selon la province et suivant chaque seigneurie ⁽¹⁾, ensuite, ce qu'on a appelé « le pouvoir d'acquisition » de l'argent n'est plus le même que de nos jours. La même quantité d'or ou d'argent, généralement représentative de la valeur d'une chose, ne fournit pas, à des époques différentes, les mêmes satisfactions. Aussi est-il impossible de dégager de la masse des documents un tableau complet et exact des anciennes mesures. Quoi qu'il en soit, il a paru intéressant de mentionner ici celles habituellement employées à Nettancourt ou à son sujet et mentionnées par

(1) Chaque seigneur justicier peut avoir une mesure particulière. Aussi le contrôleur général se plaint-il à l'intendant de Champagne de l'inégalité des mesures pour les grains (lettre du 20 avril 1688, Correspondance avec les intendants, Boislisle).

les aveux, dans les actes de vente, de donation, etc., même sans pouvoir leur attribuer une valeur correspondante à notre système métrique.

Primitivement les mesures locales se confondent avec la valeur monétaire des objets à apprécier; d'après les *feoda Campanie* du ^{xiii}^e siècle, le fief de Nettancourt se divise en *livrées* (*librata*) et *soldées* de terre (*solidata*), correspondant sans doute à la valeur d'une livre et d'un sol. Plus tard apparaît la *denrée* (ou *denerée*), terre de la valeur d'un denier. Vers la même époque, d'autres manières de calculer, basées sur le mode de travail, sont également en usage; les prés se mesurent à la *fauchée*, et les terres labourables à la *charruée* ⁽¹⁾ (*carrucata*). Ce dernier mode d'évaluation paraît s'être maintenu assez tard, comme nous le verrons plus loin.

Sous les comtes de Champagne, les redevances en grains se comptent par *sextiers*, par *bichet* et par *mine*, à la mesure de Possesse ou « à la viez mesure de Vitri » ⁽²⁾, ainsi que par *quarterons*. Un aveu de 1394 parle aussi de sextiers, « à la mesure de cette ville de Neptancourt ».

La monnaie employée dans les marchés est la livre forte de provins (1253) ⁽³⁾. A cette époque, seuls existaient, comme monnaie réelle, le denier parisis et le denier tournois avec leurs divisions en demi-deniers, mailles ou oboles; la livre et le sou étaient des monnaies abstraites, dites de compte.

Malgré la grande diversité de signes monétaires ayant cours au Moyen âge, il est probable que la plupart des pièces en circulation dans la région, durant les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, sortirent des ateliers de Châlons et de Sainte-Menehould, qui

(1) D'après M. A. Lefevre (*Finances en Champagne aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles*), la charruée équivalait à 120 arpents.

(2) Cf. Longnon, *Rôles des fiefs de Champagne* et *Le domaine comtal*.

(3) Ysambart de Netoncourt est ainsi payé par l'abbé de Montiers (Bibl. nat., mss. Collect. de Champagne, t. II, f° 68.

frappèrent des *blancs* de deniers tournois, des écus, et même des francs d'or.

Le testament de Jean II de Nettancourt (1384) attribue à sa veuve cinquante francs d'or, au cas de rachat d'une rente de cent soldées de terre à Nettancourt; celui de Jean III (1501) évalue à « six blancs » le prix de messes à faire célébrer.

A un contrat de vente, consenti à Jean de Nettancourt en 1376, le prix est spécifié en « francs d'or, au coin du Roy notre Sire ».

Plus tard, dans des actes seigneuriaux de 1418 et de 1428, les sommes à payer pour prix d'acquisitions sont portées en livres et en sols tournois.

A partir du *xvi^e* siècle, il est permis d'arriver à une approximation plus exacte dans l'établissement des mesures en usage jusqu'à la Révolution. En voici la nomenclature, dressée d'après les documents de cette période relatifs à Nettancourt.

Tableau des anciennes mesures les plus usitées à Nettancourt.

<i>Mesures linéaires.</i>		Mètres.
La verge de 20 pieds.....		6,4968
La perche.....		3,85
La toise.....		1,9490
Le pied.....		0,3248
Le pouce.....		0,0270
<i>Mesures de superficie.</i>		Ares. Cent.
La verge carrée.....		42,2084
L'arpent ou journal de terre (90 verges).....		37,98
(1) L'arpent ou fauchée de prés (100 verges)...		42,20
Le quartier de terre (22 verges 5).....		9,49
La danrée	} (12 verges).....	5,06
L'andin de prés		

(1) C'est l'arpent commun de Champagne de 100 perches carrées de 20 pieds de côté.

Mesures de capacité.

	Litres.
Pour les grains le boisseau ou bichet de Châlons raclé.....	17,7
— — le bichet comble.....	23,63
— — le septier (8 bichets) (1) (mesure de Châlons).	14,16
Pour les liquides : le muid	288 pintes.
— — la pinte.....	0,93 centil.
Pour les bois : la grande corde (5 pieds $\times$ 5 pieds).....	2 st.,5
— la petite corde (5 pieds $\times$ 3 pieds).....	1 —,57

Mesures de poids.

La livre.....	environ 500 gr.
L'once.....	— 30 —,59

Le système métrique, décrété par la Convention, devait supprimer toutes les mesures locales et unifier ces diverses bases d'évaluation; il rencontra de grosses difficultés. Le 20 pluviôse an XIII, un arrêté du préfet de la Meuse obligeait les marchands, ouvriers, etc., à se pourvoir de nouveaux poids et mesures pour le 15 ventôse suivant. Des visites étaient ordonnées aux maires, adjoints, commissaires de police, pour s'assurer de l'usage de ces nouvelles mesures; en dépit de ces prescriptions, les anciennes ne sont pas encore oubliées. Enfin le système métrique a prévalu définitivement sous Louis-Philippe, et depuis la loi du 4 juillet 1837, son application a été rigoureusement surveillée.

L'unité la plus répandue, qui a persisté jusqu'à nos jours, est la *verge*. Ses multiples, la fauchée et le journal, sont aussi couramment employés; mais elle est plus spécialement la base d'estimation des parcelles.

Par exemple, aux environs de 1720, voici la valeur de la verge à Nettancourt suivant sa nature :

(1) Le septier de 8 bichets est fréquemment désigné « à la mesure dud. Nettancourt ». 1634-1712-1774-1783. On dut employer aussi pour les grains, la *mine* valant un demi-septier et le *muid* de 12 septiers.

En vigne.....	4 livres 4 sols
— pré.....	3 — et demie.
— chènevière.....	1 — —
— terre.....	1 —

A la même époque, une maison de culture au centre du village, composée de quatre chambres, « avec ses aisances et dépendances », se vend : 835 livres en principal, tandis que la maison du manouvrier atteint seulement 80 livres.

Le terme monétaire, d'usage ordinaire dans les actes de l'Ancien Régime, est la livre tournois, « monnaie de compte », n'existant que dans le langage; on se servait dans les paiements de pièces d'or, d'argent et de billon, variées, de sols et de deniers. Généralement les marchés étaient passés en argent au cours de France; lorsque le règlement avait lieu en argent, cours de Lorraine, un peu plus élevé, c'était spécifié au contrat. Ainsi en 1761 le sol, cours de France, équivalait à 1 sol 292 au cours de Lorraine.

Vers 1790, le revenu de vignes de M. de Marnesia est évalué « à 60 francs par an, en argent au cours de France ». Le franc et la livre se confondirent, et on trouve cette dernière dénomination jusqu'en 1810.

Les actes de vente comportaient habituellement le paiement de droits au profit du vendeur ou d'un intermédiaire, en sus du prix principal; ils étaient dénommés « d'épingle » et « vin » et se montaient environ à « un sol pour livre ». On rencontre aussi les expressions synonymes d' « un sol pour livre pour chapeau et livrée » (1780), qualifié dans d'autres actes : « sol de vins et de vestes », « pour coëffe », etc.

En comparant les denrées d'alimentation, on remarque une progression sensible des prix. Voici, à quatre périodes différentes, le cours des substances les plus usuelles à Netancourt :

	1785.	1850.	1871.	1900.
Une livre de pain.....	2 sols	0,45	0,20	0,20
La livre de viande.....	4 —	0,45	0,55	0,80
La livre de lard.....	8 —	0,70	1 »	0,75
La pièce de vin.....	12 livres	36 »	»	40 »
Le litre d'eau-de-vie.....	2 —, 5	0,80	1,50	1,50

Le vin du pays avait un cours très variable, subordonné aux fluctuations des récoltes; au mois de mars 1761, la pièce est à 7 livres. En septembre suivant, à 9 livres. En 1782, la pièce atteint 17 livres et monte jusqu'à 50 livres en 1795, pour du vin de cette récolte. En 1823 on la paie 18 francs.

Le froment, évalué en avril 1712 à 5 sols le bichet, monte à 10 livres le setier, au mois d'avril 1756; et pendant les années :

1782 le boisseau se vend	2 livres 8 sols.
1804 — —	2 — 10 —
1811 — —	5 —
1817 — —	13 francs.

Valeur vénale du sol (1).

	Terre.		Pré.		Vigne.	
	Verge.	Hectare.	Verge.	Hectare.	Verge.	Hectare.
1600-1650.	1 livre.	236 l.				
1650-1700.						
1700-1750	46 s. 4/2	195 l. 10 s.	3 l.	708 l.	3 l. 14	741 l. 04
1750-1800.	1 l. 18 s.	450 l. 06 s.	5 l. 09 s.	1.201 l. 24 s.	8 l.	1.888 l.
1800-1850.	3 f. 92	929 f. 04	9 f. 43	2.225 f. 48	11 fr. 16	2.633 f. 76
1850-1875.	5 f. 94	1.407 f. 78	13 f. 06	3.082 f. 16	7 f. 75	1.828 f.
1875-1900.	2 f. 99	708 f. 63				

On constate d'une façon générale une progression de la valeur du sol jusqu'à 1880, époque où la crise agricole a amené une dépréciation de la terre, qui semble maintenant enrayée.

(1) Ces moyennes ont été établies au moyen d'actes de vente sous seing privé et authentiques, de parcelles séparées ou en lot.

La valeur locative des biens fonciers a été également affectée par la baisse du cours des principaux produits agricoles. D'après le tableau indiqué plus loin les fermages ont diminué de 40 0/0 dans la dernière période.

Avant d'étudier le bail à ferme, tel qu'il existe de nos jours, il est indispensable d'établir une distinction entre les diverses amodiations des biens fonciers au Moyen âge. A côté de la propriété pleine et entière, c'est-à-dire le franc-alleu le plus répandu à Nettancourt à la fin du ^{xvii}^e siècle, se pratique le *bail à cens*. Par ce contrat, le propriétaire, et ici le seigneur, aliène à l'habitant une parcelle de maison ou de terre moyennant une redevance annuelle et perpétuelle. Quatre habitants seulement doivent « censive envers le Roy », pour leurs habitations, lors de la rédaction du pied terrier de 1679, mais beaucoup en payaient au seigneur.

A ce document figurent plusieurs déclarations de baux à ferme. Ce mode de jouissance se distinguait du bail à cens par ce fait que le propriétaire, abbé, seigneur ou roturier, ne vendait pas son bien, mais le prêtait pour une durée déterminée, moyennant un fermage convenu. Parmi les noms de notables, touchant ainsi des revenus pour des terres louées à Nettancourt, on remarque : MM. de Villare, abbé de Montiers ; Morel, prieur du Prieuré Saint-Crespin de Possesse ; Claude Gaulard, chanoine de Vitry ⁽¹⁾.

François de Thionville et Anthoine du Maiz, « escuyers », demeurant à Louppy-le-Château et au petit Louppy ⁽²⁾ ; Marguerite de Dorlodot, veuve de Louis Doudet de Vienne le Chastel ; Hélène de Mouchy, veuve de Estienne de Bousse, demeurant à Bar-le-Duc ; Claire l'Espagnol, veuve de Pierre Guillaume, vidame de Châlons ⁽³⁾.

(1) Nommé par le seigneur de Nettancourt à la chapelle N.-D. à l'église.

(2) Leurs héritages proviennent du propre de leur femme.

(3) Leur fille épousa, le 23 août 1654, Nicolas de Nettancourt (dit de Haussonville), comte de Vaubecourt.

Les locations sont faites à l'année ou par baux de trois, six ou neuf ans ⁽¹⁾. Des redevances en nature y sont spécifiées, surtout sous l'Ancien Régime; une location de terres et chènevières est consentie en 1708, moyennant un fermage annuel de cinq boisseaux et un *picotin*, et pareille quantité d'avoine par chaque journal. Les paiements ont lieu « à la Saint-Martin d'hyver », c'est-à-dire le 11 novembre. Le loyer de la ferme du château s'acquittait en espèces, en froment et avoine (1773); plus tard, seulement en espèces (1784). M. de Widranges cite encore des fermages, payables totalement en nature vers 1848; le preneur devait conduire, le 11 novembre à son propriétaire, vingt et une paires de doubles décalitres de blé et avoine par hectare de terre en roie. Aucun titre ne nous a permis de confirmer cet usage.

Le bail *emphytéotique* a été également pratiqué. Le moulin fut ainsi affermé par M. de Marnesia à Louis Bardin, meunier, le 26 mai 1782. Le cimetière des religionnaires, dit la Huguenoterie, après sa désaffectation, passa, par bail emphytéotique du 3 mars 1721, à Étienne Bardin. Cette tenure avait la particularité d'être consentie pour quatre-vingt-dix-neuf ans, moyennant une redevance annuelle exigible des héritiers du preneur.

Sous l'Ancien Régime, non seulement les maisons, les terres et les prés sont susceptibles de location, mais même les vignes.

L'entrée en location se fait pour ces dernières après la vendange, pour les terres et prés, à la Saint-Martin (11 novembre) ou à la Saint-Georges (23 avril).

Des bâtiments de culture, y compris un jardin potager et un logement composé de deux chambres à feu, sont loués en 1784, moyennant soixante-dix livres de loyer annuel.

(1) Adjudication des usages pour 9 ans (1754) et pour 6 ans (1780) (liasses du greffe de la justice de Nettancourt). Baux de ferme de La Grange-aux-Champs de 6 et 9 ans en 1703 et 1711.

Valeur locative du sol (1).

	Terres.		Prés.	
	Journal.	Hectare.	Fauchée.	Hectare.
1750-1800.....	5 livres	43 livres.	30 livres.	70 l. 80
1800-1825.....	8 francs.	48 l. 96	36 l. 50.	86 — 14
1825-1850.....		46 fr. 66	60 francs.	144 fr. 60
1850-1875.....		50 — »	70 —	165 — 20
1875-1900.....		30 — »	22 fr. 50	53 fr. 10

L'étude des salaires révèle une hausse de plus de 50 0/0, depuis le milieu du xix^e siècle seulement ; qu'on en juge par ces chiffres, empruntés en grande partie aux statistiques locales :

		Fin du xviii ^e siècle.	1862.	1892.	1910.
			Fr. c.	Fr. c.	Fr.
Domestiques de culture nourris à l'année.	Homme.....		200 »	450 »	480
	Femme.....	80 livres	140 »	300 »	360
Journaliers non nourris à la journée.	Ouvrier agricole. 24 sols		1,75	3 »	4
	Homme de métier.		2,50	3,50	5

Les salaires à la tâche ont suivi la même progression :

Pour une fauchée de pré, un ouvrier touche 10 francs en 1866, 12 francs en 1878, 13 francs en 1908.

La façon d'une verge de vigne, qui coûtait cinq sols en 1762, s'est élevée à 1 franc vers 1880.

(1) Ces moyennes ont été établies d'après des baux sous seing privé de lots de terre. Les locations de parcelles séparées eussent donné un taux sensiblement plus élevé.

CHAPITRE IV

DÉBOUCHÉS ET VOIES DE COMMUNICATION

Débouchés d'abord locaux. — Voies de communication. — Leur entretien sous l'Ancien Régime. — Leur description. — Les difficultés de circuler. — Développement des voies de communication au XIX^e siècle. — Conséquences.

La situation de Nettancourt, dans une contrée au sol tenace et souvent battu par les pluies, devait longtemps isoler cette localité. La voie romaine de Reims à Metz coupait, il est vrai, le nord de son territoire, mais laissait le village à une demi-lieue. Pris entre la Lorraine, alors pays étranger, et le désert de la Champagne pouilleuse, Nettancourt se trouva de ce fait privé de débouchés pendant longtemps. L'intelligente initiative d'un de ses seigneurs allait triompher de tous ces désavantages : par lettres-patentes de Louis XIII datées de 1614, Louis de Nettancourt obtenait l'autorisation de tenir, au siège de sa seigneurie, deux foires par an et un marché par semaine. Les foires de Saint-Barnabé (11 juin) et de Saint-Simon et Saint-Jude (27 octobre), de même que le marché « le lundy de chaacune semaine », eurent lieu sous une halle édifiée à cet usage, au centre de la paroisse. Heureuse innovation, ces assemblées facilitèrent beaucoup les transactions. Mais les entraves, sans cesse apportées, vers la fin de l'Ancien Régime, à la libre circulation des grains, durent leur porter un coup fatal ⁽¹⁾. En 1773, il n'y a plus ni foires ni marchés à Nettan-

(1) Il faut un passeport du Roi pour transporter en 1734 des grains de France en Lorraine.

court. La halle, n'étant plus entretenue, est démolie vers 1808 et une partie de son emplacement aliénée en 1817.

La voirie locale laissait beaucoup à désirer. Le syndic est obligé en 1716 de faire des remontrances aux habitants, car, dit-il, « la négligence, que lesdits habitants avaient apporté (*sic*) à l'entretien des chemins et issues dudit Nettancourt, les rendaient (*sic*) impraticables, de sorte que à grand peine peut-on entrer ny sortir dudit lieu à cheval ny en harnois sauve péril, à quoy il serait nécessaire de pourvoir tant pour leurs intérêts particuliers que pour le public ».

Le 30 avril 1769, un conducteur des chemins royaux vient visiter, par ordre de l'Intendant, les chemins, dont il dresse le tableau suivant :

	Long.
Rue du Moulin.....	250 toises.
— de l'Eglise.....	60 —
— des Juifs.....	140 —
— de la Halle.....	110 —
— de l'Eurande.....	119 —
— de Chée.....	110 —
Chemin allant du village aux pâtu- rages.....	520 —

Tous ont une largeur de 5 toises, sauf le dernier, qui a 7 toises et la rue de l'Eurande 6 toises ⁽¹⁾.

Il a soin d'ajouter en note le chemin de Châlons à Bar-le-Duc, « dégradé par la rivière ». Cette route, principal lien de communication entre Nettancourt et le siège de l'Intendance de Champagne, était incontestablement très ancienne et dans le plus mauvais état d'entretien. Elle serait, d'après M. Remy ⁽²⁾, déjà citée dans un acte de 1277 sous le nom de « grand chemin royal ».

(1) D'après Saligny, *Comm. de la Coutume de Vitry*, on paraissait autrefois attacher une certaine importance à la largeur des chemins. « *Le chemin royal a 40 pieds, la traverse ou voie, 20 ou 22, la charrière 10, le sentier 5 et la piedsente, 2* ».

(2) Ch. Remy, *Précis historique sur Charmont*.

La chanson de Garin le Loherain, au ^{xii}^e siècle, y fait passer ses héros : « ... Le jour se levait quand ils sortirent de Châlons pour ne s'arrêter qu'à Possesse, à demi-chemin de Bar-le-Duc, où ils arrivèrent le lendemain avant midi » ⁽¹⁾.

Cet itinéraire est considéré par les anciens géographes comme la voie la plus directe pour se rendre de Paris à Strasbourg ⁽²⁾. Piganiol de la Force mentionne en 1755 sur son parcours, à onze lieues de Châlons, Nettancourt, « village, à un quart de lieue duquel l'on trouve un petit ruisseau, que l'on passe sur un pont de bois; et ce ruisseau fait la séparation de la France et de la Lorraine » ⁽³⁾.

D'après le *Guide royal* de 1774 par Denis, cette route semble avoir été suivie par les diligences de Paris à Bar-le-Duc ⁽⁴⁾, ainsi que le prouvent les indications suivantes : « Allez à Châlons et de là à Saint-Memmie, Longevas, Coupeville, Frêne, Motte Cheriton, près le moulin de Bussy-le-Repos, Possesse, près le moulin de Charmont, Montgarnie, *Nettancourt*, au Nouveau monde ⁽⁵⁾, à Laymont, etc. ». Après avoir traversé le nord du village, elle se raccordait à la voie romaine, à flanc de colline, au-dessus du passage à niveau actuel de la gare, en un lieu appelé la baraque des gardes, à cause d'un ancien poste de garde frontière.

A cette époque, le « chemin romain » était peu fréquenté

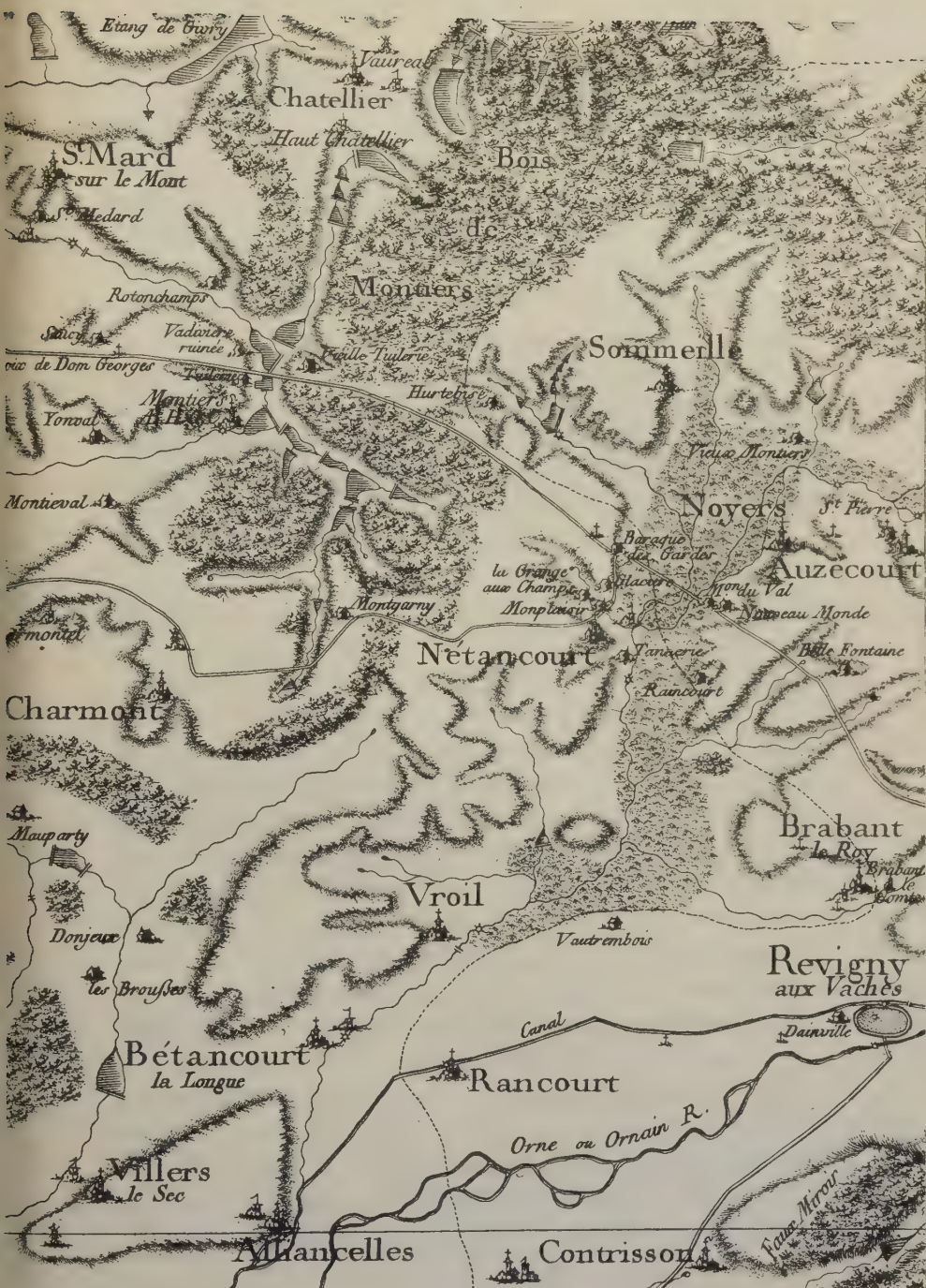
(1) Cf. Garin le Loherain, *Chanson de geste*, composée au ^{xii}^e siècle, par Jean de Flagy (éd. Paulin, Paris, 1862, in-12, p. 183). M. Maxe-Werly l'a certainement confondue avec la voie romaine dans ses *Recherches sur les voies antiques du pagus barrensis*, t. I, p. 11.

(2) Aujourd'hui la route nationale de Paris à Strasbourg passe par Saint-Dizier et Ligny-en-Barrois.

(3) Cf. Piganiol de la Force, *Nouveau voyage en France*, MDCCLV, t. II, p. 91.

(4) La route par Saint-Dizier dut être fréquentée davantage, si l'on en juge d'après les anciennes relations de voyage. Cf. *Ann. de la Meuse*, 1889 à 1892.

(5) Aujourd'hui : Maison du Val. M. de Widranges écrit en 1845 qu'il existe là un relais de la diligence de Paris à Strasbourg, « qui exploite cette ligne de communication depuis environ un an » (*Annuaire de la Meuse*, 1845).



Carte de Cassini, 1757.

au delà de Nettancourt vers la Champagne. La portion utilisée de Nettancourt à Bar-le-Duc laissait beaucoup à désirer sous le rapport de la viabilité ; maintes fois, des travaux avaient amélioré le passage des petits cours d'eau de la vallée de Chée.

Lorsque les gués devenaient trop mauvais ou infranchissables par suite des crues, des accidents s'y produisaient, tels que celui du maréchal du train de M. le duc de Villeroy, qui périt « au gué les Moines au Maison du Val », dans la nuit du 5 au 6 mai 1690. Les localités étaient obligées de construire des ponceaux en bois, dont les matériaux de durée limitée exigeaient d'onéreuses réparations. En 1732, Nettancourt contribue, avec d'autres villages, par ses subsides, à la réfection d'un pont sur la Vière, près de Possesse. Presque au même moment, il faut reconstruire un pont indispensable à la sortie du village, le pont La Perche (1735). De semblables dépenses, souvent répétées, absorbaient rapidement les ressources des communautés.

L'entretien des chemins se faisait à la corvée ; chaque année les habitants étaient astreints à travailler aux voies par ordre de l'Intendant, qui se reposait sur son subdélégué du soin de la surveillance. Une curieuse lettre de M. de Nettancourt au subdélégué (22 mai 1750), révèle comment ont lieu les corvées sur un mauvais chemin, par où passaient les bois de marine : « Effectivement Vroil (près de Nettancourt) est, de tous les villages voisins, celui qui est en plus mauvais état et les chemins impraticables, mais quoment y ont-ils travaillé, tout au plus quatre jours et l'ont fait de façon à rendre leur chemin plus mauvais l'année prochaine, car ils se sont contentés dans quelques endroits de la grande rue, qui est celle de passage, je n'ay point vu les autres, de mettre quelques *facines* de petit bois qu'ils ont recouvert de la boue d'à costé, au lieu de travailler d'un bout à l'autre de cette rue, et y mettre de bonnes *facines* ou du gros bois, et recouvrir, et élever le tout avec de la bonne grève qu'ils ont

à leur porte, mais ils ne l'ont pas voulu pour avoir un nouveau prétexte d'exemption de corvée l'année prochaine. Il en va estre de même de Bettancourt... » (1).

Ce mode d'entretien des chemins par du bois paraît s'être maintenu longtemps, car on trouve, dans le compte du receveur municipal de l'an IX, une dépense de 30 francs, « pour avoir acheté des perches d'aunes pour faire un corps au chemin de la Chavée ».

Aux plaintes relatives au mauvais état des voies, l'Intendant fait au curateur de M^{re} de Nettancourt (1767) cette réponse trop commode : « Nettancourt est situé dans un pays gras, les chemins en sont mauvais surtout en hiver, qu'il a cela de commun avec tous les autres villages du canton, que le beau temps les répareit naturellement et que les bois de marine ne se voituraient ordinairement qu'en été, où les chemins étaient beaux et praticables ».

Des travaux importants sont effectués l'année 1750 par la communauté de Nettancourt sur la rivière, afin de parer aux débordements qui saccagent sa prairie et dégradent la route.

Les réclamations pour l'entretien des chemins deviennent continuelles, car, avec de pareils matériaux, ils ne pouvaient être durables. De grands sacrifices sont cependant consentis par la communauté qui, en 1772 particulièrement, fait réparer ses chemins finagers; quelques années plus tard (1780), elle demande encore « à réparer les rues et avenues de leur village ». Les fumiers placés devant les maisons sont relégués dans les cours intérieures.

L'incorporation de Nettancourt au département de la Meuse en 1791 allait modifier le courant de ses relations; désormais attirée vers le sud, par Revigny, son nouveau chef-lieu cantonal, la commune trouve de ce côté le débouché naturel, créé géographiquement par la vallée de l'Ornain.

(1) Arch. de la Meuse, papiers de l'intendance, C. 153.

Au début cette transformation fut difficile et les habitants, à force de pétitions et de réclamations réitérées de 1823 à 1837, eurent de la peine à obtenir des pouvoirs publics la mise en viabilité du chemin des Voies et la reconstruction du pont sur la Chée, qui les mettaient enfin en communication avec Revigny par Brabant-le-Roi ⁽¹⁾.

Sans rechercher à quelles lois et à quelles initiatives notre pays doit le magnifique développement de ses voies de communication, gloire du siècle dernier, nous nous contenterons de constater la part véritablement privilégiée, dont a été favorisé Nettancourt pendant les cinquante dernières années. Ce territoire, qui, en dehors de ses mauvais chemins ruraux ⁽²⁾, était jadis desservi par l'unique chemin de Châlons à Bar-le-Duc, se bifurquant à la voie romaine, est aujourd'hui sillonné de treize kilomètres environ de bonnes routes empierrées et d'une voie ferrée de près d'une lieue avec sa station.

Les chemins ruraux sont encore loin d'être aussi heureusement partagés; des améliorations leur ont été néanmoins apportées. Généralement larges et bien distribués, ils sont l'objet de soins incessants. Grâce aux sacrifices des habitants, certaines portions fréquentées ont pu être empierrées.

Les matériaux, actuellement plus coûteux, tirés de loin ⁽³⁾, leur donnent une solidité et une durée meilleures que le simple gravier, utilisé encore vers 1830, pour réparer les rues du village.

(1) C'est seulement sous le second Empire que Nettancourt sera doté d'une voie convenablement entretenue, lui permettant de communiquer, en tous temps, avec Revigny : le chemin vicinal de moyenne communication n° 37, de Revigny à Givry, aujourd'hui reclassé.

(2) Lors de la reconnaissance des chemins ruraux, en 1825, on n'en mentionne pas moins de trente, non compris les rues du village (Arch. municip.).

(3) Pierres du Barrois, crasses de hauts fourneaux, trapp des Vosges.

Chemins du territoire de Nettancourt.

D'après l'état de viabilité des chemins établi pour 1911, il existe sur le territoire de Nettancourt :

I. — *Chemins de grande communication.*

	Longueur totale sur la commune, — Mètres.
N° 15 bis de Bar-le-Duc à Reims.....	5.157
— 27 de Sermaize à Sainte-Menehould.....	4.201

II. — *Chemins d'intérêt commun.*

N° 37 de Brabant-le-Roi à Laheycourt.	
Embranchement sur Nettancourt.....	808
— la gare de Sommeille...	601
— Charmont.....	1.874
TOTAL.....	12.641

III. — *Chemins vicinaux ordinaires.*

Néant.

La principale artère de ce réseau est la belle route départementale autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 1875 et construite aussitôt après. Rectifiant la voie romaine trop accidentée, elle traverse le village et le territoire dans toute leur longueur, du nord au sud, présentant dans son parcours de faibles rampes et des courbes très développées, facilitant le trafic intérieur de la commune, aussi bien que ses relations avec Bar-le-Duc et vers la vallée de l'Ornain.

Quelques années plus tard, en 1883, la Compagnie des chemins de fer de l'Est livrait à l'exploitation la ligne de Revigny à Vouziers, concédée en 1875, permettant de relier aux Ardennes l'important courant commercial, canalisé dans le val de Revigny. Une station, établie entre Sommeille et Nettancourt, à 1 kilomètre et sur le territoire de cette localité, n'a cessé d'accuser une progression constante.

Les chiffres suivants, empruntés aux statistiques de la Compagnie de l'Est, prouvent l'importance croissante du trafic, dû à la station de Sommeille-Nettancourt :

	Voyageurs expédiés.	Tonnes expédiées	
		en grande vitesse.	en petite vitesse.
En 1884.....	5.782	203	1 803
— 1911.....	9.927	845	8.402

En outre un bureau de poste, doublé d'une ligne téléphonique, et du service télégraphique complète heureusement les moyens de transmission.

Le résultat de cet accroissement des voies de communication, poursuivi depuis un siècle, se traduit par un développement des transactions commerciales vers des débouchés entièrement nouveaux et sans cesse étendus.

Naturellement portés vers le centre d'attraction de la vallée d'Ornain, lieu de passage de la ligne de Paris à Strasbourg et du canal de la Marne au Rhin, les producteurs délaissent les régions moins favorisées, où jadis ils écoulaient leurs denrées. Pressenti en 1839, le conseil municipal donne un avis négatif sur la création de deux foires par an à Vaubecourt, trouvant le marché de Bar « suffisant et pas plus éloigné » (1).

Servi par les progrès de la science, encouragé par l'amélioration des moyens de transport, l'agriculteur tend à remplacer le système de la vieille culture familiale, qui produisait tout, par les méthodes de l'industrie moderne ; il cherche à spécialiser son exploitation. Grâce à l'essor du machinisme et aux découvertes de la chimie agricole, qui ont pénétré dans nos campagnes, il peut lutter contre l'insuffisance de la main-d'œuvre. Recherchant la meilleure utilisation du sol, il oriente son activité vers un travail plus rémunérateur.

(1) Arch. municip. Registres des délibérations.

De tous ces progrès, une part considérable revient au développement de l'outillage économique, à la facilité et à la rapidité des communications. Que de changements imputables à ces deux causes sur le territoire qui nous occupe ! Disparition des plantes oléagineuses et du vignoble, suppression des petites industries rurales, transformation des cultures par l'emploi pratique d'engrais appropriés au sol, production intensive de plantes fourragères et même potagères, importation et exportation de bétail d'embouche, reboisement des terres de rendement inférieur ; toutes choses, qui eussent été irréalisables sans l'extension du marché restreint d'autrefois, où les besoins se limitaient aux échanges locaux.

APPENDICE

Acte de reconnaissance des septiers de coutumes dus par les habitants au seigneur.

Par-devant Jean Gillet, notaire royal au bailliage de Vitry-le-François, résidant à Nettancourt, furent présents les habitants de la communauté de Nettancourt comparant en personne, cy après soussignés à la minute de présente des présentes, assemblés en la manière accoutumée en conséquence de la sommation à eux faite, à requête de très haut et très puissant seigneur Messire Gaston-Jean-Baptiste-Charles marquis de Nettancourt, seigneur dudit lieu, Noyers, Raincourt, Vautrombois, comte de Noirliu, Barron de Maugarnie et autres lieux, demeurant en son château audit Nettancourt, par exploit de Thiébault, sergent en la justice de Nettancourt, en datte du 1^{er} du présent mois, contrôlé à Nettancourt le deux par Gillet, aux fins de faire leurs reconnaissances des septiers de coutume à lui dues par les habitants dudit lieu et particuliers, possédant sur le territoire dudit Nettancourt deux journels de terre et au dessus. Lesquels habitans, assemblés comme dit est, reconnaissent avoir prié ledit seigneur de Nettancourt de leur représenter les titres sur lesquels étaient fondés lesdits droits. Ce qu'ayant bien voulu faire amiablement, ils auraient pris communication d'un dénombrement en parchemin fait au bureau des finances de Champagne le 16 septembre 1634, par Messire Louis de Nettancourt, chevalier, seigneur dudit lieu et de Maugarnier et encore une reconnaissance faite par lesdits habitants le 5 février 1678, lesquels ayant été trouvés par lesdits habitants établir suffisamment les droits de Monsieur de Nettancourt, ils s'en sont pleinement contents; quoique ledit seigneur se soit offert d'en représenter encore d'autres, ils ont tous reconnu d'une unanime voye et commun accord qu'ils sont tous

redevables envers ledit seigneur dudit Nettancourt et le Roy pour les parts et portions qu'il leur appartient dans ladite seigneurie la quantité d'un septier d'avoine à huit boisseaux, mesure de Chaa-lons à comble, par chaque habitant dudit lieu possédant jusqu'à 2 journels de terre labourable et au-dessus sur le finage dudit lieu et non autrement. Que les veufs possédant la mesme quantité de terre sur ledit finage sont sans contredit assujettis aux mêmes droits ainsi que les susdits habitants l'ont reconnus par les susdits titres. A été seulement convenus qu'encore qu'à plusieurs mineurs ils leurs soient eschus chacun ladite quantité de 2 journels de terre et au-dessus ne payeront chacune année audit jour de Saint-Remy qu'un septier pour eux tous, mesure susdite. Comme aussy si entre tous lesdits mineurs quand ils ne posséderont entre tous que la mesme quantité de 2 journels de terre, ils paieront ensemble le susdit droit de coutume jusqu'à la première division qu'il sera libre de faire par les tuteurs père ou mère, autant néanmoins qu'ils resteront sans partage ou jusqu'à la majorité, au moyen de quoy lesdits habitants sont demeurés d'accord avec ledit seigneur et promettent iceux chacun à leurs particuliers payer audit seigneur de Nettancourt dans les cas cy-devant et des autres parts stipulés le susdit septier d'avoine, mesure que dit est au jour de Saint-Remy, chef d'octobre de chacune année. Et pour éviter dans la suite aucunes difficultés entre ledit seigneur et lesdits habitants, ils reconnaissent que le susdit droit sera payé audit seigneur lors du décès de l'un ou de l'autre des père et mère séparément jusqu'au 1^{er} octobre inclusivement; à quoy ils ont promis satisfaire sous l'obligation générale et spéciale de tous leurs biens meubles et immeubles, présents et à venir sur peine de tous despens, dommages et intérêts, renonçant à toutes choses contraires aux presentes.

Fait et passé à Nettancourt par-devant le notaire royal susdit et soussigné l'an 1755 le 3 février après midy, présence du sieur Nicolas de Guyenne, controlleur des actes à Helmaurup et du sieur Toussaint de Guyenne, procureur du Roy en la mairie Royal dudit Helmaurup demeurants, tesmoins qui ont signés sur la minute des présentes avec ledit seigneur et partie des habitants signé en fin sur ladite minute de Nettancourt : Regnault, Raulin, Henry Leclerc, Thieriot Lignot, Thieriot, Claude Regnault, Nicolas Mogin, Pierre François, Leclerc, P. Ravanel, J. Guillemin, Claude Guillemin, Jean Jannin, Louis Lignot, Claude Petit, Pierre Petit, Chris-

tophe Petit, Louis Fauquignon, Antoine Ouriet, J. Guillemain, Claude Cousin, C.-F. Guillemain, Ch. Lavarge, J.-P. Briel, Thiebault, Jean Folliat, Jean Vanetel, L. Gillet sindicq, habitants. L. Forgé de Beauregard, lieutenant, J. Poriquet, procureur fiscal, de Guyenne tesmoin et Gillet, notaire.

Laditte minutte controllée au Bureau de Nettancourt le 6 février 1755. Receu douze sols signé Gillet avec paraphe.

(Extrait des Archives de la Marne, E.-693).

Acte de nomination d'un syndic à Nettancourt en 1774.

Ce jourd'huy 10^{me} jour du mois de janvier 1774, par-devant nous, Louis Fauquignon, ancien praticien, exerçant juridiction pour l'absence du juge ordinaire en la justice et mairie royale de Nettancourt, à l'assemblée des habitants et communautés de Nettancourt, assemblé en état commun au-dessous de la halle, lieu à délibérer de leur affaire commune, s'est présenté le sieur procureur fiscal en la terre et seigneurie de Nettancourt, lequel a représenté qu'il était nécessaire de nomer un d'entre eux pour procureur sindic pour gérer et gouverner les affaires de communautés, lesquels habitans comparent par la plus grand partie d'iceux, après avoir conféré entre eux, ont tous d'une voix unanime ont nomée et choisy pour procureur sindic la personne de Nicolas Michelle, demeurant à Nettancourt, lequel a volontairement accepté au charge par luy de gérer et gouverner les affaires de laditte communauté et de se faire rendre conte par les ensiens sindic et de se conformer aux arêts et règlement qui luy seront adressés et en donner avis audits habitans.

Sur quoy nous, pratistiens, juge susdit, avons ommologué et omologons l'avis desdits habitans; en conssequances, aprez avoir ouï le procureur fiscal en ces conclusions, avons nomée pour procureur sindic de la communauté de Nettancourt pour la présente année, la personne de Nicolas Michel audits lieu, au charge par luy de se conformer aux arêts et règlement qu'ils luy seront adressée et de rende conte à la fin de son syndica audits habitans de sa gestion et administration qu'il pourra avoir fait et gérée en la présente année. Acquoy il a promis satisfaire. Et a signé avec nous Le pro-

cureur fiscal et notre greffier et partie des habitans et autre ont déclaré n'en avoir l'usage.

(Signatures)

MICHEL, Jean LIGNOT, LOUIS MATHIEU, GUILLEMIN, etc.

(Extrait des Archives municipales de Nettancourt).

**Ordre d'installation d'un instituteur, le 30 ventôse an III
(mars 1795).**

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ

Bar-sur-Ornain, le 5 ventôse l'an troisième de la République française
une et indivisible.

(Loy du 27 brumaire an troisième, école primaire, n° 1228).

*Les Administrateurs du District de Bar-sur-Ornain,
Aux officiers municipaux
de la commune de Nettancourt.*

Le Juri d'instruction publique de ce district, frères et amis, a réuni ses suffrages sur le citoyen Pierre Lafouasse qu'il a nommé instituteur dans votre commune. Nous avons confirmé ce choix. Nous vous envoyons ci-joint avec l'acte qui contient cette nomination, les pièces qui ont déterminé la décision du juri. Vous voudrez bien en faire la remise au citoyen Lafouasse. Vous transcrirez la présente lettre sur le registre de vos délibérations et vous nous en accuserez la réception. Salut et fraternité.

Ont signé : ROBERT JANNOT, MARGUIN.

(Archives municipales).

MAISON DE NETTANCOURT

Seigneurs de Nettancourt (1).

GARNIER, chevalier,	cité parmi les témoins d'un acte souscrit en faveur des Templiers, sous l'épiscopat de Guy de Montaigu, évêque de Châlons, de 1142 à 1147.
DREUX, son fils,	croisé en 1190 avec le comte de Bar. Vivant encore en 1218.
PIERRE, neveu de Dreux, dit CROCCARZ.	1179-1223, également seigneur de Vernancourt.
GILLES, fils de Pierre, dit MAUCHEMINS.	1231. Accord avec l'abbaye de Montiers. 1242. Vente de sa part de la seigneurie de Sommeil.
Seigneur de Nettancourt, Vernancourt et Sommeil.	1253. Vassal de Champagne.
JACQUES, fils de Gilles.	
HUART, fils de Gilles, dit MAUCHEMINS.	vers 1275. Vassal de Blanche d'Artois, comtesse de Champagne.
JEAN I, fils du précédent,	1331.
JEAN II, fils du précédent,	épousa Marie de Boncourt. 1376. Acquisition de terres à Nettancourt de Charles de Moncel. Meurt avant 1394
GEORGES I, fils du précédent, Seigneur de Vaubecourt, Nettancourt, Autrécourt, Waly, Neuville-sur-Orne.	1400. Épousa A. d'Apremont, dame de Vaubecourt. 1426. Bailli et gouverneur de Bar. Meurt vers 1457.
JEAN III, fils du précédent, Seigneur de Vaubecourt, Nettancourt, Nouyer, le petit Louppy, etc.	1437. Épousa M. de Nicée, dame de Nubécourt et de Nicée. 1458. Reçoit du duc de Lorraine des lettres de ratification des acquisitions de son père Georges I en Lorraine. Meurt en 1502. Inhumé à Vaubecourt.
NICOLAS I, fils du précédent, Seigneur de Vaubecourt, Nettancourt, Nubécourt, Nicey, Ville-devant-Belrain, Autrécourt, Waly, La Grange-le-Comte, Hippécourt, Neuville-sur-Orne, Gilvescourt.	avant 1502 épousa A. d'Espence, dame de Bettancourt, Vroil et Villers-le-Sec. 1508. Dénombrement au Roy de France. Meurt en 1529. Inhumé à Vaubecourt.

(1) Tous appartiennent à la famille de Nettancourt, dont ils portent le nom, sauf le dernier.

- ANTOINE, 2^e fils de Nicolas I,
Seigneur de Nettancourt, Bettancourt, Vroil, Villers-le-Sec.
épousa 1^o Fr. de Boutillac.
2^o L. de Miremont.
1539. Hommage de la terre de Nettancourt.
Vers 1594. Inhumé dans l'église de Nettancourt.
- LOUIS I, fils du précédent,
Seigneur de Nettancourt, Maugarny, Villers-le-Sec, Vroil.
né en 1558.
En 1581 épousa Fr. de Beauvau.
En 1587. Acquisition au Roi d'une portion de la terre de Nettancourt.
Lieutenant de la Compagnie d'hommes d'armes du comte de Brienne.
Capitaine de 50 arquebusiers à cheval.
En 1606. Gouverneur de Sedan.
En 1618. Mort. Inhumé dans l'église de Nettancourt.
- LOUIS II, fils du précédent,
Seigneur de Nettancourt, Brabant, Bellefontaine, Vautrombois, Maugarny.
épousa 1^o Fr. d'Averhoul.
2^o A. de la Marche des Contes en 1660.
1626. Construction et banalité du pressoir.
1634. Aveu au roi de France.
Lieutenant général et colonel du régiment de son nom.
Créé marquis de Nettancourt par Louis XIV.
Maître de camp d'infanterie, maréchal des camps et armées du Roi.
Meurt en 1673.
- LOUIS III, fils du précédent,
Seigneur de Nettancourt, Leschelle, Fontaine-Denys, Brabant, Noyers, Raincourt, Maugarny grand et petit.
épousa en 1691 Claude-Magdeleine de Marle.
En 1692. Entrée solennelle à Nettancourt.
Capitaine de cavalerie, maréchal des camps et armées du Roi.
En 1703. Prisonnier à Landau.
En 1704. Blessé à Donauwertz, meurt à Augsbourg.
- MARIE-MAGDELEINE, fille du précédent,
Dame de Nettancourt, Noir-lieu, Poix, Maugarny.
en 1696. Née à Nettancourt.
En 1722. Hommage au Roi de France.
Meurt en 1745 au château de Nettancourt.
Inhumé au cimetière de la paroisse.
- GASTON-JEAN-BAPTISTE,
né en 1701.
- CHARLES, cousin germain de Marie-Magdeleine, petit-fils de Louis II.
Seigneur de Nettancourt, Fontaine-Denis, Maugarny grand et petit, Noir-lieu, Poix, Noyers, Raincourt, Vautrombois, etc.
En 1745 épousa Yolande-Magdeleine de Nettancourt de Passavant.
En 1750. Hommage au Roi de France.
En 1755. Meurt.

FRANÇOIS-ADRIEN . épousa en 1766 Marie-Claude-Antoinette de
DE LEZAY-MARNESIA, Nettancourt, fille du précédent, qui mou-
Dernier seigneur de Nettan- rut en émigration le 30 juin 1794.
court. Capitaine au Régiment du Roi.
Porté sur les listes d'émigrés de la Meuse
(12 juillet 1793).

Curés de Nettancourt.

(D'après le Pouillé du diocèse de Verdun).

Christianus	vers 1260.
Thomas Chobillon (1)	1519.
I. Amiot	1614.
Dom. Henry Collard	vers 1639 † 1667, Religieux de Montiers. Ancien prieur.
Jean-François Maillard	1667-1668.
Michel Péhu	1671.
C.-P. Etienne	1676.
Charles Duchemin	1679.
Nicolas Dez	de 1680 à 1687.
R. Nicolas Munsonnet	1687 quelques mois. Religieux de l'ordre des Frères prêcheurs.
Pierre Maillot	de 1687 à 1693.
François Jacquemot	de 1693 à 1703.
Nicolas Sauvage	de 1703 à 1708.
Louis Protte	de 1708 à 1716.
Pierre-Théodore Gérard	de 1716 à 1717.
Jean-Baptiste Goguey	de 1717 à 1757.
Claude Lanne	de 1757 à 1783.
Joseph Delaunoy	de 1783 à 1820 assermenté à la Révo- lution, puis concor- dataire.
Pierre Bertignon	de 1820 à 1830.
Nicolas Hurbal	de 1830 à 1833.
Nicolas-Jérôme Donjon	de 1833 à 1850.
Cl.-Victor Poilpret	de 1850 à 1893.
Victor-François Viller	de 1893 à 1906.
Jos.-Camille Kiffer	de 1906 à

(1) Omis au Pouillé ainsi que le suivant.

Syndics de Nettancourt.

1678	Claude Guillemin.	
1679	<i>Id.</i>	
1705-1712	Jean Leclerc, syndic royal <i>perpétuel</i> (ils ont existé de 1702 à 1717).	
1716	Claude Drognot.	
1732	Jean Maronnier.	
1735-1736	Jean Gillet.	
1739	Claude Macloux.	
1746	Louis Bardin.	
1752	Pierre Thiery.	
1754	Charles Lavidière.	
1755	Louis Gillet.	
1756	Pierre Vannetel.	
1757	Charles Lavidière.	
1762	Pierre Leclerc.	
1766	Pierre François.	
1767	Henry Leclerc.	
1768	J.-B. Pigny.	
1770	Nicolas Mangin.	
1771	Jean Gillet.	
1773	Jean Lignot.	
1774	Nicolas Michel.	
1775	Pierre Henriquet.	
1776	Germain Tapin.	
1777	Pierre Petit.	
1778	Jean Fulpin, l'ainé.	
1779	Michel Richardet.	
1780	Claude Guillemin.	
1781	Pierre Petit.	
1782	César Henriquet.	
1783	Simon Germain.	
1784	Pierre Petit.	
1785	Louis Lemaux.	
1786	J.-B. Thieriot.	
1787	L. Gillet.	
1788	Pierre Petit, le jeune	} nommé pour trois ans.
1789	<i>Id.</i>	
1790	<i>Id.</i>	

1791	François Lecomte, maire.	
1792	François Lecomte, maire.	
1793	<i>Id.</i>	président le 30 frimaire an II (son mandat lui est renouvelé chaque mois).
an III	<i>Id.</i>	maire le 25 prairial an III.
an IV	Ch.-François Baudot ⁽¹⁾ ,	agent municipal.
an V	Jacques-François Gillet	<i>Id.</i>
an VI	Jean Bardin	<i>Id.</i>
an VII	Jean Bardin	<i>Id.</i>

Maires.

Louis Fauquignon	an VIII-an IX.
Louis-Étienne Guillemin	1802-1814.
Louis Lallemand de Fontenoi	1814-1822.
Jean Vannetel	1823.
Jean-Louis Boiteux	1823-1826.
Charles-Louis Lallemand de Fontenoi	1826-1863.
M ^{is} C.-A. de Nettancourt-Vaubecourt	1863-1881.
Apollon Boiteux	1881-1884.
Eugène François	1884-1888.
Ovide Richard	1888-1895.
Edmond Lignot	1895-1900.
Jules Guillemin	1900-1908.
Charles Poirot	1908-1912.
André Lignot	1912-

(1) François Lecomte devient président de l'Administration municipale du canton de Noyers, tandis qu'il est créé à Nettancourt un agent municipal.

Vu : le Président de la thèse,
A. SOUCHON.

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
G. PAGÈS.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE. — SOCIOLOGIE. — DROIT, ETC.

Barthélemy (de). — *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*, 2 vol. Paris, 1861.

Barthélemy (E. de). — *Visite des doyennés du diocèse de Châlons*. Paris, 1882.

— *Variétés historiques et archéologiques sur le Châlonnois*. Paris, 1873.

Bouillet. — *Monographie de l'église de Revigny*. Nancy, 1892.

Bourgeois. — *Du mouvement communal dans le Comté de Champagne aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles*. Paris, 1904.

Buirette. — *Histoire de la ville de Sainte-Menehould*. Sainte-Menehould, 1837.

Dannreuther. — *Notes sur l'Église réformée de Nettancourt*. Arcis-sur-Aube, 1886.

Denis (M.). — *Essai sur la numismatique du département de la Marne*. — S. L. N. D.

Du Molin. — *Coutumes du bailliage de Vitry-en-Perthois*. Reims, MDCXXVII.

Durand. — *Coutumes du bailliage de Vitry-en-Perthois*. A Châlons, MDCCXXII.

Foville (A. de). — *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*. Paris, 1894.

Georges (Étienne). — *Coup d'œil sur les progrès de la langue française en Champagne*. Reims, 1863.

Grignon. — *Le diocèse de Châlons en 1405*. Châlons, 1892.

Hérelle. — *Mémoire des choses plus notables advenues en la province de Champagne*. Reims, 1882.

— *Documents inédits sur le protestantisme à Vitry..., Nettancourt, etc.*, 3 vol. Paris, 1904-1908.

Lallement. — *Échos rustiques de l'Argonne*. Châlons, 1910.

Lefèvre (André). — *Les finances de la Champagne aux XIII^e et XIV^e siècles*. Paris, 1859.

Liénart. — *Dictionnaire topographique de la Meuse*. Paris, 1872.

Longnon. — *Dictionnaire topographique de la Marne*. Paris, 1891.

— *Rôles des fiefs du comté de Champagne*. Paris, 1877.

— *Documents inédits relatifs au Comté de Champagne et de Brie*, 2 vol. Paris, 1901-1904.

Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, *passim*.

Mongin. — *Chronique de l'abbaye de Saint-Martin de Huiron*. Châlons, 1879.

Poinsignon. — *Histoire de la Champagne et de la Brie*, 3 vol. Châlons, 1896.

Procès-verbal des séances de l'Assemblée de l'élection de Châlons en Champagne. A Chaalons, 1787.

Puiseux. — *L'instruction primaire dans le diocèse ancien de Châlons*. Châlons, 1881.

Remy (Ch.). — *L'abbaye de N.-D. de Montiers-en-Argonne*. Tours, 1876.

— *Notes historiques sur Possesse*. Reims, 1883.

— *Précis sur Charmont et Vernancourt*. Châlons, 1868.

Robinet et Gillant. — *Pouillé du diocèse de Verdun*, tome II. Verdun, 1898.

Revue de Champagne et de Brie. Paris, *passim*.

Salligny (de). — *Coutumes de Vitry-le-François*. A Chaalons, MDCLXXVI.

Saulcy (de). — *Notes sur les ateliers monétaires de Châlons et de Sainte-Menehould*. Paris, 1879.

Sée (H.). — *Étude sur les classes serviles en Champagne du XI^e au XIV^e siècle*. Paris, 1895.

Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François. Vitry-le-François, *passim*.

Science sociale (La), *Revue*. Paris, 1886.

Tarbé. — *Recherches sur l'histoire du langage et des patois de Champagne*, 2 vol. Reims, 1851.

GÉOGRAPHIE. — GÉOLOGIE. — STATISTIQUE

Ardouin-Dumazet. — *Voyage en France*, 21^e série. Paris, 1907.

Buvignier. — *Statistique géologique du département de la Meuse*. Paris, 1852.

Cartes de l'État-major $\frac{1}{50.000}$ et $\frac{1}{80.000}$ (Bar-le-Duc, 51). Paris.

Carte de Cassini. Paris, 1757.

Carte géologique de la France. Service des mines $\frac{1}{80.000}$. Paris, 1883.

Carte du ministère de l'Intérieur $\frac{1}{100.000}$. Paris, 1896.

Chalette. — *Statistique de la Marne*, 2 vol. Châlons, 1844.

Chantriot. — *La Champagne*. Nancy, 1906.

Cultivateur de la Meuse (Le), *journal*. Bar-le-Duc.

Deliège. — *Pays d'Argonne*. Reims, 1907.

Denis. — *Le conducteur français*. A Paris, MDCCCLXXVIII.

Dénombrement du Royaume de France. A Paris, MDCCIX.

Expilly. — *Dictionnaire géographique*. Amsterdam, MDCCXLVIII.

Henriquet et Renaudin. — *Géographie historique, statistique et administrative du département de la Meuse*. Stenay, 1838.

Kessler. — *Notice, description et statistique sur le département de la Meuse*. Paris, 1878.

Lemoine. — *Géographie de la Meuse*. Verdun, 1909.

Maxe-Werly. — *Recherches sur les voies antiques du pagus barrensis*. Bar-le-Duc, 1888.

Neucourt. — *Analyse des terres de l'Argonne*. Bar-le-Duc, 1880.

Piganiol de la Force. — *Nouveau voyage en France*, 2 vol. Paris, MDCCCLV.

Prud'homme. — *Agriculture du département de la Meuse*. Bar-le-Duc, 1893.

Risler. — *Géologie agricole*, tome II. Paris, 1889.

Statistiques de la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Paris.
Situation financière des communes (La). Melun, 1879 à 1911.

NOBLESSE. — GÉNÉALOGIE. — HÉRALDIQUE

La Chesnaye, Desbois et Badier. — *Dictionnaire de la Noblesse*.
Paris, 1863.

Moreri. — *Le grand Dictionnaire historique*. A Paris, MDCCLIX.
Nobiliaire de Bar-le-Duc en 1771. Bar-le-Duc, 1901.

Revue de Champagne et de Brie. Paris, 1887.

Caumartin (de). — *Recherche de la Noblesse de Champagne*. A
Chaalons, MDCLXXIII.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	v

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE I

DES ORIGINES A 1560.

Étymologie. — Le domaine rural. — Le fief. — Ses éléments. — Le clergé. — La noblesse. — Les serfs. — Les affranchis ou bourgeois. — Droits seigneuriaux. — Construction de l'église.....	4
---	---

CHAPITRE II

LE PROTESTANTISME A NETTANCOURT (1560-1690).

Nettancourt, domaine royal. — Reconstruction du château. — La Réforme. — Dissensions religieuses. — Ruine du village. — L'Église réformée de Nettancourt. — Destruction de Huppémont. — Réfection du moulin. — Le marché local. — Le pressoir banal. — Revenus royaux et seigneuriaux. — La révocation de l'Édit de Nantes à Nettancourt.....	13
---	----

CHAPITRE III

LA COMMUNAUTÉ DE NETTANCOURT, LES SEIGNEURS ET LES HABITANTS (1690-1789).

Retour de Louis III. — Sa mort. — Marie-Madeleine, Dame de Nettancourt. — Entrée solennelle de Gaston-J.-B.-Charles, seigneur	
A. LIGNOT.	11

de Nettancourt. — Inventaire du château en 1755. — Dénombrement du patrimoine seigneurial. — Démolition du château. — La communauté d'habitants, son organisation, son développement, son fonctionnement. — Réformes administratives.....	Pages. 25
---	--------------

CHAPITRE IV

LE VILLAGE SOUS LA RÉVOLUTION (1789-1794).

Convocation aux États généraux. — Les députés de Nettancourt aux trois ordres. — Séances municipales. — Déclarations patriotiques. — Constitution du département de la Meuse. — Réformes municipales. — Les biens ecclésiastiques. — Les biens d'émigrés. — Les réquisitions. — Le gouvernement révolutionnaire.....	35
--	----

CHAPITRE V

LA MUNICIPALITÉ DEPUIS LA RÉVOLUTION.

Sous le Directoire. — Attributions de l'assemblée municipale. — La garde nationale. — Transformations municipales sous le Consulat et l'Empire. — La Restauration. — Établissement du cadastre. — L'instruction primaire et les voies de communication sous Louis-Philippe et le second Empire. — Attributions et charges municipales depuis 1870.....	43
--	----

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

CHAPITRE I

DÉMOGRAPHIE.

Les dénombrements de Nettancourt sous l'Ancien Régime. — Leurs sources. — Leur valeur. — Les recensements au xix ^e siècle. — Variations de la population. — Étude des mouvements de la population de 1660 à 1910. — Les taux de natalité et de mortalité à Nettancourt de 1771 à 1910.....	55
---	----

CHAPITRE II

CONDITION DES PERSONNES.

Pages.

Les classes sous l'Ancien Régime. — Chartes d'affranchissement. — Les bourgeois, les serfs, les juifs. — La coutume de Vitry. — La justice à Nettancourt. — Hommes de loi, maître chirurgien, sage-femme. — Laboureurs. — Privilégiés. — Les charges. — Abolition des juridictions anciennes. — Le Code civil.....	68
--	----

CHAPITRE III

CULTURE INTELLECTUELLE, MORALE ET RELIGIEUSE.

L'instruction primaire à Nettancourt. — Ses origines. — Ses résultats sous l'Ancien Régime. — L'école. — Le maître. — L'enseignement primaire pendant la Révolution. — Sa réorganisation et ses transformations aux temps modernes. — L'organisation religieuse. — La Paroisse. — Église et chapelles. — Période concordataire.....	78
---	----

CHAPITRE IV

HABITATION. — COSTUME. — LANGAGE.

L'habitation. — Son aspect et ses éléments de construction. — Les dépendances. — La distribution intérieure. — Maison de cultivateur. — Logis d'artisan. — Le mobilier. — Le costume masculin et féminin. — Le langage. — Patois de Nettancourt.....	87
--	----

CHAPITRE V

CARACTÈRE DE L'HABITANT. — MŒURS. — COUTUMES.

Répartition professionnelle. — Caractère agricole des habitants. — Répartition de la propriété foncière : la grande, la moyenne, la petite propriété rurale. — Psychologie de l'habitant. — Ses tendances. — Religion, mœurs et coutumes. — Tentatives d'association.....	96
---	----

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I

DESCRIPTION PHYSIQUE.

Situation. — Orographie. — Géologie. — Hydrographie. — Pluies. — Climat. — Agrologie. — Divisions du finage. — Toponymie.....	103
---	-----

CHAPITRE II

LES CULTURES.

	Pages.
Cultures. — Leur diversité. — Leur morcellement. — Leur répartition. — Prés et pâtures. — Bois. — Vignes. — Céréales. — Labourage et récoltes. — Chanvre. — Navettes. — Productions animales.	113

CHAPITRE III

VALEUR DES PRODUITS.

Détermination de la valeur. — Les mesures anciennes et nouvelles. — Leur histoire. — La monnaie. — Les prix. — Denrées d'alimentation. — Maisons. — Terres. — Modes d'amodiation. — Valeur locative des terres. — Les salaires à la journée et à la tâche.....	127
--	-----

CHAPITRE IV

DÉBOUCHÉS ET VOIES DE COMMUNICATION.

Débouchés d'abord locaux. — Voies de communication. — Leur insuffisance. — Leurs difficultés d'entretien sous l'Ancien Régime. — Leur description. — Leur développement au XIX ^e siècle. — Conséquences.....	136
---	-----

APPENDICE

Acte de reconnaissance des septiers de coutumes.....	147
Acte de nomination d'un syndic en 1774.....	149
Ordre d'installation d'un instituteur en l'an III.....	150
Liste des seigneurs de la maison de Nettancourt.....	151
Liste des curés.....	153
Liste des syndics de la communauté de Nettancourt.....	154
Liste des maires.....	155
BIBLIOGRAPHIE.....	157

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



PARIS - RUE D'ORFÈVRE